

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالتان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête
 auprès des personnalités politiques et littéraires

VII.

Victor Margueritte

VICTOR MARGUERITTE est un Lorrain. Il est né en 1866. Fils d'un militaire, le général Jean Auguste Margue-



ritte, il suit la carrière de son père. En 1896, lieutenant de dragons, il démissionna pour se vouer aux lettres dont il sera l'un des plus célèbres représentants en France. Il écrit, en collaboration avec son frère Paul Margueritte, une

série d'ouvrages, notamment celle intitulée UNE ÉPOQUE, qui consacrent la gloire des frères Margueritte.

De mars 1905 à avril 1907 il préside la Société des Gens de Lettres. En 1906, LE JOURNAL publie l'une de ses œuvres les plus fortes : PROSTITUÉE. Ensuite paraît LE TALION. En 1909, LA ROSE DES RUINES.

LA TERRE NATALE en 1917. Après la guerre AU BORD DU GOUFFRE en 1919, UN CŒUR FAROUCHE, roman algérien, et LE SOLEIL DANS LA GEÔLE. En 1922 LA GARÇONNE, œuvre étude de la dissolution des mœurs qu'a provoquée la Grande Boucherie humaine. Elle obtint un succès immense et, pour cela même, dressa contre son auteur toutes les forces hypocrites et réactionnaires. Plainte de la Ligue des Pères de famille présidée par le général de Castelnau. Refus du gouvernement de faire traduire le livre devant les tribunaux. Radiation de l'Ordre pour faute contre « l'honneur ».

Victor Margueritte est objet des représailles d'autant plus qu'il a eu, dans la lumière tragique de la conflagration mondiale, un sursaut de réveil, et s'est engagé peu à peu dans la voie révolutionnaire.

Victor Margueritte fait, dans les termes suivants, l'aveu touchant de son évolution :

« Mon éducation familiale, mon passé littéraire m'avaient, en dépit d'œuvres comme PROSTITUÉE, ancré dans la voie des carrières traditionnelles... Légion d'Honneur, Académie, me semblaient, sans tout à fait m'éblouir des buts dignes d'être atteints. Une certaine superstition militaire aussi me restait... C'est pourquoi, tout en étant, depuis une petite HISTOIRE DE LA GUERRE DE 70 et UNE ÉPOQUE, pacifiste déclaré, je suis tombé dans le panneau : la Guerre du Droit. »

Depuis, LE COMPAGNON et LE COUPLE, complétant avec LA GARÇONNE la trilogie de la Femme en Chemin. En 1925, LES CRIMINELS, virulent réquisitoire contre les fauteurs de guerre. Bientôt : LES VICTIMES.

Victor Margueritte unit aujourd'hui à son talent de grand écrivain la vertu d'un vaillant militant pour toutes les justes causes.

Les Traités de Paix qui ont en 1919 remanié l'Europe ne sont qu'un instrument de perpétuelle guerre. C'est, sous le Signe de la Force, le Règne de la Bête qui continue.

Notamment la Macédoine, en lambeaux, la Macédoine terrorisée, opprimée, dénationalisée, demeure une des « poudrières » de l'Europe.

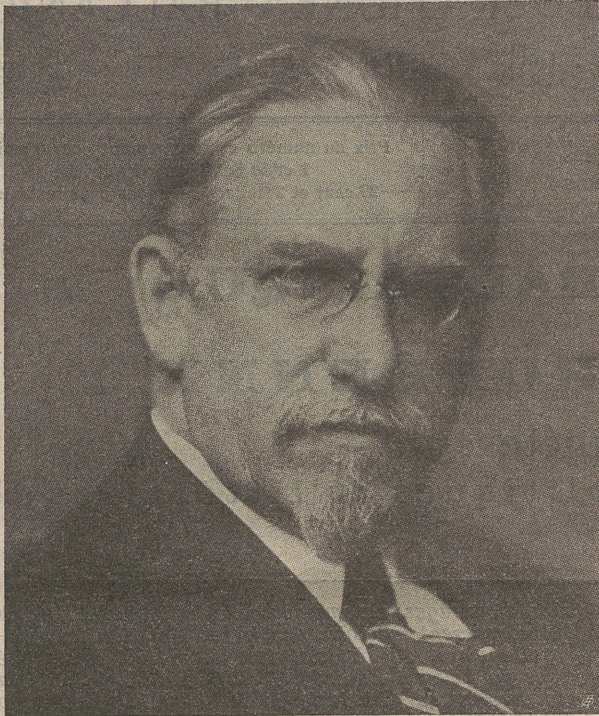
Seule une Fédération Balkanique, non celle des gouvernements actuels — bande de corbeaux sur le champ de bataille — mais celle des peuples peut fonder l'Ere de Paix.

Quand ? C'est le secret des Faibles d'aujourd'hui, Forts de demain, quand leurs volontés s'allieront.

Victor Margueritte

Frantichek Soukup

Docteur en droit, avocat et homme politique. Leader du parti social-démocrate de Tchécoslovaquie, membre du Comité Exécutif de la II^e Internationale, sénateur, vice-président du sénat tchécoslovaque et ancien ministre de la Justice.



Aux questions qui me sont posées par votre rédaction estimée, je réponds comme suit :

La question balkanique n'est pas une question locale, mais une question européenne. Les Balkans doivent cesser d'être un lieu de chaos et de débâcle. Les adversaires des traités de paix. Le mot « Balkans » devra se délivrer de cette conception de chaos et de débâcle. Les adversaires des traités de paix aiment souvent relever que par d'effritement de l'Autriche-Hongrie toute l'Europe Centrale aurait été balkanisée. Cela n'est pas vrai ! L'Autriche-Hongrie n'était pas une nécessité politique. Les nouveaux états qui se sont élevés sur son territoire, ont toutes les conditions d'une vie indépendante et de rapports de bon voisinage. Je peux peut-être dire que nous, en Tchécoslovaquie, prouvons continuellement, que la république tchécoslovaque est un véritable point fort de la stabilisation, de l'ordre, la paix et le développement.

La voie vers la paix européenne mène par les Balkans. La voie vers la paix dans les Balkans mène par la Confédération Balkanique. La Confédération Balkanique deviendra l'un des grands fondements du monde pour sa future constellation internationale économique et politique.

Je suis membre du Comité Exécutif de l'Internationale Socialiste, dans laquelle je représente la social-démocratie tchécoslovaque. J'étais à la Conférence de Bruxelles à laquelle Emile Vandervelde nous exposa un rapport détaillé de son voyage dans les Balkans. C'est avec effroi que nous avons entendu ses communications sur la véritable émigration des peuples qui a lieu dans les Balkans après la guerre et nous avons pris les mesures nécessaires pour que la Société des Nations fasse tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre ce gigantesque problème, tant du point de vue matériel que culturel et politique.

Nous comprenons fort bien le problème des minorités nationales dans les Balkans. Nulle autre partie du monde n'est peut-être à tel point un produit des minorités nationales que précisément la péninsule balkanique, où, pendant les siècles de domination turque les nations se sont constamment mélan-

gées. Aussi la solution de ce problème y est doublement plus difficile que n'importe où ailleurs, et il en résulte les énormes difficultés devant lesquelles se trouve toute l'Europe dans la question macédonienne. Il ne peut donc exister nul doute que ce n'est que la Confédération Balkanique qui peut résoudre ce problème sur la base des mêmes principes et des mêmes garanties pour tous.

Il y a une demi-année, une Conférence des socialistes balkaniques se réunit à Prague dans le bâtiment de notre Parlement, avec la participation de nos amis de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Belgique. De la Bulgarie y étaient venus Sakasoff, Pastoukhoff et Nejko. La demande d'une Confédération Balkanique fut introduite dans notre programme international. Il est hors de doute que dans le domaine économique aussi la Fédération Balkanique deviendrait un facteur de tout premier ordre. Elle aurait à sa disposition trois mers, elle aurait le chemin ouvert du marché mondial, elle pourrait relever sa situation économique et, à l'aide de moyens techniques perfectionnés, exploiter méthodiquement les énormes trésors naturels des Balkans.

Je crois qu'il est superflu de souligner particulièrement l'opinion que les gouvernements actuels de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Grèce et de la Bulgarie ne sont absolument pas à même de former la Fédération Balkanique. Pour la constitution de la Fédération Balkanique il faudrait provoquer un grand mouvement des peuples parmi toutes les nations balkaniques. Il faut créer nécessairement une atmosphère politique, culturelle et nationale qui prépare et rende possible le grand acte. Voilà pourquoi la Fédération Balkanique ne sera pas une œuvre des éphémères gouvernements balkaniques d'aujourd'hui, mais un produit de l'accord et de la volonté des nations balkaniques. Il y faudra travailler de toutes les forces, et, sur ce chemin, les Balkans auront derrière eux toute la démocratie honnête de l'Europe et du monde.

Dr. Fr. Soukup

Théodore Bartochek

Docteur en droit, avocat et homme politique. Rédacteur de VOLNA MYSLENKA (La pensée libre), président de la société tchèque pour le rapprochement culturel et économique avec l'U.R.S.S. Un des leaders de l'organisation des libres-penseurs.

Aux questions de la Fédération Balkanique sur la Macédoine et les conditions dans les Balkans, je me permets de répondre comme suit :

1^o La solution actuelle de la question macédonienne, je ne puis la trouver conforme ni aux principes de la justice et de la liberté, ni aux intérêts de la paix, puisque cette solution n'est pas l'expression des besoins et de la volonté du peuple macédonien, mais de la force des états intéressés. Tant qu'on ne reconnaîtra pas dans les Balkans aussi le principe intangible qu'un peuple ne peut point se voir imposer un régime — jusque là il n'y aura pas de tranquillité dans les Balkans, et les termes de « conditions balkaniques », « balkanisation » resteront des expressions typiques pour la disqualification d'un régime devenu intenable.

La solution conforme à la liberté, la justice et aux intérêts de la paix de la question macédonienne est le régime qui s'harmonise avec les aspirations de ce peuple.

2^o Nulle réaction ne peut assurer les droits d'une minorité quelconque, et les gouvernements balkaniques d'aujourd'hui, dont le régime arbitraire et réactionnaire est notoire, le peuvent encore moins.

D'ailleurs, dans les états balkaniques, on n'a même pas songé à ce que la protection des minorités nationales soit suffisamment garantie par des traités internationaux. Car ces états se considèrent comme des états nationaux composés chacun d'une seule nation, et veulent être considérés par les puissances étrangères aussi commi tels, c'est-à-dire comme des pays où point n'est nécessaire de donner des garanties aux minorités nationales.

3^o La seule possibilité d'empêcher l'oppression des minorités nationales est un changement de fond en comble de l'ordre social, par la transformation de la société actuelle basée sur les contradictions de classes en une société sans classes. Sous l'actuel ordre bourgeois, surtout l'ordre semi-féodal qu'on trouve dans les Balkans, les actes arbitraires nationalistes appartiennent au caractère même de l'état des choses, particulièrement à l'époque où l'ancien ordre social se trouve sur la défensive.

La classe opprimée, qui s'efforce aujourd'hui de prendre le pouvoir, est essentiellement internationale. Dès qu'elle arrivera au pouvoir, il n'y aura plus d'oppression nationale. L'U. S. S. R. où, dans une très grande diversité nationale, l'application de l'auto-détermination nationale empêche l'oppression nationale, peut nous servir d'exemple. Il n'existe pas des raisons de rivalité entre les différents groupes nationaux, attendu qu'ils sont tous subordonnés à l'autorité supérieure commune du tout commun,

partant à une autorité dont les subordonnés sont en même temps les membres.

4^e Je suis fermement convaincu, que la Fédération des peuples balkaniques sera nécessairement réalisée; je suis convaincu de cette chose plus grande encore qu'elle sera une partie d'une bien plus large union des nations; mais je suis également convaincu que les gouvernements balkaniques d'aujourd'hui ne peuvent réaliser une pareille Fédération, vu qu'une telle organisation est contraire à l'essence de l'ordre social actuel.

Les états balkaniques d'aujourd'hui ne sont, tout au plus, capables que de former de très courtes unions, pour des cas déterminés, ainsi que nous l'a montré l'expérience des deux guerres balkaniques.

La Fédération des peuples balkaniques est, néanmoins, une idée très naturelle. Toutes les nations balkaniques ont bien plus d'intérêts et de traits communs que de ceux qui les divisent. D'ailleurs, toute la zone des petites nations se trouvant entre les territoires russe et allemand du sud des Balkans jusqu'au nord de la Scandinavie est directement destinée à marcher sur le chemin de la création d'une unité supérieure, et si la solution russe ne l'avait pas devancée, elle aurait été elle-même une base pour la réalisation de l'idée des futurs Etats-Unis de l'Europe Centrale, peut-être même de toute l'Europe.

Ces buts modernes ne peuvent être atteints par les vieux Etats monarchistes et féodaux. L'ancienne Autriche-Hongrie nous en offre un exemple bien peu encourageant. La même nécessité de l'union de petites parties en un tout grand lui a donné naissance, mais elle a quand même dû être partagée, afin que le principe de l'autodétermination des nations pût avancer de ce pas très incomplet, de ce pas de compromis qui fut fait par la guerre européenne. Ceci montre que la question de la Fédération Balkanique ne se laisse pas résoudre par l'arbitraire, l'impérialisme et le despotisme. C'est seulement les larges masses du peuple qui pourront fonder une société sans classes du peuple travailleur laquelle, de son côté, ne peut naître que de la lutte de classe victorieuse du prolétariat. Seul le prolétariat victorieux et le nouvel ordre des choses économiques résoudra les problèmes balkaniques, partant la question macédonienne aussi, de façon que les Balkans aussi verront enfin se réaliser ce qu'au siècle



dernier l'Américain Abraham Lincoln a demandé pour son pays : Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Dr. Théodore Bartochek

Pour la Fédération Balkanique*

II

Le Régime des Minorités Nationales

Dans mon précédent article j'avais essayé de montrer combien une organisation économique de la péninsule Balkanique, combien l'instauration d'une vie économique dans cette région troublée et bouleversée par la guerre depuis tant d'années, était conditionnée par la constitution d'une Fédération englobant les divers Etats.

La question des débouchés maritimes et des ports, le problème du transit ferroviaire, les régimes douaniers, tout cet ensemble de solutions économiques serait hâté par une « Fédération ».

Le système fédératif qui respecte les souverainetés particulières en créant un lien entre elles solidarise les intérêts; le système fédératif constitue un organisme de coordination, de contrôle et d'équilibre.

Dans l'Europe Centrale, Méridionale, Balkanique, la situation ethnographique, l'enchevêtrement des populations, des races et des religions, s'accommodent mal d'un Centralisme étouffant et rigide, et naturellement le fédéralisme apparaît comme plus adapté aux réalités géographiques, économiques, sociales.

Il est souvent difficile, pour ne pas dire impossible, de faire coïncider exactement et rigoureusement *Etat* et *nation*, et c'est ce qui explique que les délimitations territoriales sont si souvent âprement controversées. Souvent aussi des frontières calquées sur l'ethnographie aboutiraient à des découpages insensés que les nécessités géographiques et économiques condamneraient et qui ne pourraient subsister.

Toutes ces observations s'appliquent à la péninsule Balkanique. Il est incontestable que les nouvelles frontières sont mauvaises et qu'elles ont été tracées en suivant les inspirations du prétoire militaire. Il est non moins incontestable que toute délimitation se heurtera aux difficultés inhérentes aux populations bigarrées étendues sur tout le territoire de la presqu'île des Balkans.

La Macédoine notamment mérite certes son nom et la signification expressive qu'il a dans notre langue. Bulgares, Grecs, Serbes, Turcs, Koutzo-Valaques, Juifs, Albanais, s'y coudoient.

Toute modification dans les frontières actuelles n'empêchent point que des minorités nationales soient englobées dans des souverainetés étatiques différentes. C'est une vérité qu'il ne faut pas dissimuler. Pour parer à ces inconvénients, il importe au plus haut point que toute minorité nationale ait un statut clair,

libéral, qui lui permette un développement culturel. Il faut que dans le sein des *Etats*, des *nations* et des *fragments de nations* puissent vivre. Problème redoutable qui évidemment bouleverse les notions classiques du Droit public traditionnel sur la souveraineté, mais qui s'impose par son urgence même et qui n'est pas autre chose que l'internationalisme pratique et réaliste.

Mais, et c'est ici que la nécessité d'une Fédération Balkanique reparait, toutes ces questions si épineuses, parce qu'elles mettent en opposition des souverainetés étatiques, seraient aplanies si une Fédération Balkanique se superposait aux Etats actuels. Ces problèmes seraient, en effet, de la « compétence fédérale ».

La Fédération veillerait à leur application et à leur réciprocity dans les Etats dépendants d'elle.

Ce qui me paraît le plus urgent, c'est de doter les populations de la Macédoine d'un régime de liberté et de garanties réelles au moyen de statuts précis.

Je ne crois pas que l'annexion de toute la Macédoine à la Bulgarie soit une solution de paix et d'organisation.

Je ne crois pas davantage que le régime actuel de la Macédoine, dépeçée et meurtrie entre les souverainetés Yougoslave, Bulgare et Hellénique, en soit une autre.

Un Etat macédonien, distinct, serait de constitution et de formation délicate par suite des conditions ethnographiques.

Un régime de liberté nationale et culturelle pour les populations diverses de la Macédoine — voilà une revendication peut-être plus modeste, mais plus prochaine, et qu'un système fédératif pourrait réaliser.

Jean Zyromski

Comment on prépare les élections en Roumanie

Il n'y a pas eu besoin de beaucoup de temps, ni de peine, pour que l'opinion publique, tant dans le pays qu'à l'étranger reconnaisse en le gouvernement du général Averesco la broussaille avec laquelle le régime oligarchique cherche à couvrir son ignoble nudité. Des cercles même purement bourgeois, même de l'étranger, viennent confirmer ce fait; l'article ad hoc de M. Knobloch, l'ancien ministre d'Autriche à Bucarest, a été publié, dans le numéro précédent de *La Fédération Balkanique*. Et chaque jour vient confirmer à nouveau nos affirmations.

Alors que la famine dévaste des régions entières, alors que les émigrations en masses prennent un caractère particulièrement alarmant, surtout dans les nouvelles provinces, que le chômage atteint des proportions inconnues jusqu'ici en Roumanie, alors que la vie des couches laborieuses devient insupportable à la suite de la cherté croissante et du salaire effectif de plus en plus réduit — quelles mesures économiques le gouvernement Averesco

* Voir *La Fédération Balkanique* du 1^{er} avril 1926.

prend-il ? Il prépare le renforcement de la protection de l'industrie « nationale », — c'est-à-dire le renforcement de l'aide que l'Etat accordait jusqu'à présent au capital « national » ; ce qui signifie une augmentation des charges budgétaires, un accroissement de la pression fiscale sur les masses au profit de l'oligarchie. Le programme prévoit la suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Et celle des taxes sur l'importation des articles de luxe. Le tarif douanier sera modifié en entier — une commission y travaille déjà — sous prétexte qu'il ne défend pas suffisamment les produits de l'industrie indigène ; de sorte qu'une hausse générale des prix est certaine pour les jours prochains. En même temps, le cours de la monnaie nationale tombe, et il en résulte un vol systématique au préjudice des classes laborieuses, qui constatent à la fin de chaque semaine qu'elles peuvent acheter de plus en plus moins avec le quantum du salaire reçu. D'autre part, les préparatifs de guerre sont intensifiés ; le gouvernement annonce une « réorganisation » de l'armée sur la base du renforcement de l'élément de réserve, c'est-à-dire une augmentation du nombre de ceux appelés à faire leurs « 28 jours », partant des dommages insupportables causés aux réservistes paysans et ouvriers et une augmentation des dépenses non-productives de l'Etat. En même temps, le gouvernement déploie tous ses efforts pour renforcer par des alliances la position militaire et diplomatique de l'oligarchie : il cherche un rapprochement avec l'Italie pour avoir la main libre contre l'Union Soviétique dans la question de la Bessarabie, et il a renouvelé et élargi l'alliance militaire avec la Pologne.

Les plans du gouvernement Averesco apparaissent ainsi nets et précis : renforcement de la politique d'enrichissement de l'oligarchie féodalo-bancaire et de ses laquais, politique d'appauvrissement et d'exploitation jusqu'à la moelle des masses paysannes, ouvrières et moyennes, politique d'armements militaires et de préparatifs de guerre. Avec de tels plans il est clair que le gouvernement ne peut pas compter sur les sympathies des masses électorales dans les élections générales qui s'approchent. Mais pour pouvoir extorquer une majorité parlementaire et donner ainsi une forme « légale » à sa dictature de fait, le gouvernement Averesco est obligé de recourir aux armes traditionnelles de tous les régimes despotiques : la terreur, le chantage, la corruption. L'état de siège est maintenu et renforcé. L'appareil administratif lui-même est semi-militarisé : la moitié des préfets des districts du milieu des officiers en service actif, ce particulièrement pour les provinces à populations « minoritaires ». D'autre part, les commandants de gendarmerie rurale « à poigne énergique » sont envoyés sur des points électoraux plus faibles pour y corriger les résultats. Les Conseils de guerre travaillent sans arrêt : ces jours-ci, celui de Kichenev a condamné 36 ouvriers et jeunes intellectuels à des peines variant entre un et cinq ans de travaux forcés. Les bandes fascistes sont ameutées sur les travailleurs. A Rechitza, le plus grand centre métallurgique de la Roumanie, 7000 ouvriers sont en grève ; pour venir en aide à cette société au capital en grande partie étranger et pour briser l'esprit de solidarité et de lutte des grévistes, des bandes fascistes ont été « invitées » à y tenir, sous la protection et avec le concours des autorités, des « meetings », alors que la grève bat son plein, et à y provoquer les grévistes, — tandis que les ouvriers sont arrêtés, terrorisés, empêchés de se rassembler pour se concerter sur leurs intérêts. Mais ce n'est pas seulement sur les travailleurs que sont ameutées ces bandes : le journal bourgeois *Epoca* s'étant permis de démasquer le patriarcat qui s'était mêlé dans les intrigues politiques de la Cour, une bande d'« étudiants » fascistes a dévasté la rédaction du dit journal au centre même de la capitale, sous les yeux même de la police, qui intervint « après que le fait fut consommé et que les auteurs disparurent » (Communiqué de la Prefecture de Police).

Parallèlement avec ces mesures de terreur, le gouvernement prépare de vastes manœuvres de chantage. Aux délégués des citoyens de la Bessarabie venus demander que l'on y levât l'état de siège, le nouveau ministre de la guerre a répondu : « Pour la durée de la campagne électorale, cela est impossible, vu que les esprits sont fortement agités. Mais il dépend de l'attitude de la population pour que, après les élections, nous voyions ce qu'il y aurait à faire. » En d'autres mots : si vous votez avec le gouvernement, alors... Par une ordonnance ministérielle ont été augmentés, non les salaires, mais la durée de travail, de deux heures, pour les 300.000 fonctionnaires d'état. La conséquence en fut bien entendu une grande effervescence parmi ces pauvres employés qui, obligés avec leur salaire de 2000 à 3000 leis (200 à 300 frs.) à accepter des occupations supplémentaires, se voient maintenant dans la situation de devoir abandonner ces petits bénéfices supplémentaires indispensables à leur misérable existence. Mais le lendemain, le gouvernement a publié le communiqué suivant : « Le Conseil des ministres, ayant examiné la question de l'augmentation des heures de bureau dans les services de l'Etat, en suspend la solution jusqu'après les élections. » C'est-à-dire, si vous votez avec le gouvernement, alors...

Mais celui qui croit que l'arsenal électoral du gouvernement roumain est épuisé avec cela, s'est trompé.

D'après la loi, les élections doivent avoir lieu au plus tard

jusqu'au 27 mai. Mais le ministre de la guerre convoque pour des exercices temporaires quelques classes de réservistes, et ce les classes les plus jeunes, celles qui sont les plus actives et les plus combattives politiquement... pour le 25 mai. Et les commandants reçoivent l'instruction de ne pas considérer comme une excuse légale la non-présentation en temps dû aux casernes par suite de participation aux élections. Ainsi, quelques centaines de milliers de citoyens sont placés devant l'alternative : de voter, mais d'être punis pour non-présentation en temps dû aux exercices, ou de s'y présenter en temps dû, mais renoncer au vote — ce qui est, d'ailleurs, également punissable par la loi, le vote étant obligatoire. D'autre part, les magistrats qui doivent présider les bureaux électoraux et qui vendent plus facilement leur conscience pour un avancement, sont transférés aux points électoraux faibles pour y corriger les résultats.

Enfin, à côté de la terreur et du chantage vient s'ajouter la méthode de la corruption qui a tant de succès en Roumanie : tel est le cas parmi le groupe de droite de l'opposition, tel est le cas parmi les « dirigeants » abjects et traîtres des minorités — ces « dirigeants » ont tout particulièrement su monopoliser les directions des organisations minoritaires, des partis et des journaux, avec l'appui de la terreur. L'oligarchie roumaine égorge toute initiative au sein des minorités qui tendrait à l'orientation des populations « minoritaires » vers la lutte contre leurs oppresseurs. L'oligarchie ne tolère que telles organisations et telle presse minoritaire qui se prêtent à faire, pour certains avantages de cliques, le jeu de l'oppression oligarchique roumaine. C'est ainsi que le parti « national » hongrois et le parti « national » allemand ont conclu à présent des pactes électoraux avec le gouvernement, et leurs chefs annoncent avec cynisme que cette entente s'est faite parce que le gouvernement a assuré aux « minorités » (lisez : aux chefs traîtres de ces partis) le nombre « dû » des sièges. Les chefs de l'Union des Juifs roumains préparent eux aussi la vente au plus antisémite des gouvernements roumains des suffrages d'un grand nombre de Juifs.

Ainsi sont préparées les élections parlementaires sous le régime du suffrage « universel, égal, direct, secret et obligatoire » en Roumanie, élections toujours... gouvernementales. Il en a été ainsi en 1920 sous le précédent gouvernement Averesco, il en a été ainsi en 1922 sous le gouvernement libéral. Si aux élections des Chambres Agricoles en 1925 et aux élections municipales de cette année les résultats ont été défavorables au gouvernement, cela a été dû à l'esprit de lutte acharnée des masses, et cela a coûté, outre des arrestations et des tortures de centaines et de centaines d'électeurs, la vie de sept citoyens. N'est-ce pas un signe des temps quand, à la place du symbole traditionnel de menace : « les Turcs viennent » on crie aujourd'hui, en signe d'épouvante : « les élections viennent » ?

Ainsi, les élections se transforment en Roumanie en de véritables introductions et exercices préliminaires à la guerre civile.

I. Mateescu

Corruption, conflits et nouvelles crises en Yougoslavie

L'Etat bourgeois et tyrannique yougoslave ne se souvient pas d'avoir vécu un printemps aussi trouble que celui-ci. Sa vie a le caractère d'une époque qui succède, habituellement, à la défaite dans les guerres sanglantes ; elle est le prélude de profondes secousses et de la révolte populaire. C'est la décomposition étatique, nationale et morale en plein. Le refuge ultime de la bourgeoisie yougoslave est de se tenir au pouvoir par la force — contre le Parlement, contre la Constitution et le peuple. Il n'y a plus d'hommes de caractère chez elle, plus de conscience. Pas un homme d'Etat possédant à la fois la force et l'autorité morale voulue pour être un chef. Il n'y a pas un parti auquel le peuple libre puisse donner sa confiance. Pas de coalition possible basée sur le principe de l'intérêt général. Tous les partis et tous les hommes politiques sont compromis aux yeux du peuple.

Les événements politiques qui se déroulent depuis le mois dernier confirment cet état de choses : chute du gouvernement Pachitch, formation des deux gouvernements anti-constitutionnels successifs d'Ouzounovitch, rupture de l'entente Raditch-Pachitch. Ensuite les affaires de corruption : fuite du pays du fils du ministre-président pour vol des deniers de l'Etat, lutte ouverte des deux chefs du parti radical, corruption des hommes politiques de marque, qui détenaient les ministères les plus importants (finances, agriculture, économie et l'instruction publique), où sont compromis aussi certains membres du parti paysan croate, etc.

Que signifie cette vague de corruption, la compromission des grands dignitaires de l'Etat, la trahison des principes de la veille, la crise et le déchirement des partis compacts et forts, le krach de la Coalition, le recours aux méthodes anti-parlementaires ?

Nous ne croyons nullement que cela soit la conséquence de remanements intérieurs ou de nouvelles énergies qui viennent rénover la réaction vieillie — comme certains journalistes bourgeois veulent le faire croire. On peut plutôt prétendre que cette réaction n'a plus de fondement, qu'elle a joué son rôle, coupé

les ponts qui la liaient au peuple et que son seul moyen pour se maintenir au pouvoir est l'appareil policier et militaire, les machinations des partis devant le danger commun et l'intrigue politico-diplomatique.

Une phase aussi critique prouve certainement que le régime est en décomposition complète, mais dans de pareils moments il ne faut jamais sous-estimer la force de l'ennemi qui a acheminé le pays au bord du précipice. Cette situation demande une organisation rapide de l'action des masses paysannes et ouvrières, et aujourd'hui plus que jamais cette action est nécessaire en Yougoslavie.

Quelle est l'issue à la situation actuelle de la Yougoslavie? Il n'y a que la révolution des larges masses populaires qui peut en trouver une. Pour se rendre compte que c'est l'unique issue il n'y a qu'à suivre la vie politique de la Yougoslavie depuis sa fondation jusqu'aujourd'hui. Les dernières crises gouvernementales prouvent tout particulièrement que la catastrophe est inévitable, si le peuple n'a recours à ces moyens de lutte contre les usurpateurs.

Les questions étatiques et nationales furent toujours résolues au détriment des intérêts du peuple et contre sa volonté. La formation même du nouvel Etat et la forme qu'on lui donna furent faites sans son approbation. Le peuple n'a soufflé mot sur la monarchie; il a été plutôt mis devant le fait accompli par un décret du roi et du gouvernement radical. La Constitution centraliste fut votée, en partie par force, en partie par la corruption des députés. Depuis 1921, date de la dissolution du parti communiste et la mise en vigueur de l'Obznana, l'unique contrôle populaire existant fut abrogé. Ainsi, la minorité bourgeoise et la clique de la Cour et des militaires acheminèrent le pays à la situation actuelle.

Malgré les multiples crises gouvernementales, pas une ne fut résolue par des élections libres. On ne tint jamais compte de l'opinion du peuple. Tout se décidait dans l'antichambre du roi ou dans les réunions des partis. C'est là que naquit l'Obznana; c'est là qu'on décida la chute du gouvernement Davidovitch, là aussi fut conclue l'entente des radicaux et des raditchiens — sans se préoccuper si le peuple est pour ou contre cette entente — qui prend fin par la sortie de Raditch du gouvernement.

Dans cette même atmosphère se déroulent les derniers événements politiques, dans lesquels Pachitch d'une part, la Cour de l'autre — manœuvrent et se combattent à qui mieux mieux chacun tâchant d'être l'unique maître du pouvoir. Jusqu'à maintenant, les résultats de ce jeu furent: la Cour a réussi à renverser Pachitch de la présidence du conseil, sans pouvoir se débarrasser totalement de son redoutable adversaire. Raditch ouvrit la crise sur la question de la corruption et par ordre de la Cour. Pourtant, Pachitch parvint à faire confier le nouveau ministère à Ouzounovitch — un de ses partisans les plus dévoués. Sous la pression de Pachitch, Ouzounovitch écarta Raditch du ministère et en forma un nouveau. Pachitch et Raditch poursuivaient ces buts: Raditch voulait se rapprocher du roi, affaiblir Pachitch et essayer de se réhabiliter, la démagogie aidant, auprès des paysans croates. C'est pour cela qu'il ouvrit la crise et fit tomber Pachitch justement sur la question de la corruption. De son côté, en éliminant Raditch, Pachitch voulait affaiblir la position de la Cour et renforcer la sienne. Il força Raditch à passer dans l'opposition, le qualifiant de bolchévik — quoiqu'il sache bien à quoi s'en tenir là-dessus. Ce jeu fut compris par Raditch. Pour ne pas en être la dupe, il convoqua le 22 dernier le plénum de son parti à Agram, où il déclara être toujours pour l'entente, la monarchie et le centralisme. Il souligna que son parti, loin de vouloir retourner à l'ancien républicanisme, reste toujours fidèle au roi. Presqu'en même temps, Pachitch fait exclure par le plénum du parti radical — tenu le 25 dernier à Belgrade — son rival Liouba Yovanovitch, pour fortifier sa position personnelle dans le parti radical. Tousjours sans le Parlement, la lutte continue dans les coulisses.

La crise profonde de l'Etat et les deux derniers gouvernements anti-constitutionnels (la presse de l'opposition les qualifie de gouvernements de coup d'Etat) ont les mêmes causes que les précédentes. Les passions, la peur, les intérêts et les conflits sont leur point de départ, avec cette différence que la lutte actuelle est plus aiguë et doit avoir des conséquences plus graves.

Si on laisse le soin de résoudre cette crise aux clubs du parti de Raditch et des radicaux, nous aurons bientôt, ou une dictature militaire du roi ou de Pachitch, ou une nouvelle reconciliation et le retour de Raditch au gouvernement. Ce qui voudrait dire une nouvelle victoire de Pachitch et une nouvelle capitulation de Raditch. En vérité, ces deux solutions sont les mêmes, car c'est la continuation du règne de la réaction et la consolidation de la monarchie. Si le peuple, avec les éléments révolutionnaires conscients, ne reste pas indifférent dans ce jeu politique, où on joue sa peau, nous aurons la guerre civile qui renversera la monarchie et instaurera une république fédérative et démocratique.

On ne peut encore prévoir la degré qu'atteindront ces luttes. En tout cas il est bon de se rappeler de cette vérité, confirmée par l'expérience des siècles: Il n'y a pas de liberté sans le sang.

M. Vladimirov

Peter Tchaouleff

A l'occasion du procès de son meurtrier

II

Plus loin, son internationalisme se développe. Il lie l'action commune des peuples opprimés qui mènent la lutte révolutionnaire pour leur union nationale avec celle de toutes les nationalités et classes opprimées. Dans une lettre adressée aux membres de l'organisation « Ilinden », lettre qui fut interceptée par ses adversaires, il ne se gêne pas pour leur déclarer que le succès de la lutte nationale libératrice macédonienne ne sera assurée que lorsqu'elle aura l'appui des communistes serbes et grecs. L'internationalisme de P. Tchaouleff trouve son expression définitive dans le programme politique du Manifeste du 6 mai 1924, élaboré avec sa participation directe, signé par le Comité Central de l'O. R. I. M. sur son insistance, publié et répandu en Macédoine par ses soins surtout.

Il entra dans une lutte décisive contre le fascisme bulgarmacédonien, dont il devint la victime — à cause du Manifeste, de sa fidélité aux idées qui ouvraient les nouvelles perspectives pour la lutte révolutionnaire macédonienne; à cause de son désir d'unifier à tout prix le mouvement macédonien en un front unique de combat devant devenir le centre de liaison du front révolutionnaire balkanique, pour la libération de tous les peuples balkaniques et leur union en une Fédération Balkanique.

Guéri définitivement du « nationalisme enragé » qu'il servit de 1898 à 1919, gagné par les nouvelles conceptions du fédéralisme balkanique et de l'internationalisme, qui lui découvraient, non seulement de nouvelles méthodes de luttes mais aussi une foi puissante dans la victoire, sans le secours étranger, — il ne cessait de répéter: « Les trois organisations suffisent pour briser la Serbie! » Il caressait le rêve d'entrer le plus tôt possible en Macédoine, afin de rassembler le peuple, de le soulever pour une nouvelle lutte. Dans toutes ses lettres il ne songeait qu'à cela.

« On forme ces jours-ci le cabinet albanais, écrit-il le 5 février 1924. Quel qu'il soit, je m'efforcerai d'en profiter pour m'en aller là-bas. »

« Réussirai-je?... Prendrai-je pied?... Je m'endors et je me réveille avec ce rêve — comme si j'étais un petit enfant. Monterai-je à un de nos sommets? Réunirai-je autour de moi ceux qui m'attendent avec tant d'impatience? Alors, ceux qui s'empres- sent de m'enterrer verront que les « morts ressuscitent! »

Il continue plus loin:

« Ceux-là sentent déjà maintenant que les morts ont ressuscité, car depuis qu'ils ont appris les relations balkaniques et internationales que j'ai réussi à établir pour la lutte révolutionnaire macédonienne, ils s'empres- sent d'envoyer des délégations spéciales afin d'entrer dans la même voie. Il y a plus: ils se sont convaincus qu'on ne peut rien sans les « morts »; car ils ont épuisé leur jeu depuis longtemps. »

« Aujourd'hui, des voïvodes et des tchetnitsis ne leur chantent qu'une chanson: « On ne peut rien faire sans lui (Tchaouleff) »; moi-même je dis qu'on ne peut rien faire sans moi, parce que toute leur expérience le prouve. »

Son désir d'entrer le plus tôt possible en Macédoine a cependant été entravé par ses camarades (Alexandroff et Protoguéroff) qui commencèrent à « se transformer », à se « réveiller » (lettre du 7 mars 1924).

« Mes camarades, s'efforcent de s'entendre avec moi. C'est dans l'intérêt de l'action de nous entendre. Vous verrez la fin, ayez patience. Il ne leur reste rien d'autre que de venir à moi, ou bien de s'effondrer. Ils y marchent à grands pas. Maintenant je serais un grand criminel si je n'entrais pas au pays (en Macédoine), où je pourrai parler. Outre cela, à mon arrivée tous les éléments mécontents des autres nationalités, surtout les Albanais et les Monténégrins, se grouperont autour de moi. Voilà pourquoi il faut que tu fasses tout auprès de X. pour que je puisse passer! »

Cependant, lorsque tout fut prêt pour que Tchaouleff puisse pénétrer en Macédoine, — à la fin du mois de mars — le délégué de l'O. R. I. M. à Vienne, D. Vlahoff, avec Todor Alexandroff et Al. Protoguéroff eux-mêmes, se rendirent chez lui. Sur leur insistance il retourne avec eux à Vienne, où il les met en relation avec les représentants des autres organisations et groupes nationaux macédoniens, il les convainc d'accepter sa nouvelle plateforme internationale fédéraliste. Ils signent ensemble la déclaration des principes, le protocole de l'unification du mouvement révolutionnaire macédonien et le Manifeste au peuple macédonien du 6 mai 1924. Il fonde avec eux le nouvel organe de combat balkanique: « La Fédération Balkanique » et, convaincu que la nouvelle lutte est acceptée sincèrement et unanimement, il retourne en Macédoine pour annoncer au peuple la nouvelle orientation du mouvement révolutionnaire macédonien, c'est-à-dire le Manifeste.

Le reste est connu.... De retour en Bulgarie, les « intrépides révolutionnaires » — ses deux collègues du Comité Central de l'O. R. I. M. — s'effrayèrent des menaces de la réaction bulgare fasciste et s'empres- sèrent de renier leur Seigneur avant que le coq eût chanté trois fois. Malgré cette félonie, Alexandroff fut

tué par la Ligue Militaire bulgare et ses plus proches partisans. La plupart de ses partisans furent, par la suite, assassinés aussi. D'autre part, pour cacher mieux les véritables auteurs de ce suicide politique on massacra encore environ 200 militants macédoniens, communistes et agrariens, créant la légende que les instigateurs de l'assassinat de Todor Alexandroff étaient Tchaouleff, Vlakhoff, Harlakoff. Ceux-ci, de Vienne, d'accord avec les communistes bulgares, les anti-communistes Aleko Vassileff et le colonel Athanasoff, et sous l'influence des bolchéviques et de la III^e Internationale, auraient falsifié les signatures d'Alexandroff et de Protogéroff au bas du Manifeste du 6 mai 1924 et organisé l'assassinat d'Alexandroff !

Le 13 septembre 1924 le général Protogéroff annonçait que les assassins d'Alexandroff étaient déjà condamnés à mort, déclarant dans un bulletin spécial urbi et orbi que lui, Protogéroff, occupait désormais seul le trône devenu vacant par l'assassinat d'Alexandroff. Le même soir (le 13 septembre 1924) il s'empessa d'annoncer, dans une déclaration au correspondant tchécoslovaque du *Narodni Listi*, M. Vladimir Sis « que, pour avoir falsifié sa signature et celle d'Alexandroff à Vienne, l'ancien consul bulgare à Vienne D. Vlakhoff et Tchaouleff, et le communiste Harlakoff, qui était le lien principal entre Moscou et les Fédéralistes, étaient condamnés à mort. (*Narodni Listi* du 25 septembre 1924, Prague)

Des assassins furent envoyés immédiatement pour exécuter l'ordre du général Protogéroff. Et le 25 décembre 1924, l'un d'eux, un certain Stefanoff, réussit à remplir la mission immonde dont il était chargé, en abattant à Milan, par cinq coups de revolver, le révolutionnaire macédonien, l'idôle de la population macédonienne occidentale et des Albanais de Kossovo — Peter Tchaouleff.

L'assassin eut l'impertinence de vouloir cacher son rôle de mercenaire en proclamant « sa haine contre Tchaouleff, leader des fédéralistes ». Mais il ne trompa personne, car tout le monde savait et sait que Peter Tchaouleff, par plus de 26 années d'activité révolutionnaire, avec son nouveau drapeau fédéraliste à peine flottant dans l'air, ne pouvait susciter la haine chez personne, sauf chez ceux qui ne pouvaient voir d'un œil calme sa popularité et son autorité toujours grandissantes chez les Macédoniens, les Albanais et les Monténégrins et qui, dans le désir de s'imposer comme chefs usurpateurs de l'O. R. I. M., n'avaient d'autre moyen que de le tuer lâchement.

Ils réussirent à abattre Peter Tchaouleff, mais les idées de son Manifeste du 6 mai, son nouveau drapeau fédéraliste, ils ne pourront jamais les anéantir. Ce drapeau est porté par une nouvelle pléiade de révolutionnaires courageux et sincères, par le peuple macédonien, par les générations futures, car il montre la voie du salut du peuple macédonien et de tous les peuples balkaniques !

Ils tuèrent l'organisateur, le voïvode, le révolutionnaire Tchaouleff. Ils tuèrent l'unique écrivain des luttes épiques des Macédoniens, mais ils ne purent tuer le fédéraliste, l'internationaliste qui indiqua au peuple macédonien et à tous les peuples opprimés des Balkans le chemin du front unique révolutionnaire macédonien et balkanique. Celui qui prêcha la lutte commune de toutes les nations et classes opprimées contre l'impérialisme balkanique et européen comme l'unique moyen pour la libération des peuples balkaniques et la réalisation de leur liberté nationale, politique et économique dans la Fédération Balkanique — celui-là ne meurt pas.

Le drapeau rougi du sang de Tchaouleff, Hadji Dimoff, Panitza, Bouïnoff, Yovkoff et des dizaines de milliers de révolutionnaires, de paysans et d'ouvriers macédoniens et bulgares — nous l'élevons très haut et nous le porterons tant que nous ne l'aurons hissé sur les républiques balkaniques unifiées dans la Fédération Balkanique.

Que ceci soit bien retenu !

Salut aux chères victimes du fédéralisme balkanique !

Salut à la mémoire de Peter Tchaouleff !

Spectator

(Fin)

L'Albanie, ses beys et ses voisins

La politique d'une nation ne doit jamais se baser sur une constellation momentanée ou sur les rapports envers un homme, car les constellations et les personnes passent, et une politique qui se base sur elles peut facilement conduire la nation au bord du gouffre. Une bonne politique doit voir loin et s'appuyer sur des bases solides et sûres.

Il existe d'honnêtes Albanais, de sincères patriotes, qui attendent le salut de l'Albanie de l'un quelconque de ses voisins, quand, par pur hasard, la politique de ce voisin exige une modification des conditions intérieures de l'Albanie. Il en est d'autres qui croient qu'avec la chute des beys de Mati la question albanaise serait résolue.

Avant d'examiner de plus près ces déviations opportunistes, il faudrait d'abord savoir si les deux suppositions précitées existent ? Mais pour pouvoir aborder le thème même, nous supposerons qu'elles existent réellement.

Nous allons examiner ces deux questions : La question albanaise peut-elle être favorablement résolue par la chute d'Ahmed Zogou et par l'aide de l'un des voisins de l'Albanie ?

On obtiendrait alors une solution momentanée et une répétition de la tragi-comédie du régime de Juin.

Il faudra cependant songer que la réaction probable qui suit un tel événement constituerait la défaite définitive du peuple albanais et le tombeau de l'état albanais.

Mais en aucun cas l'une des deux hypothèses précitées ne pourrait donner une solution nationale stable au problème albanais.

Avouons-le franchement : les beys de Toptani, Verlaci, Vrioni, Libohova, ne sont-ils pas dangereux pour le peuple albanais et pour son état ? Avons-nous si vite oublié que pendant la Constituante tout le rouage de l'Etat s'arrêta parce que les beys faisaient leur politique ?

A-t-on déjà oublié que chaque malheur de l'Albanie, chaque haute-trahison contre elle portait le sceau des Toptani, des Verlaci, des Vrioni et des Libohova ? Le peuple albanais doit-il continuer à souffrir ; la libre Albanie doit-elle périr à cause de la politique personnelle de quatre ou cinq familles ?

Le bey de Mati, par ses capacités criminelles, a pu devenir le représentant de sa classe. L'idée qu'après sa disparition il serait possible de conclure des compromis avec ses collègues et continuer à travailler avec eux pour le bien du peuple albanais est une naïveté ou une trahison.

Les intérêts du peuple albanais sont entièrement opposés à ceux des familles des beys ; il est impossible de les accorder. On ne peut que dire : ou les beys féodaux, ou le peuple travailleur ; et l'on ne peut servir l'un sans porter préjudice à l'autre.

Il s'ensuit qu'il serait fou et criminel de vouloir travailler avec les autres beys après la chute d'Ahmed Zogou. On ne peut pas défendre les intérêts du peuple albanais en fraternisant avec ses ennemis.

La chute d'Ahmed Zogou n'a de signification pour le peuple albanais que si avec lui est renversée aussi la caste des beys.

Quant à la seconde question : l'aide d'un état voisin pour renverser Ahmed Zogou ne serait-elle pas utile au peuple albanais ? Concrètement parlant, il ne peut s'agir que d'une aide éventuelle de la Yougoslavie, de la Grèce ou de l'Italie ; et il faudrait dire avec Laocoon : « Timeo Danaos et dona ferentes. »

En Yougoslavie règne, par la dictature et la terreur, la parti radical de Pachitch. L'accord de Raditch avec Pachitch n'a signifié qu'une trahison personnelle de Raditch, et non l'accord véritable. Raditch a soussigné au programme du parti radical. Pachitch et le parti radical n'ont rien concédé de leurs principes ; ils poursuivront leurs anciens buts avec leurs anciennes méthodes tant que vivra Pachitch.

Quels sont les buts du parti radical concernant l'Albanie et les Albanais ? Il poursuit l'extermination du peuple albanais en tant que nation et la suppression de la carte géographique de l'état albanais indépendant. En réalité, Pachitch a appliqué ce programme avec succès jusqu'à présent : des milliers d'Albanais ont été exterminés au cours de ces dernières années par les Serbes sans que leurs meurtriers aient été jamais inquiétés. Sous le joug serbe vivent plus d'Albanais qu'en Albanie indépendante, mais ils ne jouissent d'aucun droit des minorités. Les beys qui ont trahi l'Albanie ont trouvé refuge et appui en Serbie : Essad pacha, Hamid bey Toptani, Ahmed bey Zogolli, etc. en sont des exemples. Dans toute conférence diplomatique s'occupant de la question albanaise, Pachitch était le principal adversaire de l'indépendance albanaise. Il était le spiritus rector de toute conspiration contre l'Albanie. Par des violences et des actes de terreur il réussit à faire échouer la réélection de treize des quatorze députés qui représentaient à la Skoupechtina les Albanais de Kossovo. Ne pouvant empêcher la réélection de Ferhad Draga — il le fit jeter en prison. Ceux des Albanais qui avaient osé voter pour leur co-nationaux furent emprisonnés. Un grand nombre d'entre eux furent tout simplement assassinés. Avec la complicité des beys, Pachitch réussit à arracher à l'Albanie Vermoche et St. Naoum. Des officiers serbes sont toujours, sous différents prétextes, dans l'armée albanaise. La liste des crimes du parti radical envers l'Albanie est trop grande pour pouvoir entrer dans les cadres de cet article. Mais ce qui est sûr, c'est que Pachitch et les siens n'ont rien changé à leur programme d'extermination des Albanais.

Et voilà que, tout-à-coup, le vieux renard de Belgrade fait lancer par ses émissaires l'idée d'une fédération balkanique. Mais cette fédération doit se réaliser par étapes ! Etrange, bien étrange ! Comme première étape, c'est la fédération yougoslave qui est envisagée, c'est-à-dire l'union de la Yougoslavie, de la Bulgarie et probablement aussi de l'Albanie, — bien entendu sous le sceptre béni de la noble maison des Karadjordjévitch !

Combien naïve est cette comédie ! Y a-t-il vraiment un homme aux facultés intellectuelles normales qui ne voit clairement qu'il s'agit d'un grossier plan de l'insatiable impérialisme serbe qui veut englober la Bulgarie entière et dépecer le corps vif de l'Albanie ?

La véritable Fédération Balkanique se basera sur la liberté et le droit d'auto-détermination des peuples. Si les créatures du renard de Belgrade en emploient le nom, c'est pour compromettre, en la défigurant, cette conception qui se popularise de plus en plus dans les Balkans.

La véritable Fédération Balkanique sera celle qui apportera à l'Albanie la libération de Kossovo et de Tchameria, et non le joug de Belgrade.

Il est donc clair que ce n'est pas de Belgrade que peut venir le salut de l'Albanie. Et lorsque Belgrade se masque pour ne pas se laisser reconnaître immédiatement, il faudra être prudent et n'oublier jamais que Pachitch pense toujours à l'anéantissement de l'Albanie. Celui qui se laisse tromper par lui et lui porte aide et secours, travaille à la destruction de l'Albanie.

Et l'Italie. Le fascisme et Mussolini y règnent en maîtres. Toute liberté y est réprimée, la presse bâillonnée, l'indépendance des tribunaux inexistante — procès Matteotti. Tout le système fasciste se base sur l'oppression et se donne comme but de fonder l'empire italien.

La politique du fascisme vis-à-vis de l'Albanie est également impérialiste. Mussolini ne le cache point. Il l'a dit dans son discours sur l'évacuation de Vallona. Quant à ce qu'il pense des droits nationaux, il l'a bien fait voir par son attitude contre les Allemands du Tirol du sud.

La création de la fameuse banque nationale albanaise, la signature de l'emprunt, l'affaire de la corruption Mati-Libohova, ne sont rien d'autre que des préparatifs pour l'occupation d'une partie de l'Albanie.

Toute aide et toute assistance venant de l'Italie ne peut être autre chose qu'un bakchiche pour la vente des territoires albanais à l'Italie impérialiste.

Venons à la Grèce. Elle est aujourd'hui une entité dépendante, qui oscille entre Mussolini et Albion. Là règne la dictature militaire de Pangalos qui, pour rester au pouvoir, jongle avec les principes les plus divers. Tantôt c'est le pacte balkanique, tantôt des visées impérialistes contre la Turquie, une autre fois il feint d'avoir de l'amitié pour la Yougoslavie, puis il se découvre un cœur vibrant d'amour fraternel pour l'Albanie. Bref, la Grèce est si peu sûre qu'elle ne sait elle-même la route sur laquelle elle sera jetée. De cette politique hésitante, il ne peut jamais naître rien d'utile pour l'Albanie, ce d'autant moins que ceux qui la servent sont précisément ceux qui ont toujours lutté contre l'Albanie.

Pour finir, nous résumerons notre pensée.

La chute du bey de Mati ne pourra signifier un pas vers le progrès si elle ne constitue pas en même temps le premier pas de la lutte contre la classe féodale — but de la politique intérieure de l'Albanie.

Toute aide qu'un état voisin accorderait à des groupements albanais devra être lourdement et amèrement payée par le peuple albanais.

Le salut de toutes les nations balkaniques, et particulièrement de la nation albanaise, ne viendra que de la libre union de toutes les nations balkaniques en une libre République Fédérative.

Y. Kalori

L'Independent Labour Party

contre la Terreur Blanche en Bulgarie

L'Independent Labour Party a tenu son Congrès annuel dimanche, lundi et mardi les 4, 5 et 6 crt.

Le Congrès s'est occupé également du fascisme menaçant les démocraties et, à ce propos, a flétri la terreur blanche bulgare.

Le régime de la Ligue Militaire qui a noyé le peuple bulgare dans le sang a été particulièrement visé. Il fallait être présent à cette séance pour se faire une idée exacte de l'indignation qu'a provoquée ce régime sanglant.

Le secrétaire de l'Independent Labour Party, A. Jenner Brockway, a lu le rapport annuel. Dans ce rapport se trouvait une résolution que le Conseil National a adoptée le 10 avril 1925 contre les gouvernements fascistes, résolution conçue en ces termes:

« Le Conseil National de l'Independent Labour Party exprime sa cordiale sympathie à toutes les Sections du mouvement ouvrier qui, en Italie, en Hongrie, en Pologne et en Bulgarie, souffrent sous la persécution des gouvernements fascistes. Il a appris avec horreur et indignation les méthodes barbares avec lesquelles le gouvernement Tsankoff réprime ceux qui s'opposent à sa politique de réaction; il exprime l'espoir que dans tous les pays l'unité de tous les partis ouvriers restaurera rapidement la liberté démocratique et la possibilité de l'action des travailleurs de l'industrie. »

La résolution, surtout la partie condamnant la réaction bulgare, a été démonstrativement soulignée par de vigoureux applaudissements.

Il convient de relever que la résolution préconise l'unité de tous les partis ouvriers pour une lutte efficace contre les gou-

vernements de terreur fasciste. En effet, il suffit d'avoir de bon sens pour voir que la division des forces ouvrières et démocratiques fait le jeu de ces gouvernements. Si l'union des forces ouvrières, ou simplement anti fascistes est une nécessité pour les pays de l'Europe occidentale, elle est plus qu'une nécessité, elle est un devoir impérieux et sacré pour les Balkans, où la réaction, la terreur, sévissent de la façon la plus barbare.

Je ne veux pas terminer avant de signaler un incident typique.

Parmi les assistants se trouvait le triste sire qui a nom Tchitchovsky. On sait que ce monsieur s'intitule social-démocrate. Cela n'empêche qu'il accepte et remplit avec zèle le rôle infâme de défenseur du régime Tsankoff. Directeur de presse à la Légation bulgare à Londres, non seulement il cherche à couvrir les effroyables crimes du gouvernement de la Ligue Militaire en induisant en erreur les organes de la presse britannique, mais il dirige une campagne de dénigrement et de calomnies contre tous ceux qui dénoncent la terreur bulgare.

Aussi Mrs. Malone, remarquant sa présence dans la salle, s'est vivement émue. En démasquant ce faux social-démocrate, elle a publiquement posé la question de savoir en quelle qualité ce laquais de la dictature militaire assistait au Congrès.

On peut facilement se figurer la confusion de l'individu! Il aurait donné tout à celui qui pourrait le soustraire aux regards chargés de mépris et de dégoût qui se fixaient sur lui.

On a rassuré Mrs. Malone, en déclarant également publiquement, que M. Tchitchovsky était présent dans la salle uniquement comme représentant de la presse...

Londres, Avril.

Ch. Martin

Les intellectuels tchécoslovaques contre la terreur en Roumanie

De nombreux intellectuels tchécoslovaques ont signé la protestation suivante contre la terreur en Roumanie:

« Le monde intellectuel de la Tchécoslovaquie a appris avec indignation les tracasseries et procès en masses qui ont à nouveau jeté des ouvriers et des paysans, et cette fois des intellectuels aussi, dans les serres de la dictature militaire.

Les dernières informations sur les actuels procès en masses prouvent que les autorités, par le procès de Tatar Bounar, n'ont pas clos leur série de poursuites inquisitoriales. Au contraire, le système de ces procès contre des ouvriers et des intellectuels libre-penseurs s'est stabilisé. Comme suite au procès de Tatar Bounar il a été intenté une action contre 42 autres paysans qui avaient déposé comme témoins dans les débats du dit procès mais qui maintenant figurent comme des inculpés devant la Cour martiale.

Actuellement, devant la fameuse justice militaire de Kichenev, sont jugés 65 jeunes ouvriers, étudiants et intellectuels, sous l'accusation d'avoir fait de la propagande contre l'état. Parmi ces accusés se trouvent des lycéens âgés de 15 à 17 ans, qui ont été maltraités d'une façon barbare. Un tableau de l'« instruction » en Roumanie a été donné par le président même de la Cour martiale: « Nous savons fort bien comment l'on bat à la Siguranza » a-t-il dit, « mais parlez-nous d'autre chose, passez à la question. »

Il a été prouvé dans les débats que tous les « aveux » ont été arrachés aux détenus par des tortures bestiales. On leur a arraché les ongles, on leur a introduit des crayons entre les doigts que l'on a retournés ensuite, on les a placés sur des charbons ardents.

A Cluj, 105 jeunes ouvriers ont été arrêtés, et 65 d'entre eux ont déclaré la grève de la faim et de la soif. A Constantza a commencé un procès contre 35 paysans accusés de « complot ».

Au nom de l'humanité et de la culture, nous protestons avec la dernière énergie contre cette conduite sans précédent des autorités, qui piétinent les principes les plus élémentaires du droit et de la morale humains. Nous demandons au gouvernement de prendre les mesures les plus sévères contre les fonctionnaires qui ont commis ces actes iniques. Nous demandons qu'on mette fin une fois pour toutes à ces monstrueux procès! Nous demandons la suppression de l'état de siège et de la toute-puissance des autorités militaires!»

F. Mayer, rédacteur en chef du Prager Tagblatt; Dr. J. Maccek, recteur de l'Académie de Commerce; J. Kodicek, rédacteur au journal Tribuna; Dr. Wiechowsky, professeur à l'Université Allemande; Dr. Vijdly, professeur à la Faculté de Philosophie de l'Université Tchèque; Dr. C. Weisskopf, écrivain; Dr. L. Gorlich, publiciste; Dr. R. Fuchs, écrivain; L. Wyszek, rédacteur du Lydové Noviny; l'Internationale du secours ouvrier de Prague; le Secours Rouge international, section tchécoslovaque; l'Union libre des étudiants socialistes; le prof. B. Mathesius; Dr. F. Bartochek; Dr. E. Kalabis; O. Nesval, secrétaire de la Ligue « Masaryk »; L. Winder, rédacteur à la Bohemia; F. Niessner, sénateur, rédacteur en chef du Sozialdemokrat; Marie Mayerowa; Helena Malinowa; Josef Hora; Ivan Albracht; K. Neumann, publicistes.

La dictature bratianoïste

P. Istrati, l'écrivain révolutionnaire roumain bien connu de nos lecteurs, a fait au meeting de la Ligue des Droits de l'Homme, le 6 janvier 1926, salle des Sociétés Savantes, à Paris, une belle conférence sur la dictature bratianoïste, dont nous reproduisons une grande partie.

La Ligue des Droits de l'Homme a bien voulu inviter le public français pour l'entretenir, ce soir, des événements qui se passent en Roumanie.

Vous savez peut-être que j'appartiens à ce pays par ma naissance. Je saisis cette occasion pour déclarer ici que je lui appartiens bien plus encore par mes sentiments, et cela, en dépit des volontés malveillantes de certains compatriotes qui se plaisent à me considérer comme un sans-patrie, ignorant obstinément mon œuvre en langue française qui plaide presque uniquement en faveur du peuple roumain.

Il est vrai que je pratique un internationalisme qui tient plutôt du cœur que de la pensée et qui me fait aimer tous les peuples et toute la terre. Mais, sur ce point, je ne regrette nullement de me voir séparé de ces nationalistes pour lesquels avoir une patrie, signifie haïr toute nation qui n'est pas la sienne, et ne l'aimer que le jour où l'on veut contracter un emprunt international.

Je crois encore fermement que les peuples doivent former une famille humaine, tout au moins en ce qui concerne la justice et la compassion. Oui, on doit avoir le droit de s'intéresser à ce qui se passe chez son voisin, quand ce voisin est en danger, à l'exemple de cette solidarité humaine qui se pratique universellement dans les cas d'incendie.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de votre généreuse colère ! Elle seule pourrait nous délivrer de la terreur qui ne choisit plus entre homme et enfant, entre femme et vieillard — la terreur qui « tue tout le monde », selon les aveux des coupables mêmes.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un écrivain de talent emprisonné, mais de tout un peuple lentement assassiné et menacé d'extermination, crime social qui dépasse en atrocité l'assassinat d'un Francisco Ferrer et d'un Matteotti, car une nation c'est l'inépuisable mère qui enfante sans cesse des génies à mesure qu'ils disparaissent dans les siècles.

* * *

L'équivoque de cette Bessarabie qui doit faire digne aux bolcheviks, et, par cela, excuser les fusillades en masse, c'est de la poudre aux yeux de l'Occident. La vérité est tout autre. Je ne dirai ici rien qui ne soit soutenu par une douloureuse réalité, et c'est pourquoi j'affirme : *les crimes de Tatar-Bunar et ceux du lieutenant Moraresco font partie d'un système de gouvernement propre aux frères Bratiano.*

* * *

La révolte n'étant ni organisée, ni armée, la répression fut prompte et l'« ordre » de Varsovie régna de nouveau dans le pays des boyards assassins. Mais, pouvait-on pardonner aux esclaves ce coup de tête ? Pouvait-on apaiser la soif de vengeance avec le sang d'à peine quelques milliers de victimes ?

Voilà ce qu'on doit se demander pour expliquer la barbare tuerie qui suivit la répression et qui est unique dans les annales des plus atroces horreurs coloniales, car, en plein calme, alors que l'ennemi de l'intérieur gisait à terre, trois villages : Stanesti, Bailesti et Hodivoaia, furent rasés avec le canon et leurs populations anéanties. Vous le voyez, le procédé fut plus radical que celui qui est employé dans cette Bessarabie prétendue bolchevique ! Et ce procédé fut continué sous une autre forme.

Des officiers commandant des pelotons de soldats triés sur le volet parcouraient les villages et demandaient, à brûle-pourpoint, qui étaient les « chefs instigateurs » dans la localité incriminée. Ils le demandaient aux maires, aux percepteurs, aux policiers et même aux paysans aisés et on en découvrait à souhait, car ce n'est pas en vain que, de tous les animaux de la terre, l'homme est le seul qui aime assouvir sa rancune. Les malheureux, indiqués par les notabilités du village, étaient obligés de creuser leur propres tombes, puis fusillés séance tenante.

De cette façon, quatorze mille paysans payèrent de leur vie l'audace d'avoir levé la tête, une seule fois dans l'histoire de la Roumanie, contre les bons patriotes qui les adorent, mais à condition de les voir vivre dans la misère et d'être soumis.

Le chiffre de quatorze mille tués est celui sur lequel on s'arrête le plus couramment. Bratiano avait avoué onze mille victimes, mais un ancien ministre de la Justice, connu pour sa pondération, M. Dissesco, avait déclaré publiquement que le nombre des tués avait atteint vingt mille.

* * *

Cette révolte agraire eut comme conséquence l'institution d'une gendarmerie rurale et d'une Sûreté Générale lesquelles, depuis lors, ne font que terroriser les campagnes et les villes.

Elles sont composées de tout ce que l'égoût de l'âme humaine peut fournir de plus ignoble — et ce n'est pas sans quelque surprise que j'ai entendu un officier roumain me déclarer à Arad, lors de mon voyage en Roumanie :

« Le gendarme hongrois battait autrefois le paysan roumain pour le faire balayer devant sa porte. Le gendarme roumain bat aujourd'hui le même paysan, mais c'est pour lui extorquer de l'argent. »

A l'aide de ces gendarmes et de cette Sûreté Générale, les frères Bratiano gouvernent sept ans sur dix. Leur funeste pouvoir s'est étendu sur toutes les provinces récupérées depuis la guerre. Le meurtre, le vol, la flagellation, constituent la loi d'aujourd'hui dans tous les pays roumains. Ils sont reconnus et publiquement criés, non pas par ceux qui en pâtissent, qui n'ont aucun moyen légal de le faire et qui paient chèrement leur désir d'avoir voulu appartenir à la « mère-patrie » — mais par des hommes d'Etat comme les anciens ministres Mihalaki et Pan Halipa, par M. Costa-Foru, secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme roumaine, par le grand vieillard Radu Rossetti, petit-fils du prince Grégoire Ghika, et par maintes autres notabilités qui déclarent, toutes, que jamais l'oppression tzariste et l'oppression autrichienne ne se sont rendues coupables de tels forfaits. Là où régnait autrefois la sévérité, mais aussi le bien-être, l'abondance, ce n'est plus, après sept ans d'annexion, que l'arbitraire, la violence, l'état de siège, la misère.

Dans les villages, l'homme arrêté n'échappe que par miracle à la fusillade, comme ce fut le cas des sept paysans de Papousoï dont un seul, criblé de balles, dut sa vie à un hasard, mais, arrivé à Bucarest pour se plaindre aux autorités supérieures, il y fut arrêté, quoique innocent.

La détresse des paysans est digne d'une universelle pitié : « On nous a donné de la terre, orient-ils, mais c'est pour mieux mourir de faim, car nos produits sont à la merci des accapareurs qui nous offrent des prix dérisoires ! »

Un Bessarabien déclare au député Mihalaki : « Avant la guerre, je vendais dix pouds de blé et j'achetais une charrue. Aujourd'hui, il m'en faut trente pouds. Et c'est dans la même proportion pour tout ce dont nous avons besoin. Comment y arriver ? »

Le député conclut : « Les paysans marchent pieds nus dans la boue et sont en guenilles. Leur bétail est en partie disparu, en partie dégénéré. C'est le dépérissement de la Bessarabie ! »

Et comment en serait-il autrement quand nous savons que les Moraresco et les gendarmes qui giflent des députés même, sont des dieux et font la loi dans les campagnes ?

Dans les villes, c'est la Sûreté Générale qui est la déesse du régime : tout passant peut se voir empoigné au collet, enfermé dans les fameuses caves des polices et battu jusqu'au sang. Encore, si ce n'était que jusqu'au sang, mais la plupart des incriminés en sortent mutilés, estropiés, ou morts.

Ajoutez maintenant à ces deux forces terroristes, le formidable pouvoir financier des Bratiano et de leurs acolytes, qui détiennent la fortune du pays et vous aurez l'image de la pieuvre qui paralyse les énergies de la pauvre Roumanie !

Car, il y en a, de ces énergies. Et c'est ici le point capital de ce que j'avais à vous dire pour ma part.

* * *

Ce serait une impiété inexcusable que de mettre la Roumanie entière dans le même panier. Nous ne manquons ni d'hommes généreux, enthousiastes, honnêtes, ni de masses populaires prêtes à les soutenir et les porter au pouvoir.

Je l'affirme avec toute la liberté que peut se permettre un homme qui n'appartient à aucune organisation politique et qui fait les frais de sa propagande en faveur d'une vie plus humaine pour tout le monde et pour son malheureux pays, mis à genoux par l'obscurantisme terroriste.

C'est là que je puise le courage de crier à la France généreuse que nous connaissons :

« Aidez-nous à nous relever, amis, et vous apprendrez demain, qu'en faisant ce geste, vous vous êtes sauvés vous-mêmes. Oui, vous-mêmes ! Car, il ne faut pas oublier que si la lumière du jour se répand dans le monde en venant d'Orient, c'est là-bas, également, que surgissent les calamités sociales. Nous en sommes débordés et dévorés aujourd'hui. Vous le serez demain, si les forces honnêtes de la civilisation n'agissent au plus vite ! »

Abandonnés à nous-mêmes, nous ne pouvons que sombrer. Comment nous serait-il possible de lutter avec un tyranisme qui est soutenue par la finance internationale, par l'armée, la gendarmerie, la police et par la justice elle-même ?

En Roumanie, c'est l'impunité officielle qui protège les assassins. Depuis trois ans que la terreur bat son plein, les tribunaux roumains n'ont rendu aucun verdict de vraie justice. Ou bien, si vous désirez que je vous cite une parodie de justice, je ne découvre qu'un seul cas de condamnation : c'est celui du fasciste Bocaloglu, qui assomma d'un coup de casse-tête le journaliste Rosenthal, mon ami, ancien directeur du journal *Adeverul* : l'assassin se vit infliger une amende de 50 lei, 4 francs !

Depuis, nous avons vu des hommes comme : Pan Halipa,

Mihalaki, le docteur Lupu, anciens ministres ; Dobresco, député et tout dernièrement, M. Costa-Foru, subir des attaques sanglantes sans que les agresseurs aient eu à en supporter la moindre conséquence.

Le cas de M. Costa-Foru surtout, est particulièrement navrant. Assailli, dans le buffet de la gare de Cluj, par une bande d'étudiants fascistes, le vaillant vieillard — qui s'acharne à 70 ans à défendre nos libertés constitutionnelles au milieu d'une meute de loups — faillit succomber sous la pluie de matraques nationalistes, devant les yeux des nombreux assistants qui ne firent rien pour venir au secours de la victime, ce qui prouve jusqu'à quel point la peur et la lâcheté sont maîtresses du public roumain.

Eh bien ! contre cette tentative de meurtre, on n'a même pas ouvert une action judiciaire !

* * *

Et c'est de la même façon qu'on passe sur toutes les dévastations, fréquentes, dont est la victime silencieuse la pauvre population juive, traquée comme une bête fauve jusque dans ses synagogues et ses cimetières.

Par contre, arrive-t-il, rarement, hélas ! qu'un juif ose se défendre contre ces bandits ? Il est aussitôt arrêté, jugé et sévèrement condamné.

Le publiciste Cocéa, se décide-t-il un jour à écrire un article, en disant au roi que son gouvernement traîne le pays au gouffre ? Il fait immédiatement connaissance avec la justice roumaine, qui l'envoie subir dix-huit mois de prison, peine qu'il purge en ce moment.

Non, il ne nous est pas possible, de lutter avec des armes si désavantageusement disproportionnées !

Dans quel coin du monde a-t-on jamais vu ce spectacle incroyable : *tous les avocats d'un pays* se solidarisent avec la cause d'un assassin, alors que la veuve de l'assassiné reste presque sans défense ?

C'est le cas Codreano. Il y a environ quinze mois, le préfet de Jassy, tentant de mettre un frein aux agissements fascistes fut tué dans le prétoire d'un tribunal par l'antisémite Codreano, qui le jour du procès, trouva de son côté tout le corps des avocats de la Roumanie. La veuve n'aurait eu aucun défenseur sans l'intervention personnelle de notre courageux Costa-Foru, l'homme qui git aujourd'hui « *la tête fracassée, mais dont l'âme reste toujours belle* », comme me l'écrivit un ami qui vient de le voir sur son lit de souffrance.

L'acquiescement du criminel fut fêté triomphalement par notre fascisme antisémite. Codreano se maria aussitôt et fit ses noces à la manière de nos anciens voivodes : en parcourant le pays en costume national, sur un cheval blanc et le sceptre à la main, cependant que les villes à populations juives étaient saccagées par ses hordes.

* * *

Dans quel pays conduit par un gouvernement barbare a-t-on également vu cette autre impossibilité : un colonel qui fait la répression d'un soulèvement, puis, préside lui-même les débats du procès où sont jugés les hommes qu'il venait de poursuivre ?

C'est le cas des 485 inculpés de Tatar-Bunar, aujourd'hui libérés aux trois-quarts, les autres, chargés de 300 ans de prison, plus deux condamnations aux travaux forcés à perpétuité. Ils vont au bain ou à leurs foyers, après avoir souffert les tortures inquisitoriales d'une interminable instruction qui a coûté à leurs familles la ruine. Et ce fut en vain que la défense brandit dans ce procès un document écrasant qui émanait du bureau même qui présidait, un rapport à ses autorités supérieures déclarant que, dès le début, *toute la révolte se réduisait à environ cent individus, qui avaient été mis aux fers ou tués*, alors que depuis près de deux ans on traînait de supplice en supplice une masse de 485 hommes, en majorité innocents.

Où a-t-on vu un corps législatif qui fasse comme le Sénat de Bucarest, lequel à l'apparition en séance du père de Moraresco, après l'acquiescement du monstre qui avoua plus de cent crimes, se leva debout et proclama son fils le héros national de la grande Roumanie ?

Que l'on me montre dans quel pays autre que le mien, le peuple juif est terrorisé par des étudiants dont les institutions culturelles sont dotées des centaines de millions de francs légués par des Juifs riches ?

Et quelle est la société d'écrivains qui s'est avilie au point de recevoir dans son sein le directeur de la Sûreté Générale, et, sur ses conseils, publier un communiqué protestant contre les visites d'étrangers tels MM. Guernut, Fournier, Torrès, Barbusse, sinon la Société des Ecrivains de mon pays ?

Et ce pays, martyrisé, est un allié de la France. Je souhaite aux deux peuples amis une alliance plus directe et plus efficace. Je voudrais insister ici pour qu'on fasse la distinction nécessaire entre la Roumanie des barbares et le peuple roumain, qui est honnête, pacifiste, travailleur et hospitalier comme il n'y en a pas beaucoup au monde.

Il est habitué à voir son frère aîné, le peuple français, lui venir en aide chaque fois qu'il s'est trouvé dans la détresse. Il a aujourd'hui un besoin urgent de votre intervention fraternelle contre ses sbires, et d'un prompt secours qui lui permette de surmonter sa misère actuelle. Donnez-les lui !

Panaït Istrati

La situation économique et fiscale de la Turquie

Les kémalistes se sont attelés fiévreusement, depuis plus d'un an, à la tâche de la reconstruction économique du pays. Leurs tendances, dans ce domaine, se sont déjà très nettement dessinées. Nous citerons plus loin, avec chiffres à l'appui, quelques-uns des faits qui corroborent cette assertion.

Ces derniers temps, toute l'attention des kémalistes a été plus particulièrement concentrée sur la question des crédits. Ils ont très justement reconnu dans celle-ci le nerf moteur de tous leurs projets économiques. Les difficultés qu'ils rencontrèrent dès leurs premiers pas, leur ont prouvé que, sans disposer de larges crédits et des établissements susceptibles de les procurer, il n'y a pas moyen d'appliquer la technique moderne à l'agriculture et d'industrialiser le pays. Ils ne furent pas sans voir non plus que, par le recours exclusif aux établissements de la finance internationale, tout leur échafaudage serait à la merci de ces derniers. Ainsi, ils arrivèrent progressivement à créer eux-mêmes des établissements de crédit pour éviter que l'épargne des masses populaires passe dans les caisses des banques étrangères. Sous la pression des conditions objectives, toute une série de banques sont déjà fondées et un certain nombre d'autres sont sur le point de l'être.

Citons maintenant des faits concrets :

1. La Banque d'Affaires, fondée, il y a plus d'un an, par un groupe de leaders kémalistes, avec le concours du gouvernement, a la priorité dans toutes les entreprises et les affaires de l'Etat (trésorerie de l'Etat, monopole des travaux dans les grands ports, etc.) ;

2. La fondation de la Banque Industrielle et Minière. Le gouvernement y affecta les fabriques de tissages et de métallurgie de l'Etat, d'une valeur de 10 millions de livres et un million et demi de crédit. Les particuliers peuvent y participer. Une loi oblige les fonctionnaires et les employés à se servir exclusivement des étoffes de ces fabriques ;

3. La Banque de Crédits pour les Artisans fut fondée par un premier fonds de 100.000 livres turques-or versé par la municipalité de Constantinople. Elle tend à organiser les petits producteurs autour des coopératives ;

4. Projet de fondation d'une Banque de Crédit Foncier. Premier capital de 20 millions de livres turques, dont 16 millions seraient fournis par l'Etat et 4 millions par « la caisse des orphelins » ;

5. Le gouvernement construit hâtivement le chemin de fer d'Argani pour permettre à la Banque de Crédit National (capital indigène) d'exploiter cette riche mine de cuivre dont elle a la concession ;

6. La construction des chemins de fer avance très rapidement. Les opérations se font par fermages, accordés aux groupes des capitalistes kémalistes et aux banques nationales précitées. Ces groupes sont soutenus par des industriels allemands (Krupp, Stinnes, etc.). Tout le matériel de construction et roulant vient d'Allemagne : 204 kilomètres sur la ligne d'Angora-Sivas (500 kilomètres) et 92 kilomètres sur celle de Samoun-Sivas (380) sont déjà mis à la disposition du public ; 168 kilomètres sur la première et 160 sur la seconde sont en construction. 98 kilomètres sur la ligne de Kutahis-Tavouchanli (220 km.) seront ouverts ces jours-ci à la circulation. En tout 400 km. de chemin de fer sont déjà construits par les soins du gouvernement ;

7. Un grand commerçant de Trébizonde, Nemlizado, a reçu la concession d'une ligne étroite sur le littoral de la Mer Noire : la construction de cette ligne est déjà commencée ;

8. Le monopole des allumettes est concédé à un groupe financier turco-juif.

Des protégés du gouvernement ont reçu le monopole des travaux de chargement et de déchargement dans les ports de Smyrne et de Constantinople, affaire nécessitant un capital de 4 à 6 millions de livres turques-or ;

9. Le commerce d'importation du sucre et du pétrole doit être monopolisé. On parle de confier la gestion de cette affaire, sous certaines conditions, à un groupe de financiers indigènes ;

10. Le gouvernement a participé, dans diverses proportions, à la création de fabriques de sucre, de filatures, d'usines de décorticage de riz, etc. dans divers vilayets.

Nous ne sommes pas en présence d'un processus de monopolisation et d'étatisation à proprement parler, mais plutôt d'incarnation multiformes d'un protectionnisme outrancier industriel et commercial. Le gouvernement a pris sur lui de rassembler les efforts capitalistes éparpillés, incapables isolément de jouer

un rôle efficace, pour les vivifier par le concours matériel et moral de l'appareil et des ressources de l'Etat. Au fur et à mesure que ces entreprises se montreront capables de voler de leurs propres ailes, elles passeront entièrement entre les mains d'entrepreneurs, enrichis à la remorque du gouvernement. La politique économique de celui-ci consiste à hâter le développement d'une bourgeoisie nationale capitaliste et à lui assurer une prépondérance sur les éléments cosmopolites dans l'exploitation des richesses du pays.

Cette politique économique est avantageuse au relèvement économique du pays qui se trouve ainsi à l'abri de l'ingérence du capital étranger. Les tronçons de chemins de fer et les routes nouvellement construites, d'une part, le développement des institutions de crédits, de l'autre (banques de crédits agricoles, d'affaires industrielles, etc....) ont donné une grande impulsion à la production agricole. Au cours de 1925, l'étendue de la terre cultivée a augmenté de 45 % par rapport à l'année précédente. On espère qu'elle atteindra, cette année, le niveau d'avant-guerre. Les exportations de la Turquie (presque exclusivement composées de produits agricoles et de leurs dérivés) ont continuellement augmenté au cours des trois dernières années :

Années	Livres turques-or (en millions)
1922	79,2
1923	84,2
1924	88,8
1925	158,8

Comme on le voit, la Turquie a exporté, au cours de l'année dernière, deux fois autant qu'en 1924. En 1911, la valeur de l'exportation atteignait, déduction faite de ce qui revenait aux provinces perdues, 166,5 millions de livres-papier. La production agricole n'est pas très éloignée du niveau d'avant-guerre.

Le commerce est, en général, également en progression. Le total des échanges avec l'étranger était, en millions de livres turques :

Années	Millions de livres turques
1923	229,4
1924	219,8
1925	352,4

Commerce extérieur de la Turquie avant et après la guerre :

Années	Importations Exportations	
	[en millions de livres turques (papier)]	
1911	218,7	166,5
1923	144,8	84,7
1924	131,1	88,8
1925	193,6	158,8

Cela dénote une hausse remarquable de la capacité d'achat du marché intérieur. Mais il faut tenir compte du fait que, pour une grande partie, l'importation est due aux achats gouvernementaux de matériaux de construction de chemins de fer, d'articles de reconstruction des régions dévastées, de machines pour les fabriques municipales, etc. Le montant de toutes ces marchandises est payé par le budget de l'Etat.

La politique fiscale s'accroît dans ses tendances protectionnistes. La Turquie est devenue le paradis des contributions indirectes. L'amélioration de la production agricole se reflète d'une manière salubre sur le budget. Celui-ci, tel qu'il fut accepté par la grande Assemblée, pour 1925, présentait un déficit de 17 millions de livres turques. Cette brèche est presque entièrement comblée par l'excédent des revenus. Les taxes douanières

ont produit presque 10 millions de livres turques de plus que les prévisions. Le monopole des tabacs a donné 5 millions de livres turques de bénéfices de plus du temps de la régie.

Le budget prend chaque année des proportions plus grandes :

Années	Dépenses en millions de l. tq.
1923	104,0
1924	140,9
1925	165,0
1926	210,0 (prévis.)

Il y a lieu de noter que la dîme est supprimée et remplacée par une taxe payable au marché (8%). Le vide laissé par cette réforme est comblé par le renforcement de la douane, des taxes de consommation et le produit des monopoles. Pour l'année à venir, on se propose de réduire la taxe sur les produits de la terre à 5%. Pour donner une idée de l'alourdissement du fardeau fiscal, nous croyons utile de noter ici le montant des crédits acceptés pour l'exercice de 1911-12, déduction faite de ce qui revient aux provinces détachées postérieurement.

Dépenses	Revenus (en livres turques-or)	Déficit
28,705.500	21,352.800	7,352.700

Une livre-or valant 8 livres-papier, nous avons un total de 170,4 millions de revenus. Ainsi, malgré l'appauvrissement, la diminution de la population et la destruction d'une grande quantité de moyens de production, le gouvernement soutire des consommateurs pauvres 23% d'impôts de plus qu'avant la guerre.

A la lumière de ces chiffres et de ces faits, nous voyons que tous les frais de la politique économique du gouvernement sont soldés par les masses laborieuses du pays. Chaque contribuable qui payait, en 1911-12, 9,4 livres turques par an, a payé en 1925, 12,7 livres turques et devrait payer, au cours du prochain exercice, 16,1 livres.

Ce redoublement des charges fiscales provenant presque exclusivement des contributions indirectes, retombe sur les classes moyennes et pauvres. L'effet de la suppression de la dîme n'est pas sensible pour les paysans pauvres puisqu'ils sont tout de même contraints de payer les cotonnades, le sucre, le pétrole et tous les produits manufacturés beaucoup plus cher qu'auparavant. Les 25 à 30 millions de livres turques que le gouvernement utilise annuellement pour construire des chemins de fer et subventionner les entreprises industrielles et minières sont prélevés sur la maigre pitance des couches les plus misérables de la société. Et cet argent, va en définitive remplir les coffres-forts des gros entrepreneurs à qui le gouvernement cède, au fur et à mesure, les entreprises et les monopoles suffisamment consolidés.

La bourgeoisie turque, privée de la possibilité d'exploiter des marchés extérieurs, n'a d'autres alternatives, pour accumuler les capitaux, que d'exploiter le marché intérieur (c'est-à-dire la large masse des consommateurs) et de retirer le maximum de plus-value de la force du travail. Tout en reconnaissant que l'effort économique de la bourgeoisie kémaliste a un caractère progressif — dressant une barrière efficace devant l'invasion du capitalisme impérialiste — les masses laborieuses doivent comprendre le mécanisme intime de ce développement économique qui s'opère sur leur dos et à leurs dépens.

Leur avant-garde organisée doit exiger de toutes ses forces que, par des mesures appropriées, les travailleurs soient mis à l'abri des répercussions du protectionnisme douanier. Il y a lieu aussi de mener une lutte acharnée pour obliger le gouvernement à distribuer gratuitement les terres soumises à une exploitation féodale, de manière à atténuer la misère de la paysannerie pauvre.

B. F.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Henri Barbusse et le régime Liaptcheff

L'éminent homme de lettres et d'action réfute les assertions mensongères du gouvernement de Sofia dans LE TEMPS de Paris.

Nous avons relevé, dans nos colonnes, dès le premier jour de la mutation Liaptcheff-Tsankoff, combien il était erroné d'espérer par ce changement de personnes un changement de régime en Bulgarie, combien il était futile de croire à une cessation, ou même à un affaiblissement de la terreur blanche. Depuis, nous avons dû malheureusement souligner, faits à l'appui, à maintes reprises, combien les événements nous donnaient raison.

Dernièrement, le gouvernement Liaptcheff, essayant à nouveau de tromper l'opinion publique européenne indignée, avait fait publier dans le journal *Le Temps* de Paris un communiqué affirmant que l'ère de la terreur était pour toujours passé en

Bulgarie et que la population y vivait heureuse grâce aux soins affectueux et paternels de Liaptcheff. A cela, *Henri Barbusse* a répondu en adressant au directeur du *Le Temps* la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

J'ai eu connaissance un peu tardivement, par suite d'un déplacement, d'un communiqué publié dans vos colonnes et dans lequel il était dit en substance que les accusations auxquelles nous nous livrons, mes amis et moi, contre le gouvernement bulgare ont trait uniquement à des faits imputables au gouvernement de M. Tsankoff, et que le gouvernement de M. Liaptcheff aurait depuis inauguré, à l'encontre de son prédécesseur, un régime de légalité.

En mon nom personnel en tant qu'auteur d'articles qui ont paru dans un certain nombre de journaux de France et d'Europe et en tant que président du Comité de Défense des victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans, je tiens à m'élever contre cette grave assertion, qui tend à donner le

change à l'opinion publique, et que les faits eux-mêmes ne combattent que trop facilement.

Il est vrai que les persécutions diverses dont je me suis fait l'écho notamment dans *Le Quotidien*, remontent au gouvernement Tsankoff, mais il n'en est pas moins vrai pour cela qu'ils résultent d'un système de gouvernement et de méthodes de répression que M. Liaptcheff a repris à son compte.

La substitution de M. Liaptcheff à M. Tsankoff, qui résulte d'un incident parlementaire, n'a modifié en rien le terrorisme qui sévit sur la malheureuse Bulgarie depuis tant d'années. Depuis l'avènement de M. Liaptcheff, il y a eu soixante condamnations à mort pour faits politiques en Bulgarie : 31 dans le procès dit de l'Organisation « conspirative » de Sliven, 27 dans le procès, à Sofia, de la représentation agrarienne et communiste à Pétranger, 1 à Haskovo et 1 à Pachmakli; et d'innombrables sévices exercés sur des hommes dont le crime est de ne pas être d'accord avec le pouvoir officiel. Aux dernières élections bulgares, le terrorisme le plus éhonté a sévi dans les villes et dans les campagnes et de nombreux actes de violence et d'arbitraire ont été enregistrés dans les journaux.

J'ai sous les yeux une liste interminable d'actes de violence, de brutalités, d'arrestations et d'assassinats dont les agents du nouveau gouvernement se sont rendus coupables, et tous les faits cités sont attestés par des témoignages sûrs, la publicité des journaux locaux et même des certificats médicaux.

Je vous épargne cette énumération, mais je la tiens néanmoins à votre disposition; et du reste j'aurai lieu de revenir sur ce chapitre dans le livre que je vais publier sur la Terreur Blanche aux Balkans.

Je tiens donc à souligner violemment, si je puis m'exprimer ainsi, la manœuvre dont vous me paraissez avoir été victime de la part des personnes qui vous ont transmis le communiqué en question. Il est vraiment trop commode de profiter de la crédulité et même de l'optimisme fondamental du public en prétendant dérober la continuation évidente d'un état de choses sous un changement de personnel gouvernemental.

Ce changement est du reste partiel puisque si M. Tsankoff a quitté momentanément le pouvoir pour s'asseoir, avec tous les honneurs de la guerre, au fauteuil de la présidence de la Sobranié, le ministre qui a joué, alors que M. Tsankoff était président du Conseil, le rôle le plus néfaste et le plus actif, le général Volkoff, est resté au ministère de la Guerre.

Dans le ministère Liaptcheff sont entrés de plus deux hommes que l'on peut à bon droit considérer comme des bourreaux des populations des villes et des campagnes bulgares, M. Slaveiko Vassileff, qui est le chef et l'âme de la Ligue Militaire instigatrice de la plupart des crimes que j'ai signalés à l'opinion, et M. Kimen Gueorgieff.

Quelles mesures M. Liaptcheff a-t-il prises contre l'abominable arbitraire de cette Ligue Militaire, contre les autonomistes macédoniens, contre les wrangéliens et les fascistes qui infestent les malheureux et nobles pays balkaniques? Aucune.

Quelle position a-t-il adoptée vis-à-vis de la loi monstrueuse de la sûreté de l'Etat? Vous le savez aussi bien que moi.

Quant à son attitude au sujet de l'amnistie, elle a consisté à faire une amnistie incomplète et inique, dont sont exemptes un grand nombre des victimes politiques et qui a surtout profité aux assassins militaires, policiers, et aux autres auxiliaires de l'ordre établi. N'y a-t-il pas actuellement trois Français, M. et Mme Léger et Mme Nicolova, qui restent détenus à Sofia contre tout droit, après avoir subi d'odieus traitements?

Bien entendu, les représentants du gouvernement bulgare actuel assurent que s'il y a eu naguère des crimes, ce temps est passé. Retenons la première partie de cette affirmation. Quant à la seconde, il est loyal et digne de nous référer à des faits et non à des déclarations officielles, pour juger ce qu'elle vaut.

Henri Barbusse

M^e Delvallée chez M. Liaptcheff

M. Daniel Renoult publie dans *l'Humanité* du 12 avril l'entrevue qu'eût avec M. Liaptcheff l'avocat parisien M. Delvallée, membre du Comité parisien contre la Terreur Blanche dans les Balkans.

« Je n'ai pas vu Pangalos, dit M^e Delvallée. Je l'aurais pu. Mais je ne l'ai pas vu, pour le punir de m'avoir fait arrêter. Mais j'ai vu M. Liaptcheff. »

Ces mots rappellent à Daniel Renoult l'entrevue qu'il eut lui-même avec l'actuel premier ministre bulgare qu'il décrit en ces termes : « ... Tout miel et tout sucre, mais soudain violent et brutal, quand il parle de ses ennemis politiques. »

Liaptcheff semble intimidé par les manifestations d'indignation de l'opinion publique du monde entier contre le régime barbare dont il est le continuateur. Il a recours, vis-à-vis de M^e Delvallée, à ses moyens habituels pour essayer de donner le change : A la question directe de M^e Delvallée :

« M. le président du Conseil, je viens vous demander au nom du Comité contre la Terreur Blanche dans les Balkans si vous comptez faire exécuter les nouvelles condamnations à mort ? »

Liaptcheff évite d'abord de répondre avec netteté :

« Nous volons l'apaisement, monsieur. Nous mettrons en liberté, les uns après les autres, tous les condamnés politiques. »

— « Et le Français et les deux Françaises emprisonnés à Sofia, qu'en ferez-vous ? »

— « Je les libérerai aussi. »

— « Mais il y a encore des assassinats politiques ? »

— « Ce n'est pas vrai, monsieur. »

— « On a pourtant cité des faits : le maire de Troyan « disparu ». C'est sa femme qui proteste. Un émigré qui rentre et qu'un officier assomme dans les rues de Sofia. Tant d'autres cas ! »

— « Non ! non ! On nous calomnie ! »

— « Alors, acceptez une enquête. Je vous la propose au nom du Comité. »

M. Liaptcheff, déclare M^e Delvallée, très gêné, ne répond pas nettement. Pourtant il n'ose pas refuser.

— « Comment voulez-vous, reprend M^e Delvallée, qu'on puisse croire à l'apaisement quand, en quelques jours, pour faits politiques, 60 condamnations à mort sont prononcées en Bulgarie ? L'émotion a été grande à Paris. »

Puis, désireux de provoquer enfin une réponse nette :

— « Répondez-moi, Monsieur le ministre : les condamnés à mort que vous tenez en prison, les exécuterez-vous ? »

Liaptcheff ne peut plus répondre évasivement, la demande est trop nette :

— « Non ! Il n'y aura plus d'exécutions. »

Dans la petite salle où nous sommes réunis autour de Delvallée, un frisson passe. C'est dans de tels moments qu'on sent ce qu'est la solidarité internationale.

Et tout de suite une question faillit :

— « Lui as-tu posé la question pour les deux malheureux dont le roi a autorisé la pendaison ? »

« Oui, et il m'a dit que ces deux hommes ne seraient pas exécutés. Il a ajouté : Les condamnations à mort ne doivent pas vous faire conclure à l'inhumanité des juges bulgares. Mais la loi es formelle. »

« Oui ! la loi pour la défense de l'Etat, une loi monstrueuse, indigne d'une nation civilisée. »

— « Je l'ai moi-même voté la mort dans l'âme ! »

Alors, devant ce comble d'hypocrisie, c'est un éclat de rire qui interromp le narrateur.

— « Vous riez, reprend Delvallée, et vous avez raison. Mais la vérité c'est que le fascisme a reçu en Bulgarie des coups terribles. Les masses se relèvent. Tenez ! M. Ganef, le président de la Ligue des Droits de l'Homme en Bulgarie, et qui a joué lui-même un assez triste rôle, m'a dit : si Tsankoff revenait au pouvoir, il ne pourrait pas reprendre sa politique. » Voilà les raisons du langage de Liaptcheff.

Oui ! les masses se relèvent ! Oui ! l'action internationale du prolétariat, la lutte de toutes les forces antifascistes d'Occident contre la Terreur blanche ont produit dans les Balkans des effets bienfaisants. Ce n'est pas par hasard qu'en quelques semaines Tsankoff, Bratiano, Pachitch, qui, depuis des années, gouvernaient la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie par le fer et par le feu, sont tombés tous trois comme des capucins de cartes.

Mais hélas ! nous savons que dans ces trois pays, les forces organiques du fascisme ne sont pas détruites.

L'engagement, arraché avec tant d'adresse et de courage à M. Liaptcheff par notre ami Delvallée, nous rassure sur le sort immédiat des malheureux qu'attendait la potence.

Mais s'ils ne sont pas pendus, ne seront-ils pas, un peu plus tard, assassinés par des « agents irresponsables » ?

Et les libérations promises, quand viendront-elles ?

Et la loi « votée la mort dans l'âme », la loi de sang qui oblige le fils à dénoncer son père et la femme son mari, quand sera-t-elle abrogée ? Il faut continuer la lutte et puisque M. Liaptcheff dit qu'on le calomnie, qu'il ose donc accepter une enquête internationale menée par des juristes, des professeurs, des ouvriers, des hommes politiques de tous les partis antifascistes !

Daniel Renoult

Presse roumaine

La défense officielle du système de la torture

Le journal de Bucarest *Dezrobirea* du 15 crt. relate les scènes suivantes du procès « des 65 » de Kichenev :

« M^{me} Jeny Doreanu a déclaré en pleine séance qu'ayant protesté auprès du Procureur Général de la Cour de Galatz contre les tortures des personnes arrêtées par la Siguranza de cette ville, parmi lesquelles se trouvait son mari, secrétaire à la rédaction du quotidien *Facta*, le Procureur lui a répondu qu'« il a ordre de ne pas se mêler dans les choses de la Siguranza lorsqu'elle arrête des communistes ». De plus, le greffier du cabinet d'instruction appelé lui aussi comme témoin, a reconnu que le commissaire de la Siguranza, Marinescu, le même qui avait perpétré les tortures à Galatz, était venu à Kichenev pendant l'instruction judiciaire et avait essayé, dans le cabinet d'instruction même, de battre les accusés — à la suite de quoi ceux-ci ont proclamé la grève de la faim. »

Même l'agent provocateur Munteanu, venu lui aussi comme témoin de ... l'accusation, a déclaré en pleine séance qu'il a vu les accusés couverts de blessures, de bosses et de bandages. Le commissaire royal n'a pas pu nier les tortures. Alors, il les a expliquées, il les a glorifiées. Il a dit dans son réquisitoire que les communistes ont des instructions précises, qu'ils sont liés par serment à ne rien déclarer devant les juges. Et alors, « non seulement il est admis, mais l'emploi des moyens inquisitoriaux s'impose contre eux. Qui peut se plaindre à la Société de la Protection des Animaux de ce que le chevalier cravache le cheval qui refuse de le porter? Qui parmi nous peut-il se plaindre de ce que la Siguranza force par différents moyens cette bande de conspirateurs à déclarer la vérité qu'ils cachent? » Puis le commissaire royal a fait l'éloge de tous les tortionnaires, qu'il avait lui-même nommés des « inquisiteurs », et de ceux qui les patronnent, du directeur général et des inspecteurs de la Siguranza. »

L'oligarchie «doit» réussir en Bessarabie

Les élections législatives s'approchent en Roumanie. A ce propos le journal *Adeverul* (22 avril) apporte les informations suivantes :

« L'entourage de M. Serge Nitza, ministre de la Bessarabie, ne fait aucun secret de son intention de faire des élections fortes dans la province d'au-delà le Ruth. Les arguments de M. Serge Nitza sont les suivants : « La situation en Bessarabie est telle que les élections les moins libres du monde donnent aux tzaranistes la majorité absolue, écrasante dans les départements du centre et du nord de la Bessarabie. Mais comme nous (le gouvernement Averesco) devons réussir à tout prix, nous serons forcés de mener la lutte avec tous les moyens que le pouvoir met à notre disposition. »

L'argumentation est caractéristique et les faits montrent que le programme a déjà été mis en application. On poursuit l'anéantissement du parti tzaraniste de la Bessarabie; à Soroki, M. Halippa, président du parti tzaraniste de la Bessarabie et ancien président du Staful Tseri, a été arrêté et l'activité du parti tzaraniste a été interdite; des actes analogues à ceux de Soroki ont eu lieu plus récemment encore à Hotin. »

Le destin des populations minoritaires: l'émigration

Les journaux publient les rapports de la Direction des Statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture en Roumanie. Au chapitre « Transylvanie » nous lisons (rapport officiel) :

« Les agriculteurs, particulièrement les éleveurs de bétail, sont mécontents, parce que les taxes d'exportation ne leur permettent pas de valoriser leur bétail et sont obligés de le vendre à des vilis prix. »

Au chapitre « Bessarabie » :

« Dans nombre de villages, et particulièrement dans les districts d'Orkei et de Tiguina, la population russe vend ses biens et émigre au Brésil. »

Au chapitre « Dobroudja » :

« Dans le district de Constanza commencent à arriver les colons (des provinces du Vieux-Royaume et de la Macédoine) qui sont installés dans les autorités dans le sud (partie éminemment bulgare — N. D. L. R.) sur leurs terres (lisez : sur les terres des paysans bulgares expropriés ou chassés). Dans le sud la population rurale est inquiète à cause des fréquentes collisions avec les bandes de comitadjis (lisez : les paysans autochtones forcés à s'enfuir dans les forêts ou au delà de la frontière — N. D. L. R.). C'est pourquoi une partie de la population turque vend ses biens et émigre en Turquie. »

Presse bulgare

Le régime barbare dans les prisons bulgares

Le régime dans la prison centrale est depuis quelques mois plus que barbare. Les punitions infligées par le procureur sont monstrueuses; le moindre fait lui sert de prétexte pour assouvir sa haine contre les détenus politiques. Ainsi, Ivan Christoff, détenu politique, fut puni de 20 jours de cachot pour avoir offensé un geôlier. Evidemment qu'on ne se donna pas la peine de vérifier s'il y a eu offense et si le puni est coupable. Autre cas : Angel Guergoff, détenu politique, puni de 10 jours de cachot et mis aux fers, pour avoir été trouvé en possession de deux journaux, à son retour du tribunal.

On nourrit les prisonniers une fois tous les trois jours. Personne n'ose se plaindre, car on profite de la moindre plainte pour sévir contre les détenus.

Les condamnés à mort firent la grève de faim pendant 13 jours, pour protester contre l'intenable régime. Cependant, personne ne s'inquiéta pour connaître les raisons de cette grève.

Le 2 de ce mois, à 11 heures du soir, au moment où tous les prisonniers dorment, un lieutenant-colonel se rendit au troi-

sième étage et se fit ouvrir par le geôlier de service Kiro Spassoff la cellule N° 186, où se trouve le détenu politique Peter Stoyanoff. Dès son entrée le lieutenant-colonel se mit à l'insulter, à lui poser des questions et à le forcer d'avouer des fautes imaginaires. Heureusement, le prisonnier ne répondit pas à cette provocation, autrement il aurait été battu à mort. Pourtant, le règlement pénitentiaire dit qu'on n'a pas le droit d'ouvrir les cellules des détenus sans l'autorisation du procureur...

(*Napred*, du 14 avril 1926)

Yordan Pékareff disparu

Les démarches auprès de Liaptcheff

On vient de nous informer que des représentants du groupe agrarien parlementaire apprirent au ministre-président que Yordan Pékareff, membre de la société d'assurance « Zémlédéletz » et membre du comité directeur du parti de l'union agraire est disparu sans trace depuis une dizaine de jours. Le ministre Liaptcheff promit d'ordonner des recherches urgentes.

Yordan Pékareff est ancien maire de Varna et chef agrarien. Ces derniers temps il ne s'occupait pas activement de politique. Il habitait avec sa famille à Slatina, village situé non loin de Sofia.

(*Napred*, du 16 avril 1926)

Une demande

Le citoyen Mintcho Ousta Miteff, de Nova Zagora, adressa au roi la demande suivante :

« Mon fils Atanasse M. Miteff, âgé de 23 ans, fut arrêté le 11 avril 1925, soupçonné d'être membre d'une organisation illégale, et envoyé le 15 avril à Stara Zagora, puis à Nova Zagora le 9 mai 1925.

Dans la nuit du 28 au 29 mai, lui et douze autres personnes arrêtées également et suspectées de conspiration, furent emmenés du commissariat de police de Nova Zagora par des gens inconnus et à destination inconnue.

Depuis cette date, je n'ai aucune nouvelle sur le sort de mon fils. J'adressais alors, par des lettres recommandées, des demandes à Monsieur le ministre de la guerre et à Monsieur le procureur du tribunal militaire de Plovto, afin d'apprendre quelque chose sur le sort de mon fils, mais aucune réponse ne m'est parvenue jusqu'à ce jour.

Je me vis alors obligé de vous adresser une demande, afin d'obtenir des nouvelles sur mon fils. Par lettre du 18 décembre 1925 (N° 674) votre chancellerie me répondit que ma demande du 7 novembre 1925 était transmise au ministère de l'Intérieur. Je n'ai cependant jusqu'à ce jour aucune réponse de ce ministère.

Je suis âgé et inapte à tout travail. Sa mère et moi restons sans aucun appui matériel, et notre fils est notre unique espoir. Le mutisme que gardent les autorités sur le sort de mon fils Atanasse me suggère de terribles pressentiments.

Nous craignons qu'il ne soit plus parmi les vivants.

En ce cas, le sentiment paternel et maternel nous pousse à chercher son tombeau, afin d'accomplir notre dernier devoir chrétien envers lui. Voilà pourquoi je vous prie de bien vouloir faire une démarche pour moi, malheureux, pour que j'obtienne au moins des nouvelles sur le sort de mon fils : vit-il ou est-il mort?

S'il vit, qu'on me dise où il est; s'il est mort — qu'on me dise où est son tombeau.

Mintcho Ousta Miteff.

Nova Zagora, le 25 mars 1926. »

(*Narod*, du 16 avril 1926)

Presse macédonienne

« Le rapprochement serbo-bulgare »

Sous ce titre nous trouvons dans le journal macédonien *Makédonsko Délo* du 10 avril, l'intéressant article que voici :

Il est, depuis longtemps, question d'un rapprochement serbo-bulgare. Ces derniers temps il est très discuté et remplit les colonnes des journaux des deux états. Il y a plus, ce rapprochement est déjà l'objet d'entretiens diplomatiques. Des hommes politiques responsables des deux pays font là-dessus des déclarations; on les discute à la Skoupechtina et au Sobranié. En un mot, ce rapprochement est à l'ordre du jour et c'est sous cette influence que se développent les relations entre les deux états.

Evidemment, l'initiative de ce rapprochement n'émane pas des masses populaires, des paysans et des travailleurs, qui composent l'immense majorité de la population des deux pays, mais des gouvernements et des cliques au pouvoir. S'il n'émane pas du peuple, ce n'est pas parce que le désir de rapprochement manque chez ces deux peuples ou parce qu'il existe entre eux des sentiments réciproques de haine irréconciliable, mais parce que la volonté populaire ne peut se manifester librement sous les régimes réactionnaires et fascistes de Pachitch et de Liaptcheff.

Le fait que l'idée de ce rapprochement provient des chancelleries diplomatiques et des milieux militaristes et nationalistes, qui jetèrent tant de fois ces deux peuples frères dans des guerres exterminatrices — éveille un soupçon légitime chez tous les honnêtes gens.

Par quel miracle un changement subit a-t-il donc lieu dans les rapports de ces deux ennemis irréconciliables de la veille? Comment pourrait — on expliquer la bienveillance et l'amitié manifestées actuellement — d'un côté par les militaristes et les chauvinistes serbes, qui jusqu'hier parlaient publiquement d'une intervention militaire en Bulgarie, de l'occupation de Pernik, Kustendil et Pétritch — et de l'autre par les patriotards et les nationalistes bulgares, qui cultivent profondément l'idée d'une revanche contre la victorieuse Serbie? Il n'y a pas des miracles en politique. Et alors?

Nous chercherons les causes de ce revirement dans les relations réelles qui existent actuellement dans les Balkans. Depuis 1912, nous avons l'expérience d'un rapprochement et d'une entente, préparés et réalisés par ceux-là même qui nous l'offrent à nouveau, comme si l'ancienne ne nous suffisait pas pour ne pas nous laisser induire en erreur.

Nous savons que les états balkaniques furent toujours un jouet aux mains de quelque grande puissance et qu'ils ont toujours subi l'influence extérieure.

Personne n'ignore les aspirations de l'impérialisme serbe sur la plaine du Vardar, les rivages de la mer Egée, et surtout sur Salonique. Ce n'est pas pour rien que la diplomatie serbe pose la question de sa zone libre dans port de Salonique et du chemin de fer Guévguéli-Salonique. Ces aspirations serbes sont mises à l'ordre du jour, justement au moment où la dictature de l'aventurier Pangalos crée à la Grèce une situation précaire et peu sûre.

Afin de s'assurer la liberté d'action au sud, la Serbie fit des grandes concessions à l'Italie dans l'Adriatique. Dans ce même but, la Serbie tend à s'assurer du côté de la Bulgarie. Elle connaît les aspirations de celle-ci sur la mer Egée. La Serbie trouve de son intérêt de soutenir les aspirations de la Bulgarie, d'autant

plus qu'elle escompte que cela sera au prix de son complet renoncement sur la Macédoine.

Telle est la base sur laquelle on veut bâtir le rapprochement serbo-bulgare.

Les grecs comprirent le jeu, et Pangalos se mit à fortifier Salonique et à s'armer jusqu'aux dents. Les grecs ne céderont pas Salonique à la Serbie, ni Dédé-Agatch ou Kavala à la Bulgarie. Les armes seules pourraient en décider ainsi.

Il est donc clair qu'on prépare une nouvelle guerre dans les Balkans, guerre dont l'arène sera à nouveau la Macédoine.

Comment devons réagir contre un pareil état de choses, nous autres Macédoniens? Nous trouvant à la veille d'un nouveau déchirement de la terre macédonienne et de nouvelles incendies, que devrons-nous faire?

Le peuple macédonien doit se soulever comme un seul homme contre ces nouvelles aspirations de l'impérialisme balkanique et dire: Bas les mains de la Macédoine! Il doit lutter contre de pareils rapprochements et ententes militaires et conquérantes. Dans cette lutte, ses alliés seront les masses paysannes, ouvrières et les autres classes travailleuses de pays balkaniques, qui sont le plus intéressé pour l'écartement de nouvelles aventures sanglantes dans les Balkans. L'intérêt du mouvement national-révolutionnaire macédonien coïncide entièrement avec celui des autres peuples travailleurs balkaniques.

Nous sommes partisans d'un rapprochement serbo-bulgare, mais non de celui des réactionnaires et des militaristes — prélude d'aventures sanglantes et d'un nouvel esclavage. Nous voulons un rapprochement des peuples balkaniques, y compris le peuple libre et indépendant macédonien, qui assurera la paix et le progrès dans les Balkans.

Cela ne se réalisera que par la lutte commune des forces révolutionnaires des Balkans contre la réaction et l'oppression des gouvernants. Ce ne sera pas par des ententes militaires de conquête et de pillage que se fera l'union des peuples, mais par l'union libre et fraternelle des peuples en une Fédération Balkanique.

PARTIE ALLEMANDE

Die neue Wirtschaftspolitik in Rumänien

„Alles durch uns selbst“, lautete die hochtrabende Parole des aufstrebenden rumänischen Finanzkapitals, welches nach Kriegsende in den neuerobernten Gebieten Groß-Rumäniens zu unbeschränkter Ausbeutungsmöglichkeiten gekommen ist. „Alles durch uns selbst“, wiederholte die unlängst demissionierte Bratianu-Regierung, welche als politische Vertretung der Hochfinanz vier Jahre hindurch das Heft in den Händen hielt.

Aber die neue rumänische Regierung des Generals Avarescu, welche durch die Gunst der Dynastie und mit Hilfe Bratianus ans Ruder kam, begnügt sich mit bescheideneren Parolen. Das Wirtschaftsprogramm der Avarescu-Regierung hebt als wichtigste Aufgabe ihrer Wirtschaftspolitik „die Sicherung der Mitwirkung des Auslandskapitals“ hervor. Kürzer und bündiger könnte man schon die volle Kapitulation vor dem Auslandskapital nicht bekennen!

Die politische Umgruppierung, die Demission Bratianus und die Ernennung der neuen Avarescu-Regierung war nur die äußere Form, in der die Bekehrung des rumänischen Finanzkapitals, die neue Wirtschaftspolitik zum Ausdruck kommt. In der Tat handelt es sich um fieberhafte Anstrengungen des rumänischen Kapitalismus, sich aus der Klemme zu ziehen. Nach sieben Jahren Windmühlkampf bettelt er um einen Burgfrieden mit dem Auslandskapital, welches aber die volle Kapitulation diktiert.

Die rumänische Wirtschaft mußte eine Anzahl schwerster Krisen über sich ergehen lassen, bevor die herrschende Hochfinanz den ungleichen Kampf mit den Auslandskapitalisten bedingungslos aufgab. Auf die ersten offensiven Schritte, auf die Nationalisierung der rumänischen Petroleumgesellschaften, antwortete bekanntlich das interessierte Auslandskapital mit einem Schlag, der nicht nur die Gegenpartei, sondern das ganze rumänische Wirtschaftsleben zu Boden warf. Es genügt, nur auf die Valutakrise Rumäniens hinzuweisen, welche als Folge dieses Wettkampfes zu betrachten ist. Heute erreicht der Leu in den Auslandsbörsen seinen Tiefpunkt. Ein Dollar kostet in Bukarest im Privatverkehr 300 Lei, das ist zehnmal mehr als bei Einleitung der Nationalisierungsversuche. Mit dem Valutenfall ging Arm in Arm eine enorme Teuerungswelle, welche das Lebensstandard der werktätigen Massen verminderte. Laut amtlichen statistischen Daten beträgt der Teuerungsindex vom Kriegsende bis Anfang 1926 durchschnittlich 48. Seither ist eine noch rapidere Teuerung zu beobachten. Das Sinken des Lebensstandards der arbeitenden Massen mißt man sofort an den statistischen Daten des Industrieministeriums, laut deren die Erhöhung der Löhne von 1914 bis Ende 1925 nur auf das 24fache geschätzt wird.

Umsonst waren die enormen Bankgewinne, da die einheimische Valuta inzwischen wertlos geworden ist. In dem Maß aber,

als die Kaufkraft der Valuta sinkt und die Menge der in Umlauf sich befindenden Banknoten nicht Schritt hält, wird der Geldmangel und dementsprechend der Zinswucher immer enormer. Bankkredite mit 40—60% Zinsen gehören zu „normalen Kreditgewährungen“ in Rumänien. Daß dieser Wucher in erster Reihe von den konsumierenden breiten Massen getragen werden soll, versteht sich von selbst. Doch ist es auch verständlich, daß die Kapitalisten in Rumänien gleichfalls diese Valutakrise aus der Welt schaffen wollen. Deshalb ist die Parole der neuen Wirtschaftspolitik: Stabilisierung des Leu.

Dies kann aber nur geschehen, wenn das Auslandskapital nicht nur seine Offensive gegen die rumänische Wirtschaft einstellt, sondern auch aktiv zur Hilfe eilt. Die Frage eines ausgiebigen Auslandskredits steht wieder im Vordergrund. Was der gehäßten Bratianu-Regierung mißlang, das soll jetzt die Avarescu-Regierung bringen. Frankreich ist aber mit eigenen Wirtschaftsproblemen beschäftigt, das englische Kapital verlangt weitgehende Bürgschaften, hat außerdem traurige Erfahrungen betreffs der Zahlungswilligkeit der rumänischen Regierungen gemacht. Es bleibt also nichts mehr übrig, als das Glück bei Mussolini zu versuchen. Man glaubt, mit einem Schlage zwei Fliegen auf einmal zu treffen. Erstens will man freundschaftliche diplomatische Beziehungen mit Italien anbahnen, damit eine Ratifizierung der bessarabischen Annexion erreicht wird, zweitens aber glaubt man, einen ausgiebigen italienischen Kredit zu bekommen. Man hegt grundlose Hoffnungen, wenn man glaubt, daß man, wenn man zuhause das faschistische Regime einrichtet, zu gleicher Zeit schon die Sympathien und die Kreditsummen Mussolinis erwerben werde.

Wir denken, daß Mussolini — in erster Reihe aber die italienischen Kapitalisten — außer den Sicherungen, daß „Italiener und Rumänen Blutverwandte und aufeinander angewiesen sind“, schon handgreiflichere Garantien wird haben wollen. Ausichten auf eine Flüssigmachung von größeren Krediten für den rumänischen Kapitalismus seitens des italienischen Kapitals sind nur Zukunftsträume, wiewohl auch die rumänische Diplomatie und Hochfinanz bei der Arbeit sind. Einstweilen wird es eine große Leistung sein, wenn die neue Regierung die im Staatsbudget festgesetzten Zinsen der verschiedensten Auslandskredite flüssig machen kann.

Die im Wirtschaftsprogramm versprochene Revision der Exportpolitik weist auch auf die geänderten Kräfteverhältnisse in der rumänischen Wirtschaft hin. Die bisherigen enormen Agrarzölle galten nicht nur als bedeutende Einkommenquellen für den Staat, zu gleicher Zeit drückte diese Zollpolitik den finanzkapitalistischen Charakter der rumänischen Wirtschaftspolitik der Nachkriegszeit aus. Laut des neuen Wirtschaftsprogramms Avarescus aber soll mit dieser Zollpolitik auch ein

Ende gemacht werden. Stufenweise werden die Getreideausfuhrzölle abgebaut, damit die rumänische Agrarproduktion konkurrenzfähig wird. Sieht man die amtlichen statistischen Daten von den ersten neun Monaten des verflossenen Jahres, so erblickt man, daß die Getreideausfuhr nur 24% der Gesamtausfuhr ausmachte, während sie im Vorjahre (1924) 43,9% erreichte.

Die führenden Agrarier lenkten schon lange die Aufmerksamkeit der Regierung auf die Tatsache, daß die rumänische Agrarproduktion nacheinander ihre Absatzmärkte verliert und daß dieser Verlust mit der verhältnismäßig bedeutenderen Steigerung der Petroleumausfuhr nicht ersetzt werden kann. Nun, als Garoflid, der Führer der Agrarkreise, zum Ministerposten gekommen ist, will man mit einem vollen Abbau der Agrarzölle die Agrarkrise aus der Welt schaffen. Zu gleicher Zeit aber verspricht das Wirtschaftsprogramm eine Erweiterung der bisherigen Agrarreform in der Form, daß weitere Wald- und Sumpfgebiete zur Verteilung kommen würden. Hinter dieser Wahlparole der Regierung stecken aber andere Pläne. Das Waldgebiet Rumäniens umfaßt nämlich 73 Millionen Hektar. Auf diesem Riesengebiet entfalten heute vor allem Holz- und Sägewerke mit ausländischem Kapital ihre Produktionstätigkeit. Die Holzausfuhr beginnt allmählich an die Stelle der Getreideausfuhr zu treten. Laut den zitierten statistischen Daten machte sie 22,5% der Gesamtausfuhr aus, also beinahe so viel wie die Getreideausfuhr. Nun versucht das einheimische Bankkapital schon längere Zeit, dieses ausgiebige Geschäft für sich zu gewinnen. Im Senat eröffnete selbst der orthodoxe Patriarch Christea Miron eine Offensive gegen die „Fremden“, die mit den Wäldern eine Raubwirtschaft treiben. Unter dem Deckmantel einer Agrarreform sollen nun die patriotischen Großbanken, in erster Reihe die Regierungsbank Banca Romaneasca, zur Beteiligung an dem Holzgeschäft der jetzigen Holzexporteure kommen. Allerdings wird dieser Versuch bei den interessierten ausländischen Kapitalistenkreisen manche Unruhen stiften, die die neue wirtschaft-

liche Versöhnungspolitik gefährden können. Soviel steht aber fest, daß weder die besitzlosen Bauernmassen durch diese Offensive zu Waldgebieten kommen werden, noch die rumänische Holzausfuhr damit gesteigert wird.

Die Agrarkrise kommt nicht nur in der katastrophal verminderten Getreideausfuhr, sondern auch in der furchtbaren Not der Kleinbauern zum Ausdruck. Das neue Wirtschaftsprogramm will der hungernden Bauernmasse mit landwirtschaftlichen Krediten zu Hilfe kommen. Wir fürchten, daß diese Kredite ebenso für Wucherzinsen flüssig gemacht werden, wie auch die Finanzierung der Agrarreform im ganzen Lande und die letzte Hungeraktion in Bessarabien nur für einzelne privilegierte Großbanken glänzende Profitmöglichkeiten sicherte.

Es würde zu weit führen, die Details aller dieser Wuchergeschäfte auseinanderzusetzen; ich begnüge mich wieder einmal damit, die trockenen statistischen Daten über die Auswanderung vor Augen zu halten. In die Vereinigten Staaten wanderten im verflossenen Jahre allein 2961 (davon 2034 aus Siebenbürgen) aus, nach Kanada 1019 (508 aus Siebenbürgen), nach Argentinien 537 (394 aus Siebenbürgen), nach Brasilien 14.661 (11.100 aus Bessarabien und 2703 aus Siebenbürgen!), nach Palästina 1825 (1108 aus Siebenbürgen und 383 aus Bessarabien).

Diese Daten sprechen für sich selbst! Die Zehntausende, die außerdem illegal über See fuhren, die Tatsache, daß in erster Reihe die Bauernbevölkerung Bessarabiens und Siebenbürgens den Leidensweg der Auswanderung antreten muß, sprechen mehr von der nationalen Unterdrückung und wirtschaftlichen Not als ganze Bibliotheken. Kein Wirtschaftsprogramm des jetzigen Regimes kann hier Hilfe bringen, keine neue Taktik die Wirtschaftskrise aus der Welt schaffen; vor allem muß das heutige System der unbeschränkten Ausbeutung und des Wuchers gründlich abgebaut werden.

Transilvanicus

PARTIE ALBANAISE

Qën' i terbuem

Kuer vjen vapa e të nxehtit në Shqypni, është adet m'u ruejtë prej qejve kasapësh, që me gojë haptë e të zgjidhur, të lëshuem rrugash lirisht, prej tjet e vapes terbohën e kafshojn per dekë kë hasin.

Kështu po ndodhë edhe me begun e Mates: i ndryem mrënda kater murevet, i rrethuem vehtëm prej mercenarsh, i lanun vehtun në trathinë e tij, e ká kapë friga aq, sá s'i shef tjtare rrugë pështimi vedit, vec se me vrá të gjith kundershárt e tij, a ma mirë me thanë të gjith krént e shqyptárvet patriot, pse në listë të shqyptárvet s'munt të vëhet ajo pakicë hajdutësh, mercenarësh e trathorësh që e rrethojn.

Muejt e nxeht që po afrohen, populli i dispruem që po zgjohet, nacionalistët që po bashkohen, e disá simptome të segurta që profecojn marimin e rregimit matjanë. Jan tuj e shtue terbimin e tij.

Ahmeti s'është ma aj gjaksori i pa-skrupel, që me gjakftohësi e me sistem rregullote nepermjet të klyshavet të tij vrasjet e patriotet; Ahmeti është sot një qën' terbuem, që s'ká kohë per të pritë: si vampirë sidhen klyshat e tij tuj marrë mrapa krént e nacionalistëvet. Baltjon Stamolla mushë gjepat me arë udhton prej gjyrtëti në gjyrtet tuj kerkue viktima; organizuesi kriminal i Ahmetit Saraçi, ban udhtime zyrtare nepermjet t'Italis në Tiranë, tuj rregullote atentatet, — por kot, pse terbimi i tyne e ká bjerrë pustllën, klyshavet po i dridhet dora, e organizimi i Saraçit s'po ecë ma: udhtimet e tia janë të kota.

E ja provat: Para disá kohet udhtoj organizatorit kriminal i Ahmetit, Çatin Saraçi, prej Vjenet, neper Bari e Brindisi në Tiranë; kthej prej Tirane prap neper Bari e Brindisi, mushë me urdhnavrasje e perciellun mshehtas prej një rethit gjaksorësh që do të vëshin urdhnat në zbatim. Lëshue në shpinë klyshat e Ahmetit, organizuesi kriminal Saraçi, u ndalue n'Abazia, per të pritë, zbatimin e krimevet, por kot, pse të gjith organizimi i tij bani bankrot.

Në Brindisi u duk një dialë prej Leskoviku që kish dishir shumë m'u pá me Qazim Koculin, kje kapë me kohë e ju xunë një revolvert e kater duzina fushikë; në Zara, u duk një farë Ndue Krajet prej Shkodret, që kesh ardhë me vrá Mustafa Krujen, fjalët që i tha atyne që kish besim s'lanë dyshim as per gellimin e tij, as se prej kuj ish çue, i paditun në polici iku prej Zaret e s'dihet se ku gjindet; do fëtyra tjera t'errta duken e shduken neper Vjenë e tjera gjyrtete t'Europes tuj kerkue Fan Nolin etjerë kryetarë patriot; të gjitha këto plane t'Ahmetit me Saraçin shkune bosh, ç'ka është ma teper veçse edhe aty ku ndo'j klysh po munt t'i afrohet aumiqvet t'Ahmetit, dora po i dridhet e pushka po i shkon kot.

Pak dit mbasi ktheu Saraçi prej Tirane, e kaloi neper Itali, një klysh — ëmni t'Hasan Merkoçi — ju lshue në shpinë patriotit të permendum Major Shefqet Korçes: tri herë qiti në të por kot, pse Shefqeti i jonë pështoj!

Është Shefqet Korça aj nacionalist i permendum që kje ner ma të parët me i çilë luftë Ahmetit mrendë në partin popullore; ky e parapá qysh me kohë rrugen që do të merre Ahmeti edhe e pat

shá Ahmetin para të gjith shokvet të partis, Ahmeti kje poshtu ne aherë para të gjith shokvet, porsi si e poshter që është uli krye e s'bani zã; mbas pak ditsh kje tuj krisë lufta mrendë në Tiranë, tuj këndë që Ahmeti, Kryeminister dhe si Minister i Mbrendshem, e t'atvoj Major Shefqet Korçen prej Komandes të Pergjithshme të Gjendarnesit, jo per tjtare po pse ky i ndalonte rrugen e mrapshtë që do të merre; Majori u largue mbas lutjevet të shokvet të tij, per mos të derdh gjak mrendë në kryegjyrtet, e ç'm'at dit Ahmeti muer rrugen diktatoriale-trathore.

Në revolucionin e Qershorit 1924, Shefqet Korça, tuj lanë në njenje anë polemikat e partizanis, u vue në shërbim të revolucionit, e kje një ner komandant ma me randsi në luftimet e Juges; mbas fitimit të revolucionit u mbajtë modest si i kish hije një ushtarit që kish leutue per idë e jo per tjtare; kuer ushtria jugoslave e mercenaret e Ahmetit ju afrane kufinit, Shefqeti duel ner ma të parët në ballë të luftes e kje ner ma të mramët me lanë Tri anen; në mergim u vue në shërbim të Nacionalismës, tu jsherbye gjithënjë me një aktivitet u urtësi shembëll.

Prej një veprimet, të tillë prá plot aktivitet, burri e patriotismë, nacionalist shqyptarë shofin në Shefqet Korçen një ner luftarët má në shej per librimin e tiranis trathtare të begut të Mates; nacionalist të gjith gëzohen prá sot per pështimin e tij e i çojnë urimet e tija per një jetë të giatë e plot yjallesi në shërbim të revolucionit: me këto bashkohen edhe bashkëpunëtorët e Federacionit Balkanik.

Të vím edhe j herë te organizatorët e këtyne atentatet: te qën'i terbuem e te klyshat e tij e te masat që duhet marrë per t'i vue këto qëj ner hekra.

Pik s'pari duhet konstatue se është ky i pari atentat që bëhet prej Ahmetit e që shkon bosh: pá dashit me kenë supersticios prá, është ky pështim i Shefqet Korçes një shëj i mirë per nacionalismen shqyptare, rrota e fatit po fillon m'u siedhë kundra tiranit-trathtuer matjanë; ashtu edhe iyi pjesë e atentatorëtëvet të tjerë kjene xanë e shtá në haps; per Ahmetin e organizatatën kriminele Saraçi-Stambolla & Cie. është kjo ditë një ditë e zezë, qer nacionalismen shqyptare një ditë gëzimi.

Posë kësaj, këto atentate bosh provojn edhe se Ahmeti e Saraçi e kan hupë pustllën e se klyshavet ju ka hi lepri në bark.

Por, gjith tthënjë duhet pasë para sysh se qëni i terbuem e këlyshat, s'i shofin tjtare pështim vehtes veç se me vrá mbas shpine të gjith krént e nacionalismes, atentatet gjithnjë do të vijojnë, e bjerrjet t'ona nen rregimin e pergjakëshem t'Ahmetit janë aq të mëdhaja, sa është një detyrë shëjte naj Atdhën, per të gjith krént nacionalist shqyptarë m'u ruejtë.

Roja, s'do me thanë me lanë punen mangut; jó, veprimet e nacionalistëvet revolucionar shqyptar do të jenë sot má të gjalla se kurr; këto veprime duhet të kenë per basë besimin në vehte, duhet që të kuptojn një herë e mirë se ajo pjesë qi e thret vehten „bota e kulturume“ s'xënë kryet aspak per vrasjet e nacionalistëvet revolucioner shqyptarë, perfaqesuesët e asaj botë hán buk ne një sofer e i shterngojn doren e pergjakun gjaksorit, mjaft që prej kësaj

дорé gjaksori të marrin nenshkrimin për ndo'j koncesion a për ndo'j pjesë toke shqyptare.

Mos të harrojm se kriminelitë incendiarë, vrasesi i Luigj Gurakuqit, Baltion Stambolla, kje falë prej gjyqit t'Italis e se Luigj Gurakuqi kje barabasue me... Essad Pashen!

Mos të harrojm se me gjak Luigj Gurakuqit, Qeveria italiane bleu prej vrasesit, Ahmet Zogut, koncesionin e Bankes e të Huas Kombetare, po ato koncesione që po e çojn shtetin në shkaterrim.

Mos të harrojm se bash ky Baltion Stambolla kryetari i organizates kriminele, që ka për fill zhdukjen e krënvet të nacinialismes, shetit lirisht neper Europë, i ndimnem e i mprojtur me letra diplomatike.

Prá, mos të shpnesojm kot ner pallavrat e drejtësis t'vetë- quëtënese „botes së kulturume“, gjyqet e kësaj botë pergjithësisht së janë t'jetër sot, porë lamë spekulacioni për të robnuë ekonomikerisht e politikisht popujt e vogjel.

Këto lojë mbi popujt të vogjel, ndima e liria që i nepet prej qeverinavet imperialiste gjaksorvet e hajdutëvet, tuj i usufrukute këto vrasje, duhet të na çelin syt një herë e mirë tuj na lidhë top në një program: tash luftë kundra Ahmet Zogut e klasit feodal që e mbajn në fuqi, mba vonë një lidhje të shndoshtë me popujt e Balkanit, për të mprojtë vehten kundra të gjith atyne rrjedhjevet imperialiste që donë t'a bajnë Balkanin lamë luftë nermjet të popujvet të tyre, për me profitue prej këtyne grindjevet e me shtri doren mbi pasurin e tyre e me i robnuë.

Besim të këm në vehte si shqyptar që dom të miren e popullit shqyptar, e besim të këm në lidhjen e të gjith popujvet të Balkanit, si në të vetmen zgjidhje të çeshtjes së Shqypnis veçanerisht, e të çeshtjes së Balkanit pergjithësisht, ku popujt e tij gjinden po n'at gjëndje të shkretë e të tmerume si populli shqyptar.

Brindisi, Prill

Nji ushtar

PARTIE BULGARE

Ромжнската олигархия и вџпроса за емиграцијата в Добруджа

Политиката на ромжнската олигархия в Добруджа е насочена кџм ограбването на селяните, експлоатацијата на работниците, изгонването на националните малцинства и колонизацијата на ромжн. Тази политика ја води близо половин век. Още в 1878 година, когато северна Добруджа беше дадена на Ромжн, та започна да ја прокарва системно. Ромжнската дрџжава отне всички земи, които принадлежеха на дрџжавата и султана. От тия земи та образува поземлен фонд. Кџм фонда бежа прибавени и земите на принудените да се иселят в Турција мухамедани како и тия на емигриралите в Бџлгарија бџлгари. И на местото на тџх, правителството започна да настанява ромжн от стара Ромжн. На тџх то даваше земя, инвентар, добитџк. Вследствие на тая политика, кџм 1911 година околу 55% от населението в северна Добруджа бежа ромжн. В 1913 година кџм нея беше присџединена јужна Добруджа-квадрилатера, кџдето при едно население от 290 хиљади души, главно бџлгари и турци, имаше само 6000 ромжн. В целата Добруджа преди световната война, при население околу един милион души, ромжните сџставляваха 33% до 34%.

След присџединението на јужна Добруджа, ромжнската олигархия продџжи още по-усилено тая своја политика. Населението беше подложено на голема експлоатација, разни реквизиции, ангажира, административен терор, преследване и избиване на по-сџбудените хора, с една реч Добруджа, по подобие на Бесарабија, беше преврџната в една африканска колонија. Вџн от това, ромжнската олигархия правеше всичко вџзможно за да отнеме земите на селяните, да ги пролетаризира и да ги принуди да се иселят.

В един от последните броеве на нашия вестник, ние обстојно говорихме за ограбването на земите от населението в Добруджа, настанявањето там на колонисти от стара Ромжн и Македонија и за денационалистичката и асимилациона политика, която то прокарва. Тџк ще се спрем на още един способ на правителството да измени етническиј карактер на тая страна: емиграцијата на селяни и работници за јужна Америка.

Како истџкнахме и по-горе, вџпросџт за емигрирането от Добруджа на бџлгари и турци не е нов. Но сега тој приема друга форма. Бџлгари и турци не се иселят вече в Турција и Бџлгарија, зашто знајат, че в тия две страни место за тџх нема. В сџгласие с разните транспортни капиталистически компании то подмамува бџлгарското и турско бедно население да напуште страната и да отиде да си тџреп „џастието“ в јужна Америка. Интересџт, којто ромжнското правителство проявља в емигрирането на добруджанци, произтича от стремлението му да измени етническиј карактер на страната, да се освободи от един такџв револуционен елемент, какџвто могат да бџдат работниците, безимотните и малоимотните селяни, да настанат там колонисти, којто то смета, че џе поддрџат неговата политическа и реакционна политика, а освен това да даде вџзможност на местни и чуждестрани бурџуа да изсмукат и останалите в тџх живини сокове. Местни бурџуа, алчни за пари адвокати и корумпирани интелегенти и селяни — всички агенти на правителството и трансатлантисеските компании, печелят пари, взети от емигрантите, а компаниите џе експлоатират труда им до като те сџ живи....

Тови сџюз на експлоататорите дава за тџх добри резултати. Бедните селяни и работници се улавят на вџдизата, којто им пускат. Работата по изпрацането им става по следнија начин: Трансатлантисеската компания, којто има своето седалище в Сан Пауло, има свој клон, за цела Ромжн в Букурџ. Негов директор е Џорџ Галутер. Тази компания има свои официални агенти в всеки окрџл. Техната задача е да рекрутират емигранти. Преди обаче те да пристџпат кџм работа, разни неофициални агенти и разни бурџуазни и особено правителствени вестници прават пропаганда за емигриране в јужна Америка. Те

лџжат населението. Те му разправят, че в Бразилија имало многу свободна земя; на всеки семејство џе се дава колкото земя иска за обработване; всеки џе може да се настанат кџдето полска; до 10 години емигрантите џе дават 90% от произведенијата в натура, а след това џе станат собственици на земјата, којто обработват (ако, разбира се до това време доживеат); на всеки емигрант џе се даде безплатно жив и мџргав инвентар; џе им се построят жилища и џе им се уредџт училища и курсеви по модерно земледелие; џе получат, в нај-скоро време, бразилско поданство, че там климатџт бил здрав и изобщо обещават им едва ли не небесен рай.

За да бџде пропагандата им по-ефикасна, те ангаџират местни селяни, и испрацат ги в Бразилија и след като престојат там два—три месеци, при изгодни условија, врџќат ги обратно в Добруджа, за да разправят на добруджанската беднотија за хубостви на тая страна. След като по тој начин почвата се подготви, компанијата пуска в ход своите разнообразни официални агенти. И те, на рџка с разрешението на ромжнското министерство на труда от 16 ноември 1925 година, под Н-р 20.385, по силата на којто представителите на трансатлантисеската компания „Џорџ Галутер и Г. Балкански имат право да рекрутират емигранти между селяните и работниците от разните националности, но не и ромжн“, записват желяуџи да заминат за „обетованата земя“. Те заставајт подмамените селяни да подпишват договори, от којто не могат в никој случај да се освободат. От записаниите, компаниите агенти вземат по 2500 леи на човек, от којто 1000 леи за пасапорт (таксата за пасапорт в Ромжн е 128 леи) 1000 леи за пџт и храна до С. Пауло (?) и 500 леи вџзнаграждение за двамата адвокати, којто са били наговорени от правителството „да се гриџат за снабдувајт емигрантите с паспорти“. До колко ромжнската олигархия е заинтересувана в емигрирането на добруджанските селяни и работници се вџжда от факта, че префектурата в Добрич официално с окрџжно Н-р 5038 уведомява всички общини, че само трансатлантисеската компания има право да вербува емигранти за Бразилија и им заповедва „да улесняват нейните агенти в работата им“. При това префектурата не забравя да сџбџци, че положението в Бразилија било добро. Вследствие на тая пропаганда многу селяни са се подмамили и са се записали за да емигрират за Бразилија. Пропагандата още продџлџава. Сроќџт за записване, којто е бил до 1 Март, сега е продџлџен до 1 Јуни, зашто „имало многу желяуџи да заминат за Бразилија“...

Тая пропаганда не се ограничава само в Добруджа. Та се води и в Бесарабија и в Трансилванија. Особено в Бесарабија тая намира благоприятна почва. Там населението пџшка под нај-сџвиреп режим. Процџт в Кишнев показва под какџв политически, административен и икономически гнет живее целото население там. А и поради лошата реколта през последните две години, многу селяни сџ били подмамени от агентите на компанијата и правителството. До сега са били отпџтували 2000 души. Записани са били да заминат през летото 6000 души. Обаче, и тџк селяните и работниците почват да вџждат, че те ставајт жертва на капиталистическата алчност и на правителствената реакција. (Сџщото неџо стана и в Бџлгарија: преди 4—5 години бежа подмамени околу 8000 души бџлгарски селяни и работници, от сџцата компания, при сџдџествението на брата на сџцата Балкански, сам добруджанец, заминуаха, за Бразилија, кџдето мнозина намериха својата смџрт.)

Вџпросџт за емигрирането на добруджански селяни и работници за Бразилија е бил внесен на разглеждане от представители на селската партија в земледелеските камари в Добруджа. Те са искали да се спре това мошеничество, за да се спасят селяните и работниците от смџрт и безбожна експлоатација. Вносителите на интерпелациите не са пропустнали да раскријат в случај истинските намеренија на олигархијата: денационализирането на Добруджа. Обаче сџмнително е дали те џе успеат, зашто в природата на олигархијата е да си служи и с това средство за да постигне својата цел: денационализирането на Добруджа.

Н. Калинка

Петр Чаулев

(По случай процеса на неговия убиец)

II

По-нататък, неговия интернационализъм, от задружното действие на угнетените националности, водещи революционна борба за своето национално обединение, се развива в задружно действие на всички угнетени националности и класи. В едно писмо, отправено до илинденци, изтръгнато и заловено от неговите противници по един провокаторски начин, той не се стеснява да им заявя, че успеха на македонската национално-освободителна борба ще бъде сигурен, само когато тя има и подкрепата на сръбските и гръцки комунисти... И най-сетне, интернационализма на П. Чаулев доби своя окончателен израз на една все-странно развита политическа програма, с всичките ѝ социално-политически анализи и консеквенции, в Манифеста от 6 Май 1924 г., изработен при негово непосредствено участие, който бе подписан от целия Ц. К. на В. М. Р. О., по негово настояване публикуван и разпръснат в Македония най-напред от него.

Заради този манифест, заради упоритата си настойчивост да остане верен на неговите идеи, които откриваха нови ободряващи перспективи за македонската революционна борба; заради желанието си на всяка цена да обедини македонското движение в един единен революционен фронт, който да стане ядрото на общо-балканския революционен фронт за извоюване свободата на всички балкански народи, в това число и на македонския, чрез Балканската Федерация — той влезе в решителна борба с българо-македонския фашизъм, жертва на който най-сетне стана сам той.

Излекуван окончателно от „бесния национализъм“, на който той служи от 1898 г. до 1919 год., окрилян с новите разбирания за Балканския Федерализъм и общо-человеческия интернационализъм, които му откриваха не само нови средства и методи за борба, но и мощна вера за успеха на тая борба, без каквато и да било чужда, външна помощ — спомнете си думите му: „само трите организации са достатъчни да разбият Сърбия!“ — той легаше и ставаше с мечтата по-скоро да влезе в Македония, за да окуражи народа, да го вдигне на нова борба. Във всичките си писма той бълнуваше само за това.

Тия дни се нагласява вече албанският кабинет, пише той още на 5. Февруари 1924 г. Какъвто и да бъде той, аз ще се мъча да мина отатък.“

„Ще сдъхия ли отатък на наша земя? ... Станал съм много интересен! Просто съм се преродил. Легам и ставам и само за това бълнувам, като че съм малко дете. Ще се кача ли на един от нашите върхове? Ще прибера ли около себе си онова, което с нетърпение ме чакат? — Тогава ще видят и ония, които бързат да ме погребят, не „мъртвите възкръсват!“ Впрочем, продължава Чаулев по-нататък, те и сега вече чувствуват, че мъртвите отдавна са възкръснали, защото откаж разбраха за балканските и международни връзки, които аз успех да установя за предстоящата македонска революционна борба, те сами побързаха да изпратят специални делегации, за да влезат в същия път. Непо повече, те се убедиха, че без „мъртвите“ не може, защото те отдавна са изпели своята песен.“

„Днес войводи и четници една песен им пеят: „без него не може“, па и аз самия днес казвам, че без мене не може, защото всичките им опити доказаха това.“

Желанието му да влезе по-скоро в Македония, обаче се възпира от другарите му (Александров и Протогеров), които започнали да се „изменяват“, „да се сжбуждат“ (писмо от 7. Март 1924). „Другарите ми се мъчат да се разберат с мене. В интереса на делото е да се разберем. Ще видите края, само търпение.“ „Тем не остава друго, освен те да дойдат при мене или сами по себе си да пропаднат. С бързи крачки те вървят. Сега аз ще бъда голем престъжник, ако не влезна вътре, откъдето ще мога да говоря. Вън от това, с влизанието ми ще се сгрупираат всички недоволни елементи и от другите нации, особено албанци и черногорци. Ето защо направи всичко пред Х. аз да мина!“

Когато, обаче, всичко е готово Чаулев да влезе в Македония в края на м. Март, при него идват от Виена делегата на В. М. Р. О. Д. Влахов и от България сам Александров и Протогеров. По техни настояване той се връща, заедно с тях в Виена, поставя ги в контакт с представителите на другите македонски организации и национални групи, убеждава ги да възприемат неговата интернационална федералистична платформа; подписват заедно декларацията на принципите, протокола за обединението на макед. революционното движение и манифеста към макед. народ от 6. Май 1924 г., основава заедно с тях новия орган на общата балканска борба в „Балканска Федерация и в пълна увереност, че борбата се поддържа със сили и пълно единодушие, връща се в Македония за да оповести на македонския народ новата ориентация на македонското революционно движение с манифеста от 6. Май 1924 г.

Останалото е известно. „Безстрашните“ революционери — двамата негови колеги от Ц. К. на В. М. Р. О. — завърнали се в България и попаднали под угрози на фашистската българска реакция, се изплашват. Те побързват да се откажат от Христа, преди петлите да пропеят трети път. Александров,

въпреки това, пада убит от зле замаскирания заговор на българската военна лига с неговите най-близки сподвижници. След това биват избити от засада по-големата част от тия сподвижници. А за да се маскират още по-добре истинските автори на това нечувано политическо самоубийство, избиват се още около 200 души македонски, комунистически и земеделски дейци, като се сжчинява легендата, че писпираторите на Александровото убийство — това сж Чаулев, Влахов, Харлаков във Виена, които в сжгласие с българските комунисти и антикомунистите Алеко Василев и полковник Атанасов, под влиянието на болшевиките и III интернационал „фалшифицирали“ подписите на Александрова и Протогера под манифеста от 6 Май и наредили убийството на Александрова.

И на 13 Септември 1924 г., Генерал Протогеров, сжс специално комунике, като оповестява *urbi et orbi*, че всъщност на вакантния престол, освободен от група на Александрова — ни лук ял, ни на лук мирисал, сжобщава, че непосредствените убийци на Александрова сж наказани вече сжс смърт. И сжщата вечер (13. Септ. 1924) бърза да оповести, чрез чехо-словашкия кореспондент на „Народни Листи“ г-н Владимир Сис, „че за фалшифицирането на неговия и Александровия подпис във Виена от бившия български консул във Виена Влахов и Чаулев, те, както и комуниста Харлаков, който бил главната връзка между Москва и федералистите, сж осъдени на смърт“. („Народни Листи“ от 25. Септ. 1924 г. Прага.)

Убийци беха изпратени веднага за изпълнението наредбата на Генерал Протогеров и на 25. Декември 1924 г., един от тях, некой си Стефанов, успе да изпълни пълнелата заповед, като повали в Милано, с пет револверни изстрела 26-годишния македонски революционер, любимец на македонското население от западна Македония и на албанците от Косово и сегашна Албания — Петр Чаулева...

Убиецът имал нахалността да прикрива наемническата си роля с „ненавистта си към Чаулев, като лидер на федералистите“. Стова той нема да заблуди никого, защото цел свет знае, че Петр Чаулев, сжс своето 26 годишна революционна дейност, а още по-вече сжс своето сжвършено ново федералистическо знаме, току що развето, не бе в състояние да възбуди ненавист у никого, освен у ония само, които неможеха да останат спокойни от неговата популярност и авторитет между македонци, албанци и черногорци и които, поради желанието си да се натрапят узурпаторски за самозвани шефове на В. М. Р. О., немаха друго средство, освен подло да го убият.

Те успеха да повалят телото на Чаулева, но идеите на Чаулевия манифест от 6 Май, неговото ново федералистическо знаме немогат и нема никога да повалят. То е вече подието от нова плеада смели и честни революционери, от целия македонски народ, от неговите бъдещи поколения, защото в него е спасението не само на македонския, но и на всички балкански народи!

Те убиха организатора, войводата, революционера Чаулев; те убиха единичкия писател и повествовател на епичните революционни борби на македонския роб, но федералиста, интернационалиста Чаулев, който посочи на македонския и на всички погиснати балкански народи пътя на единния македонски и общо-балкански революционен фронт; който посочи задружната борба на всички угнетени нации и класи против балканския и европейски империализъм, като единичко средство за освобождението на балканските народи и за осъществяването на техната национална политическа и икономическа свобода в рамките на Балканска Федерация, те не можах да убият.

Това негово знаме

„... Над Балканами вее, —
И несет клич борьбы, месть и гром,
„Семя градущего сеет!
„Оно горит и ярко рдеет*),
„То наша кровь горит на нем,
„То кровь работников на нем!“

Това, окървавено сжс светлата алена кръв на Чаулева, Хаджи Димова, Паница, Буйнова, Йовкова и десетки хиляди македонци, български селяни и работници, знаме, ние подиемаме високо и нема да сложим оръжие до като не го забием над балканските републики, обединени в общата Балканска Федерация!

Това добре да се запомни!

Поклон пред сжжките жертви на Балканския Федерализъм! Снемете шапки пред праха на Чаулева! И заедно с неговия дух на колене пред сжжкия жертвеник на Балканската Федерация!

Spectator

За Балканската Федерация

I

Економическите пристанища и дебюшета

Една от причините за чести международни сжперничества и мъчнотии лежи в търсенето и притежаването на морски дебю-

*) Червенец

шета. Достъпът до море, до свободно море, представлява за една държава условие за нейната независимост.

Държави, заобиколени и притиснати от други такива, в економическо отношение твърде често зависят от тях съседни държави, освен, ако с разни конвенции те не са установили правото на свободен транзит и съобщения.

Тия въпроси са заемали винаги първо място на Балканския полуостров. Още преди прекрояването на политическата карта след последната война, положението на Сърбия, която беше притисната между Турция, България и Австро-Унгарската монархия, беше един източник на конфликти. Сърбия не беше свободна да изнася своите произведения; всички си спомняме за маневрите и постъпките на императорската австро-унгарска митница, нейното умело и лицемерно използване предохранителните и хигиенически мерки за спиране износа на сръбския добитък.

Сърбия, много естествено, търсеше дебуче на Адриатическото море, обаче австро-унгарската дипломатия зорко следеше това и анексирането на Босна и Херцеговина от страна на Австрия, тласна Сърбия към Белото море, от където се породи сръбско-българския конфликт, поддържан от централните сили. Сърбия разочарована в своите адриатически амбиции, насочи погледите си към Вардара и Македония.

България, от своя страна, беше ангажирана своята политика за получаване четири морски прозореца: на Белото, Мраморното, Черното и Адриатическото морета. Това беше програмата на велико-българския империализъм, който, обаче, бе обуздан в Парижкия конгрес.

Световната война се яви за да увеличи тия мъчнотии. Югославия, сливайки на адриатическото крайбрежие, неминуемо се сблъска с Италия; изникнаха въпросите за Фиуме, Зара, Спалато, Рагуза — това е така наречения далматински въпрос.

Италия, обаче, недоверчиво следи дебучето на Адриатическото море и Отранския канал — това е валонския въпрос и албанската проблема.

Стремлението на Гърция за разширение чак до западна Тракия изпревва Гърция срещу Югославия, която иска да има дебуче на Белото море — това е проблемата за Солун.

Най-сетне България пожегвана, разпокъсана и разгромена иска да има на Белото море едно търговско дебуче — Деде-Агач, понеже ти нема други пристанища на Черното море, което е едно затворено море, освен Варна и Бургаз.

Тая, макар и малка скица, обаче, много ясно показва, колко е обширен и заплетен тоя въпрос.

Ако речем да проследим традиционните методи на европейските канцеларии, ще видим, че конфликтите са неразрешими. Нема дужда да искаме анексирането на разни територии, за да можем да се сдобием с морски дебучета.

Сегашната проблема се състои в това, да се потърси и види, в какъв економически размер могат да смегчат грубостта в чертанието на политическите разграничения.

Това са новите международни технически мерки, които социализма трябва да тури в ход, ако иска да възтържествува една политика на истински мир.

Балканския полуостров е един край, където търсенето на подобни разрешения се налага. Това са преди всичко: Статут за Солун, позволяващ на Югославия да използва това пристанище, без обаче да установи там един политически суверенитет, който в никой случай не би могъл да се обясни; Статут за Деде-Агач за българското търговско дебуче — ето два „невралгични“ пункта, които трябва да изчезнат.

Ясно е впрочем, че обсъждането на подобни разрешения, ще се улесни извънредно много чрез конституирането на една Балканска Федерация, която ще обедини в едно всички народи на полуострова.

Това старо социалистическо искане си остава винаги належащо, обаче не са сегашните правителства, които биха могли да го реализират.

Мирът и безопасността на Балканите, независимостта на балканските народи са възможни само при тия условия.

Жан Зиромски

Независимата Трудова Партия против белия терор в България

Лондон, Април

През текущия този месец от 4 до 6, неделя, понеделник и вторник, се състоят годишния конгрес на Независимата Трудова Партия (Labour Party).

Конгресът се занимава и с фашизма, който заплашва съществуването на демокрацията и по този случай той осъди белия терор в България.

Специално беше разгледан режимът на военната лига, който удави в кръв българския народ. Трѣбваше човек да присъствува на това събрание, за да може да има ясна представа за възмущението, което тоя кървав режим предизвика.

Ето как се развиха работите.

Секретаря на Независимата Трудова Партия, A. Jenner Brockway, прочете годишния доклад. В него се съдържаха една

резолюция, която Националният Съвет на Партията беше приел на 10 Април м. г. против фашистките правителства.

Тая резолюция гласи:

Националният Съвет на Независимата Трудова Партия изказва своята сърдечна симпатия към всички секции на работническото движение, които в Италия, Унгария, Полша и България страдат от преследванията на фашистките правителства. Той узна с ужас и възмущение за варварските методи, с които правителството на Цанков в България си служи против тях, които се противопоставят на неговата реакционна политика; той изказва надежда, че във всички страни, единството на всички работнически партии, ще възстанови в най-скоро време демократическата свобода и ще осигури възможността на индустриалните работници да работят.

Резолюцията, особено оная част, която осъжда българската реакция, беше демонстративно одобрена, с бурни ръкоплескания.

Заслужава да се отбележи, че резолюцията препоръчва единството на всички работнически партии за една ефикасна борба против правителствата на фашисткия терор. И наистина, общезвестно е, че разединението на работническите и демократически сили, ползува само тия правителства.

Ако обединението на работническите сили или просто на анти-фашистките сили е една необходимост за западно-европейските страни, то е още по-необходимо, то е един свещен и поведителен дълг за Балканите, където реакцията и белия терор свирепствуват по най-варварски начин.

Преди да завърши, нека отбележа един доста интересен инцидент.

Между присъстващите в залата се намираше жалкия г. Чичовски. Знае се, че тоя господин минава за социалдемократ. Това, обаче, не му пречи да приеме и да изпълнява с усърдие безчестната роля на защитник на Панковия режим. Той е директор на пресата при българската легация в Лондон и в това си качество той не само търси начини за да прикрие и оправдае страшните престъпления, извършени от правителството на военната лига, като въжвежда в заблуджение английския печат, но той още дирижира една мръсна и клеветническа кампания против всички ония, които изобличават ужасите на българския терор.

Така, г-жа Малон, като забележа неговото присъствие в залата, срашно се възбуди. Демаскирайки тоя лъжливи социалдемократ, тя публично постави въпроса, в качеството на какъв тоя лакей на военната лига присъствува на конгреса.

Всеки може да си представи смущението на тоя мерзавец! Той би дал всичко, само и само да би могъл да се избави от пълните с презрение и възмущение погледи, които от всички страни се отправяха към него.

Делегатите и присъстващите успокоиха г-жа Малон, като заявиха публично, че г. Чичовски присъствува в залата само като представител на пресата...

Ch. Martin

Югославянска или Балканска Федерация

Често днес на революционния лозунг, издигнат от потиснатите народи и класи на Балканите — за балканска федерация, някои се стараят да противопоставят този за югославянска федерация.

В тази статия, до колкото ни позволява местото, ние ще се помъжим да разгледаме и обясним политическия смисъл на тези две формули.

Под югославянска федерация трябва да се разбира съюзяването на всички южни славяни, т. е. на народите, които днес влизат в границите на днешна Югославия: хървати, сърби, словенци и черногорци, заедно с българите и македонците в една съставна държава, в която отделните, свободни, национални политически единици запазват своята по-голема или по-малка автономност.

Това е, така да се каже, теоретическата формула на югославянската федерация. Преведено днес на конкретен политически език, това ще рече федерация на днешна Югославия с България. За такъва федерация днес се приказва и има среди които я поддържат, но ние нема да се занимаваме с нея, защото е ясно, че това нема да бъде федерация на южните славяни, а съюз между сръбските хегемонисти в днешна Югославия с българския национализъм. Тъй щото под югосл. федерация ние ще разбираме съюза на свободните южно славянски народи, обособени в автономни политически единици.

Днес, обаче такива свободно обособени и автономни национални политически единици на южно-славянските народи ние немаме. Днес хърватския, словенския и черногорския народи пъкшат под иго на сръбската хегемонистична диктатура в Югославия. Македонските славяни пък са разпокъсани и разделени между Сърбия, Гърция и България и дори на тех днес се отрича правото да говорят на своя език и да носят името си.

Ще трябва преди всичко, да се създадат национални автономни политически единици, а след това да се помисли за техното федериране. Пита се, как ще се създадат такива?

Да се мисли, че господствующите днес политически и обществени фактори в двете южнославянски държави — Югославия и България са в състояние да направят това, ще рече да се плаши даяк на една голема политическа наивност.

Кой би допуснал, че сръбските газди, милитаристи и шовинисти ще се съгласят некога да се откажат от долината на Вардара за в полза на свободния и автономен македонски народ? Това би било наистина едно големо чудо.

Е добре. От историята ние знаем, че подобни, големи, политически преобразувания се явяват в резултат не на декрети и царски укази, не по милост и благоволение, а на големи революционни народни раздвижвания и упорити борби. Народите не придобиват своите свободи даром и по благоволения на своите непосредствени угнетители, а ги извоюват със своята борба, със своя напор и с притискане здраво до стената на угнетителите.

Но единствените революционни сили, които днес навсекаде водят борбата против националния, политически и економически гнет, това са работниците и селяните.

Следователно само под напора на борбата на селяните и работниците, които съставляват грамадната част от населението на Балкана, ще може да се осъществи принципа на свободното самоопределение на народите и техното федериране.

Но тогава изпква въпроса: защо хърватските, сръбските, българските, македонските и др. южнославянски селяни и работници ще се борят за изграждането именно на една югославянска, а не на балканска федерация?

Какви преимущества носи югосл. федерация и как би могла тя да се реализира?

Привежда се обикновено довода, че близостта на езика и бита на южните славяни, ще изиграе решителна роля за техното сближение и федериране. Но това е едно идеалистично и несериозно гледане на нещата, което нема нищо общо с днешната политическа действителност.

Тези идеалистически формули за племе и раса се използват днес само от господствующите капиталистически клики, за да прикрият завоевателните си домогвания. Всеки знае, че зад панславизма на царска Русия и зад пангерманизма на немските юнкери, се криеха техните големи завоевателни апетити.

За никого не е тайна, че формулата за югосл. федерация, за обединение на южното славянство в едно цело, е такъва на най-силната днес югославянска държава — Югославия, която искусно прикрива под нея своите домогвания за Солун и за господство над Балканския полуостров.

Но тук се явява въпроса — как би могла да се реализира днес една югосл. федерация? От който пак следват други въпроси — например, този за начина, по който би могло да се постигне освободението на македонските славяни под Гръцко, на тъй наречената гръцка Македония и на българите славяни в Добруджа под Ромъния за да им се даде възможност да се обединят и влезнат в федерацията? Много просто. Ще трябва да се отвори война на Гърция и Ромъния, за да се истръгне свободата на поробените славяни. Но кой ще води тази война, в чий интерес ще се води тя, каква федерация ще има в резултат на една подобна война и какъв мир тогава ще се създаде на Балкана? Ето въпроси, отговорите на които скъсем не са благоприятни за идеята на една югосл. федерация.

Много ясно е, че югославянската федерация не може да бъде идеал на трудящите се и демократични елементи в южното славянство.

Но югосл. федерация не само националните въпроси на Балканите не може да разреши, но също така и много други политически и економически проблеми. Големия въпрос за владението и използването на морските излази — на Солун и беломорския брег, на Черното море, Дунава и Адриатика си остава открит. Но най-важния проблем — мира на Балканите, не само не се решава, но се усложнява много с факта на изолирането на другите две балкански държави — Гърция и Ромъния, които в лицето на югосл. федерация ще виждат един свой могъщ и опасен враг.

Ето защо трудящите се маси и прогресивните и демократични сили на Балканите издигат лозунга не за югославянска,

а за балканска федерация. На същото основание и огнетения и разпокъсан македонски народ в братско единение с другите потиснати народи и класи на Балкана, също така се бори за независимост и балканска федерация.

В. Гр.

Анри Барбюс и Бесарабия

Съюза на бесарабските емигранти в Франция ни изпраща следната статия под заглавие: «Напразни усилия»:

«Анри Барбюс, добре известния в цел свет француски писател, на връщане от своето пътуване в Ромъния публикува в един парижки вестник една серия от статии върху сегашното положение в Бесарабия.

Това бе достатъчно за букурешките боляри, за да отпочнат срещу този «клеветник» един кръстоносен поход в колонията на полицейската и продажна преса. С присъщия им цинизм, те отричат, че в Бесарабия са настанени големи войсковы части, че националните малцинства там са огнетявани и че нещастното население протестира и противостои с всички сили на полицейските насилия и обременителните данъци.

Съюза на бесарабските емигранти в Франция, който групира около себе си всички бесарабци, без разлика на политическо убеждение, след направената от него обективна преценка на статиите на Барбюс, възстава с всичките си сили срещу новото безсрамие на ромънската олигархия. Нещастното положение на нашата страна е вече привлекло вниманието на френското обществено мнение благодарение митингите на Лигата за правата на човека и гражданина, на Червената помощ и напоследък на Комитета за защита на жертвите на белия терор на Балканите.

Ние и нашите близки сами сме испитали терора и мъченията, на които са подложени не само националните малцинства, но и молдовското население и ние познаваме много добре «кървавите изтжпления» и «дивия режим», който според мнението на «Универсул» съществуват само в болното въображение на Анри Барбюс. За съжаление, това са обикновени неща в нашата страна.

Ние, на които се отдаде да се отжрвем от тия ужаси, и които не сме дебнати на всеко къше на улицата от агентите на «сигуранцата», в отговор на букурешката клика заявяваме:

«Вие се приструвате, че не знаете нищо за садизма на ромънските воени? Е добре, процеса Морлареску не ви ли убеди достатъчно в това?»

Никога не сте били видели развални в Бесарабия? Елате проче да ги видите в Татар-Бунар, в Константиновка и в още толкова други села, изгорени и разрушени от вълната артилерия.

Вие не знаете за «мисълта за отмъщение», която се е загнездила в главата на всеки бесарабски селянин? Вие лажките, защото не сте дигнали обсадното положение от цели осем години откак сте окупирали Бесарабия.

Не сте знаели нищо за многото насилнически действия, на които е подложен един мирен народ? Но вие знаете за случая в града Сороки, където гражданите, извикани на обществения площад от коменданта, беха покосени от куршумите на картечиците. И това е само един измежду многото случаи.

Но, ако вие продължавате още да се преструвате, че не знаете това, което вече цела Европа знае, то ние ще се постараем да ви посочим с документи в ръце, числото на убийствата и мъченията през време на осемгодишния разбойнически режим, че ще ви напомним всички дивашки насилия и мъчения, на които сме били подложени.

Ние се считаме задължени да благодарим от всичкото си сърдце на всички француски граждани, които имаха добрината да разкрият пред общественото мнение положението в нашата нещастна страна и ние се надеваме, че е близък деня, когато произвеждането на един плебисцит в Бесарабия ще се наложи.

Този плебисцит е целта, към която се стремят всички бесарабци от нашия съюз. Това плаши ромънските боляри, защото те знаят, че изхода от народното допитване ще бъде една присъда за тях. А за нас, бесарабците, ще донесе свободна Бесарабия.»

PARTIE SERBE

Балканска федерация и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

Фердинанд Буисон

Председник Лиге Права Човекових. Рођен у Паризу 1841 год. Син судије у Сент-Етијену, завршио је гимназију у томе граду. Није се зтео запливати на верност коју је Царство тражило од својих чиновника. Отишао је у Швајцарску где је од 1866—1870 био наставник на Невшателској Академији. Већ од 1868 отпочео је борбу против протестантског као и против католичког клерикализма. У Септембру 1869. учествовао је на конгресу Мира и Слободе, који се одржио у Лозани

под председништвом Виктора Иго. Год. 1871. именован је школским надзорником у Паризу. Услед велике кампање клерикалцима био је опозван са тога места.

Изабран за посланика 1902 г., занимао се највише школским питањима. Био је председник комисије за оцењвање Прве и Државе, потпредседник комисије за Осигурања и Социјалне Скрби и комисије за Опште право гласа.

Члан од његовог постанка, Централног комитета Лиге Права Човекових, после смрти Фр. Пресенсе-а изабран је за председника овога комитета.

Драги Господине Барбис,

Ја сам послао Вашу реч Терни-у, и у место да ми је поврати натраг, он ми шаље копију онога што он пише Вама:*) могу само да поделим мишљење.

Захтев Македонаца је праведан очевидно, и о томе Вама није потребно наше мишљење. Ви тражите начине за његово остварење а да се не проузрокује рат. Да, пактови, изравнања међу балканским народима и једно решење: не рат него апел на Друштво Народа. Ако буде примљен, у толико боље. Ако се одгоди под овим или оним изговором, треба се повући, устегнути и затим се вратити поново на дело и захтевати од великих сила да испитају, одлуче и најзад увиде да је време да Друштво Народа интервенише.

Какав успех! Не само за несрећне Македонце, него и за све народе, па и за само Друштво Народа. Не усуђујем се да се надам. Друштво Народа нема још ауторитета, који му је потребан. Имаће га, кажу. Верујмо! Треба веровати у нешто, да не би изгубили веру у људски род.

Видите, да немам ништа нарочито да кажем, али не заборавајте да пишем аутору „Пожара“. Нека он говори, њега треба слушати.

Хиљаду пријатељских поздрава

Фердинанд Буисон

Анри Герни

Рођен 2 Новембра 1876 у Гизу. Учио лицеј у Лаону, затим Луја Великог у Паризу. На Сорбони је студирао литературу и филозофију. Ученик је Бутруа, Сеаја, Буисона. Професор је на школи Социјалних Наука.

Год. 1912 генерални секретар Лиге Права Човековића. Живо учествовао у кампањама, које су се разиле око афере Персена, Ратних Савета, процеса Кајоа и Малвија. Он је један од оних који су положили основе Интернационалне Федерације Права Човековића.

Тражите мој осећај о Македонији. Јасно је: нема мира на Балкану док се македонско питање не реши.

Ако се хоће да Македонци буду праведни према својим суседима треба поштовати закон правде најпре према њима самим.

Они траже да Македонија буде слободна. То је њихово право, и наша је дужност да им то право признамо.

Балканска Федерација је потребна. Види би у заблуди када би мислили да је она близу. Али пре него што се федерирају, Балканске државе би могле врло корисно, већ сада, стварати пактове сличне Локарнском, којима би се обвезале на решавање евентуалних кофликтата арбитражом.

Ово не би значило сигуран мир, али би значило вероватан мир. У сваком случају умањиле би се опасности рата, а зато је потребно употребити сва средства. Починмо тако, а после настаavimo.

Анри Герни

Корупција, сукоби и нове кризе

Буржоаска и наследна југословенска држава није запамтила мутнијег пролећа од овогодњињег. Цео живот носи карактер једне епохе која обично наступа после крвавих изгубљених ратова, и предзнаке дубоких потреса и народног револта. Распадање и криза државна, национална, морална. Последња одбрана и уточниште: власт силом, и против парламента, и против устава, и против народа. Палих карактера, помрачених савести и пољубаних ауторитета.

Данас у Југославији нема ниједног буржоаског политичара са снагом и моралним способностима истинског вође. Ниједне партије којој би слободан народ поклонно своје поверење. Ниједне могуће коалиције на бази идеје општег народног интереса. Пред народом су се компромитовали и онемогућили и појединци и партије и коалиције.

Ову боју дају политичком животу у Југославији сви многобројни политички догађаји прошлога месеца: пад Пашивеове владе, стварање у року од неколико дана двеју против уставних и против парламентарних влада Узунновићевих, раскид споразума између Радићеве и радикалне странке. Затим велике корупцијонашке афере: бегство сина двадесетогодишњег министра председника из земље због крађе државног новца, јавна борба двају шефова радикалне странке у вези са корупцијом и прошлим заједничким злочинима, корупција видних политичких личности, које су управљале најважнијим министарствима: народног новца, привреде, економије и просвете где су компромитовани и неки чланови Хрватске сељачке партије и т. д.

Шта значи ова огрезност у корупцији, компромитовање највећих међу највећима, издаја дојучерањих начела, кризе и цепања до сада великих и компактних буржоаских странака, крах коалиција, прибегавање насилним методама?

Ми не верујемо да је то последица превирања и надолазака нових енергија за обнову застареле реакције како то хоће да прикажу неки буржоаски новинари.

Ово пре значи да та реакција нема више подлоге за опстанак, да је одиграла своју историјску улогу, да су сви мостови између ње и народа покидани и да јој је једини начин да се одржи на власти: полицијски и војни апарат, партијски аранжмани из страха пред заједничком опасношћу и политичко-дипломатска интрига.

Извесно је, да један режим у овакој фази показује знаке општег труаости и сопственог распадања. Али је извесно и то да у таквим

*) Мало даље доносимо одговор Анри Герни-а.

времелима никада не треба снагу непријатеља потцењивати, да та времена редовно доводе земљу пред велике опасности и да је тада најпотребнија организација и брза револуционарна акција радничко-сељачких маса. Данас у Југославији, таква је акција потребнија више него икад.

Где је излаз из положаја у коме се налази Југославија? Само га могу наћи широке народне масе путем и правом, које им даје сила и револуција, против садање државне власти, јер га је та власт изневерила и окренула се против њега.

Да је ово једини излаз показује развратак државног и политичког живота у Југославији од почетка до данас, а последњих неколико владиних криза у такој мери, да је катастрофа неизбежна у земљи, ако народ не прибегне овоме средству у борби против узурпатора његових права и власти која припада само њему.

Сва важна државна и народна питања у Југославији од почетка, решавана су против народних интереса и без пристанка народа. Само уједињење извршено је без питања народа и силом. Затим основно питање, државна форма. О монархији народ није рекао ниједне речи, него је у њу окован вишом народом краља и радикалне владе. Централистички Видовдански Устав изгласан је делом силом а делом корупцијом и потлаћивањем народних посланика.

Од 1921 год. па даље, распуштањем Комунистичке партије и проглашењем Обзанае, онемогућена је и једина народна контрола у београдском парламенту. Тако нас је буржоаска мањина и дворско-милитаристичка клика несметано довела у положај у коме се данас налазимо.

Ниједна од државних и владиних криза а био их је добар број до сада, није решавана на слободним народним изборима и за народно се мишљење никада није питало. Све су се решавале у предсобљу двора или на клубским седницама.

На тај начин је донешена Обзана, тако је пала влада Давидовићева, тако је створен споразум између Радићеве и радикалне странке, без обзира дали је народ за такав споразум био или не, на такав начин је дошло и до раскида тог споразума и до изласка Радићева из владе.

У овој атмосфери одигравају се и последњи политички догађаји, у којима Пашив с једне стране а двор с друге врше своје задње маневре, да један од њих остане апсолутни господар ситуације у земљи. Досада је учињено ово: двор је успео да обори Пашива као министра, али не и као опасног противника. Кризу је по налогу двора отворио Радић на питању корупције. Међутим Пашив је успео да ново министарство образује један од његових најватренијих пристата у партији, Узунновић. Под пресијом Пашива Узунновић је изабацио Радића из владе и тако је постала нова Узунновићева влада без Радића. Пашив и Радић имали су да постигну ове циљеве: Радић је хтео да се приближи што више краљу и да ослаби Пашива с једне стране и с друге да демагошким начином покуша да се рехабилитира код хрватских сељака тиме што је отворорио кризу и постигао пад Пашивев баш на питању корупције. Пашив је хтео рушењем Радића да ослаби позицију двора и тако појача свој положај. Зато је хтео да Радић оде у опозицију и да га прогласи за бољшевика иако је тврдо уверен да он то није. Ово је Радић разумео. Зато је одмах сазвао страначки одбор 22. априла у Загребу где је одржао дугачак говор и изјавио, да је он и даље за споразум, за монархију, за централизам и да се његова странка не враћа бившем републиканском програму него да остаје верна краљу. Ово је у неколико био неуспех Пашивев. Зато је на другој страни хтео ослабити положај краља тиме што је изабацио Љубу Јовановића из радикалне партије и остао у њој једини шеф. Борба се и даље наставља. Без парламента, зауздано и неодговорно.

Велика криза у коју је држава доведена стварањем последњих двеју антипарламентарних влада (опозициона југословенска штампа их је назвала отвореним државним ударом) има исте узроке као и све досадање. Страсти, страх, интереси и сукоби југословенске буржоаске реакције одређени су увек једном полазном тачком, само је данас сва борба добила заоштренију форму и зато она мора довести до тежих последица.

Ако се остави решење ове кризе Радићевом и радикалном клубу онда можемо добити у скором времену или чисто војничку са краљем или Пашивем диктатуру, или поновно измирење и повратак Радића на власт што би значило нову победу Пашива и нову капитулацију Радића. Оба ова решења су у основи иста јер значе даље трајање реакције и учвршћење југословенске монархије.

Ако народ са свесним револуционарним елементима не остане индиферентан у овој политичкој игри, где се ради само о његовој кожи, као што је то до сада конзеквентно чинио, имаћемо грађански рат, који ће донети демократску федеративну републику и пад монархије. Разлика би била свакако огромна. Шта ће се одлучити тешко је предвидети. Али у сваком случају треба имати на уму стару истину потврђену вековним искуством људи: **Без крви нема слободе!**

М. Владимиров

Значај Вукашина Марковића

Балкан је једна од најтежих школа револуционарног васпитања. И зато нигде није потребније уздизати поједине светле примере револуционарне активности и револуционаре појединце као на Балкану. Сви ослободилачки револуционарни покрети у томе делу света носили су увек на себи теже или мање знакове болести елемената са којима су били у борби или оних

sredina gde su se ražali i formirali. To je bio rezultat neprekidnih sukoba i interesnih sfera različitih rasa, vera, nacija i država.

Balkanac, starosedeoć, živeo je vekovima kao rob turske države. Ropstvo ga je naložilo mržnjom prema osvajaču. I mržnja je postala podloga balkanskog buntovnika. Ali mržnja je bila slaba građa za revolucionara. Nacionalnog i socijalnog osloboditelja. To je pokazala donja borba, posle oslobodjenja Balkana od Turaka. To je pokazalo međusobno klanje Srba i Bugara, istrebljenje Arnauta i pobedenih Turaka.

Atavistički instinkt osvete rodio je balkanski imperijalizam. Pod novim gospodarima Balkanac je ostao buntovnik, ali se u njemu pojavio osvajač. Sa razumljivim iznimkama: Makedonaca koji nisu nikad imali slobode i Crnogoraca koji su uvek živeli u slobodi.

Trebalo je da dođe veliko krvoproliće—svetski rat—iz koga su svi balkanski narodi izašli okupani u krvi i gde su naše armije mrtvih, da se pojavi istinski revolucionar, koji će balkanskom čoveku pokazati put nacionalnog i socijalnog oslobodjenja.

I u tom pogledu mi danas možemo biti zadovoljni. Posle krvavih borbi i skrupih žrtava u samim revolucionarnim redovima uspeh je postignut. Temelj je postavljen. Došlo se do saznanja da princip revolucionarne borbe mora biti ne mržnja nego ljubav, jednakost i sloboda naroda. Primitivna hajdučko komitiska priroda našeg seljaka i radnika obogaćena je novim socijalnim moralom i klasnom svesću.

Međutim ovo je samo prvi korak koji je učinjen na putu ka oslobodjenju balkanskih naroda. I on je nedovoljan i nesiguran za definitivno obračunavanje sa neprijateljem.

Mi smo svi svedoći poraženih grešaka i doživljenih poraza u samom početku borbe. Treba se setiti nedavnog tragičnog potresa u Makedonskoj revolucionarnoj organizaciji, pogrešno učinjenih poteza za vreme herojske borbe seljaka i radnika u građanskom ratu u Bugarskoj, mучног ћутања и пасивности радништва и сељаштва у Југославији, неуспеле борбе албанских горштака против бегова, агената сваког могућег страног империјализма, онемогућеног грчког народа, који као шарче инертне масе прелази из руке у руку појединим генералима, да се види у којој мери још остаје недовршена потребна организација народних маса и у којој мери још ни смо разумели наш заједнички интерес.

Za naše greške i neuspehe ni u kom slučaju nisu odgovorne narodne mase. Jer i pored svog dobrog instinkta, koji mu je dat od prirode narod je i suviše glomazno telo, da bi svaki nov događaj odjeknuo pravilno u njegovoj duši i stavio ga u pokret. Zato najveći deo odgovornosti za propale revolucionarne akcije snose narodne revolucionarne organizacije, koje treba u svakom momentu da budu pravi izraz narodne volje. U organizacijama snose odgovornost pojedinci.

Na Balkanu, specijalnom po svojoj ekonomskoj i socijalnoj strukturi i različitim od velikih industrijskih zemalja i specijalnom psihološkim mentalitetom čoveka; na Balkanu, bez dovoljno socijalnih revolucionarnih tradicija i gde socijalni revolucionar još nije potpun i gotov; na Balkanu, gde revolucionarne partije narodnih masa još ne postoje i gde ih treba stvarati, prirodno, ličnost revolucionarna mora igrati odlučnu ulogu.

Mi se danas nalazimo u takovom odseku revolucionarne istorije gde su veliki moralni i politički kvaliteti revolucionarne ličnosti osnovni i najvažniji uslovi za dalji rad i borbu. I baš u tome je značaj Vukašina Markovića za Crnu Goru, Jugoslaviju i za ceo ostali Balkan.

Vukašin Marković ima sve dobre osobine naše revolucionarne prošlosti i njegovo se ime može смело споменути поред наших највећих усташких имена од Матије Губца до Тодора Панице. Легендарно јунаштво, појам о чисти и слободи људској и као базу један здрав, природан морални принцип акције.

Поред ових природних добрих особина Вукашин Марковић је стекао дугим искуством у борби све оне квалитете који су потребни данашњем социјалном револуционару на Балкану, са којима можемо сматрати Вукашина Марковића као најчистијег нашег социјалног револуционара.

Вукашин Марковић је човек жртвовања, самопрегора и револуционарне вере. Он је добио револуционарни одгој у великом руском народу и то баш у оно време када се тај народ највише губао и припремао за велике ослободилачке побуне. Отуда је он дошао у нашу земљу са оном непоколебивом вером без које је немогућа револуција, а коју је човек могао добити само у тешкој атмосфери царистичке Русије гледајући свакодневно легендарне примере жртвовања, идеалу револуције.

Вукашин Марковић је наш најстарији социјални револуционар. Као такав он је преживео све перипетије и доживео сва искуства револуционарне борбе. Он је активно учествовао у две велике руске револуције (1905. и 1917.) и зато је он више него ма ко други код нас за принцип **револуционарне акције**.

Лични и приватни живот Вукашина Марковића треба да послужи примером сваком балканском револуционару. Скроман, са неоспорним способностима вође, он је изнад свих партијских и фракцијских свађа и са амбицијом само да буде активни војник револуције.

У епохи белог терора, који влада у свима балканским земљама Вукашин Марковић је одмах увидео једини успешан начин револуционарне борбе. Немогући легалним путем припремати сељачке и радничке масе за револуцију, он је то радио нелегално. И он је у томе имао највише успеха. За време четири године свог усташког живота, савесним радом и личним примером Вукашин Марковић је успео, да добије за себе читав црногорски народ. Акција Вукашина Марковића је у истини једини озбиљан протест против београдског режима од постанка те државе до данас.

Усташку акцију Вукашина Марковића наглашавамо нарочито. Она показује не само личну храброст овог јединог данашњег усташе на Балкану него и нешто више. Она показује и његову политичку способност за разумевање догађаја, показује га као доброг револуционарног тактичара за балканске прилике, и као провидцавог психолога народних маса на Балкану. Он је овде сасвим правилно остао веран народној традицији.

Ово неколико чињеница из живота и рада Вукашина Марковића констатују саме собом његову велику важност за цео балкански револуционарни покрет. Карактеришу га као нашег најстаријег и најчистијег социјалног револуционара и најизразитијег представника револуционарне акције.

M. Владимиров

PARTIE ROUMAINE

Se pregătesc alegerile

N'a fost nevoie de mult timp și nici de multă osteneală pentru ca opinia publică, atât din țară cât și din străinătate, să recunoască în guvernul generalului Averescu numai o foaie de viță cu care regimul oligarhic caută să-și acopere hăda goliciune. Chiar cercuri pur capitaliste din străinătate vin să confirme aceasta, cum a făcut-o de-o pildă și d. Knobloch, fostul ministru al Austriei la București, în articolul citat în numărul trecut al *Federației Balkanice*. Fiecare zi vine să întărească mai mult afirmațiunile noastre.

În timp ce foamea pustiește regiuni întregi de populația lor sătească, în timp ce emigrările iau un caracter de masă mai ales în noile provincii, în timp ce șomajul ia proporții necunoscute încă în România, în timp ce traiul păturilor muncitoare devine insuportabil din pricina scumpetei crescânde și a salariului real tot mai scăzut, — ce măsuri economice vine să ia guvernul Averescu? El pregătește sporirea protejării industriei „naționale”, — adică sporirea ajutorului pe care statul îl acordă până acum și așa capitalului „național”, — ceea ce înseamnă o sporire a sarcinilor bugetare, o creștere a apăsării fiscale a masselor în folosul oligarhiei. Impozitul pe cifra de afaceri va fi suprimat. Deasemenea taxele vamale pe importul obiectelor de lux. Tarifal vamal va fi modificat sub cuvânt că el nu apără suficient produsele industriei indigene, așa că o creștere generală a prețurilor este asigurată pentru zilele apropiate. În același timp însă cursul monedei naționale scade, ceea ce aduce o jefuire a claselor muncitoare, care constată la sfârșitul fiecărei săptămâni că pot cumpăra tot mai puțin cu cvantumul salariului ce-l primesc. Pedeałtăparte pregătirile de război se inten-

sifică; astfel guvernul anunță o „reorganizare” a armatei pe baza întăririi elementului de rezervă, ceea ce înseamnă o sporire a concentrărilor și păgubirea intereselor rezerviștilor țărani și muncitorii și o sporire a cheltuielilor neproductive ale statului. În același timp guvernul face toate încercările pentru a-și întări prin alianțe poziția militară și diplomatică: el caută o apropiere de Italia pentru a avea mână liberă fata de Uniunea Sovietică în chestia Basarabiei și a reinot și lărgit alianța militară cu Polonia.

Planurile guvernului Averescu apar astfel precis desemnate: o întărire a politicii de îmbogățire pentru oligarhia feudală-bancară, de săracire și exploatare până la măduvă pentru masele țărănești, muncitorești și mijlocii, de înarmări și pregătiri de război. Cu asemenea planuri este limpede că guvernul nu poate conta pe simpatiile masselor electorale în alegerile generale ce se apropie. Pentru a putea storce însă o majoritate parlamentară și a putea da astfel o formă „legală” dictaturii sale de fapt, guvernul Averescu este deaceia silit să recurgă la armele tradiționale ale tuturor regimurilor despotice: teroarea, șantajul și corupția. Starea de asediu este menținută și înăsprită. Aparatul administrativ însuși este semi-militarizat: jumătate din numărul prefecturilor este ales din sânul ofițerilor activi, mai ales în provinciile cu populație „minoritară”. Pedeałtăparte comandantii de jandarmi „cu mâna mai energică” sunt mutați în punctele electorale mai slabe, pentru a corija acolo rezultatele. Consiliile de Război funcționează de zor: zilele trecute cel din Chișinău a condamnat 36 de muncitori și tineri intelectuali la pedepse variind între un an și 5 ani muncă silnică. Bandele fasciste sunt asmuțite asupra muncitorilor. La Reșița 7000 de muncitori sunt în grevă; pentru a veni în ajutorul...

societății acestea matalurgice cu capital în mare parte străin și pentru a zdrobi spiritul de solidaritate și de luptă al greviștilor, bandele fasciste au fost „invitate” să țină acolo, sub protecția și cu concursul autorităților, „intruniri” în toul grevei și să provoace greve, în timp ce muncitorii sunt arestați, terorizați și împiedcați să se adune pentru a se sfătui fie și numai asupra intereselor lor. Dar nu numai asupra muncitorilor sunt asmuțite aceste bande: pentru că ziarul burghez *Epoca* și-a permis să demaște amestecul Patriarhului în intrigele politice și de Curte, a bandă de „studenți”-fasciști adevastat redacția zisului ziar în centrul Capitalei și sub ochii poliției, care a intervenit „după ce faptul fusese consumat și după ce faptașii dispăruseră” (comunicatul Prefecturii de Poliție).

Paralel cu măsurile acestea de teroare, guvernul desfășura și pregătește vaste manevre de șantaj. Delegațiilor de cetățeni din Basarabia venite să-i ceară ridicarea stării de asediu, noul ministru de război le-a răspuns: „Pe timpul campaniei electorale asta nu se poate, căci spiritele sunt foarte agitate. Depinde însă de atitudinea populației, pentru că după alegeri să vedem ce-i de făcut”. Cu alte cuvinte: dacă votați cu guvernul, atunci... Printr-o ordonanță ministerială se sporesc nu salariile, ci orele de lucru cu două pentru cei 300.000 de funcționari din serviciile statului. Bineînțeles urmarea a fost o mare agitație printre bieții funcționari, cari, la un salariu dela stat de 2000—3000 lei fiind siliți să accepte și o ocupație suplimentară privată, se văd acum în situația de a trebui să renunțe la câștigul acesta suplimentar indispensabil existenței lor mizere. A doua zi însă guvernul dădu următorul comunicat: „Consiliul de Miniștri discutând chestiunea sporirii orelor de birou în serviciile statului, suspendă rezolvarea ei până după alegeri.” Adică: dacă nu votați cu guvernul, atunci...

Dar cine a spus că arsenalul electoral al guvernului este cu asta epuizat, acela s'a înșelat. Alegerile vor avea loc cel mai târziu la 27 Mai. Ministrul de Război însă chiamă la concentrări câteva contingente de rezerviști, din cele mai tinere și deci mai combative și active politicește, pe ziua de... 25 Mai. Iar comandamentele capătă instrucțiuni ca să nu considere neprezentarea la cazarmă din pricina votării ca o scuză. Și astfel câteva sute de mii de cetățeni sunt puși în alternativa: să voteze dar să fie pedepsiți pentru ne-

prezentare la concentrare, sau să se prezinte la concentrare dar să renunțe a vota (ceea ce este dealminteri iarăși pedepsit de legea electorală, votul fiind obligator). Pedeațaparte judecătorii cari trebuie să prezideze birourile electorale și cari își vând mai ușor conștiința pentru o avansare, sunt mutați în punctele electorale mai slabe, pentru a corija acolo rezultatele.

În sfârșit, pe lângă terorizare și șantajare, se adaugă metoda coruperii, care are succes în România pentru că găsește teren favorabil, cum este acum cazul printre grupele de dreapta din opoziție și printre „conducătorii” abjecți și trădători ai minorităților. În deosebi „conducătorii” aceștia au putut să monopolizeze conducerele organizațiilor minoritare, ale partidelor și ziarelor, la adăpostul teroarei. Oligarhia română gătuie orice inițiativă în sânul minorităților, care ar tinde la orientarea populațiilor „minoritare” spre lupta contra asuprirei lor. Oligarhia tolerează numai acele organizații și acea presă minoritară, care se pretează a face, în schimbul unor anumite avantagii de clică, jocul asuprirei oligarhice românești. Așa se face că și acum Partidele „Naționale” Maghiar și German au încheat pacturi electorale cu guvernul, iar conducătorii lor anunță cu cinism că această înțelegere s'a făcut pentru că guvernul a asigurat „minorităților” (cetește: conducătorilor trădători ai acestor partide) numărul de mandate „cuvenit”. Conducătorii Uniunii Evreilor Români pregătesc și ei vinderea către guvernul cel mai fascist a voturilor acelora dintre evrei ce mai au încredere într' inși.

Astfel se pregătesc alegerile parlamentare sub regimul votului „universal, egal, direct și secret” în România. Cine să se mai mire că corpul electoral este în România totdeauna... guvernamental. Așa a fost de exemplu în 1920 sub precedentul guvern Averescu, așa a fost în 1922 sub guvernul liberal. Dacă la alegerile agricole din 1925 și la cele comunale din anul acesta rezultatul a fost în defavoarea guvernului, asta s'a datorat spiritului de îndârjită luptă al măsnelor și a costat, pe lângă arestarea și torturarea a sute și sute de alegători, și viața a șapte cetățeni. Nu este oare un semn al timpurilor când în locul simbolului amenințării „vin turcii!” se poate striga astăzi în semn de groază: „vin alegerile?”

Alegerile se prefac astfel în România în adevărate introduceri și exerciții preliminară la războiul civil.

I. Mateescu

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Dr. Maks Ibelher

Rodjen 1881. u Južnoj Nemačkoj u Konstanci, na švajcarskoj granici. Posle svršenih srednjih škola napustio je svoju otadžbinu i otišao da živi u inostranstvu, „jedini protest tada moguć za intelektualca protiv jednog kaplarskog i brutalnog režima”. Studirao je ekonomiju i istoriju u Ženevi, Cirihu, Minhenu i Parizu; mnogo je putovao kroz celu Evropu, Balkan, Tursku i Siriju. Lično je upoznao sve strahote rata.

Maks Ibelher počeo je svoj književni rad sa „ISTORIJA SVAJCARSKO-NEMAČKE ŠTAMPE”. Naročito je poznat i poštovan kao satirički pisac što je vrlo retko i što se ne voli u Nemačkoj.

Najbolja su mu dela dva velika romana: „DIE GOLDENE REPUBLIK” i „TRAUGOTT ODER DEUTSCHLAND ÜBER ALLES”. Prvi je dobro proučena i uspeła studija protiv nemoćnog i zastarelog parlamentarizma, drugi zajedljiva satira protiv germanskog šovinizma, zbog čega je morao napustiti svoju zemlju. Između ostalih dela treba spomenuti „EINER GEGEN MILLIONEN” roman koji je imao veliki uspeh u svima zemljama nemačkog jezika. Maks Ibelher u tome romanu prikazuje hazardni i pun avantura život ličnosti, u borbi protiv velike inertne mase. Ibelher je revolucionar individualista. Danas živi i radi u Parizu.

Makedonsko pitanje je rešeno na glup, nelogičan i nepravedan način kao i sva ostala evropska pitanja. Svuda vlada ne-jednakost, mržnja, i svuda su etničke manjine progonjene, što preti novim sukobima. Svaka država, svesna svog „dostojanstva” i svoje sile, povrediće prava svojih nacionalnih manjina, koje za nju znače uvredu i izvor slabosti, koje treba pošto po to uništiti. Manjina je logično jedno strano telo, i kod ove očevidnosti nikakva obećanja ni najsvetnije obaveze ne treba održavati.

Ja vidim samo jedan lek za manjine: postepeno uništenje moderne države.

Kad ne bude više država nego velikih ekonomskih zajednica, zasnovanih na realnim podlogama, kad ovaj famozni t. z. slobodni građanin, ponosan svojom smešnom igračkom, glasačkom ceduljom i pevajući svoju nacionalnu himnu „otadžbina iznad svega”, učini jedamput za uvek mesto Čoveku koji gleda u svakom drugom čoveku svoga brata, bez obzira na boju, rasu i jezik, tada samo manjine neće morati strahovati, a to iz prostog razloga što manjine neće više postojati. Ko hoće modernu državu, cen-

tralizatorsku, „zdravu”, „jaku”, „dobro upravljaju”, taj hoće uvredjenu, poniženu i obeščašćenu manjinu.

To će vreme doći, i tada ćemo se nasmejati beskrajnim i ludim smehom, misleći na sve one prazne i zvučne reči, na sve gluposti koje su pod imenima „dostojanstva”, „patrijotizma”, „nacionalnog interesa” itd. vladale narodima i mučile manjine dižući ih jedne protiv drugih.

Sigurno, ne treba podcenjivati opštu glupost. Ta glupost je gigantska, brižljivo kultivisana školama i akademijama, a naročito velikom štampom, u korist jedne beskrajne ali svemoćne manjine: buržoaske i kapitalističke klase.

Ipak treba ići napred. Jedna od velikih etapa prema oslobođenju, prema stvaranju Čoveka bila bi ujedinjena Evropa sa centrom u Parizu, onom veličanstvenom Parizu svih plemenitih i ljudskih napora.

Prema svemu onom što sam video i čuo za vreme moga boravka na Balkanu mogu reći, da su naročito u tom kraju države, rase i vere ustale jedne protiv drugih sa nečuvnom žestinom. Zato naročito protiv ovih vlada terora, koje izgleda da su ostvarile ideal Države, pravi ljudi treba da stvore ligu.

Ja sam od srca sa Vama u svim Vašim naporima da uništite ove države i da ukinete ove granice koje dele radno stanovništvo Balkana u korist nekoliko krunisanih grabljivaca, oslonjenih na šaku nezasićljivih kapitalista.

Ja sam od srca sa Vama za Vašu devizu: Balkanska Federacija čije će ostvarenje biti veliki korak ka oslobođenom čovečanstvu.

Dr. Maks Ibelher

Anri Marks

Rodjen u Parizu. Dramski pisac čiji su komadi predstavljani u Komediji francuskoj i na velikim pozornicama u Parizu i u Evropi (Švedska, Norveška, Nemačka, Danska, Švajcarska, Belgija itd.). Jedan od najznamenitijih dramskih pisaca sadanjeg vremena. Najvažnija dela: „UN HOMME EN MARCHÉ”, „L'ENFANT-MÂTRE”, „ARIEL” drame. Romani: „RYLS”, „SOUS UN VISAGE D'HOMME.” Pesme: „LA GLOIRE INTÉRIEURE.” On je jedan od vodja škole nove generacije. Predavao je muziku na mnogim velikim univerzitetima.

Dragi druže,

Odgovaram sa zadovoljstvom na Vašu anketu o nesreći Makedonije i balkanskih država. Naročito sam studirao diktaturu Cankova, velikog podstrekača balkanske reakcije, i tako poznajem strahote u kojima Vi živite. Na mitinzima u Parizu, ja sam uložio

sve, da ožigošem bezumnu strast Vaših gospodara. To je ludost, koju samo revolucija može da osveti. Nasilja, proganjanja i mučenja, kojih su danas žrtve seljaci i zanatlije, pognuti pod režimom potlačitelja, buknuće u svetome revoltu.

Ja duboko verujem, i ja sam rekao moju misao i pre nego što je počeo izlaziti Vaš list pod svojim lepim imenom, da je federacija balkanskih država najrazumnije rešenje, koje nalaze veliki problem Vaše obnove. Vaše rase, tako inteligentne i tako zdrave, koncentrisane u jednoj socijalističkoj federaciji, bile bi za Evropu od velike koristi. Vaši jezici izražavaju duše koje se nigde ne nalaze, i Vi bi postali oslobođeni od despotizma, jedna razumna i korisna nacija. Rad i narodna inteligencija uvek su imali pravo, nad tiranima. Ništa se ne može učiniti infamijom. Kontrarevolucionarni pokreti biće kod Vas uništeni prezirnom mržnjom organizovanog stanovništva.

Ja vidim u Balkanskoj Federaciji grupisanje narodnih snaga, uzajamno stapanje snage i duha svakoga od naroda koji je sastavlja, grupisanje malih slabih država, osnaženih kroz jedinstvo.

Imperijalistički rat koji je započeo kod Vas, hteo je na izgled da proklamuje savez i slobodu malih država. Tražite Vaše pravo na Vaš život. Mrzite Vaše krvnike, na posao i ne pripadajte nikome. Aneksije koje Vas dele su nepravedne. Balkanska Federacija biće vrlo korisna duhu Evrope.

Anri Marks

U beogradskim zatvorima

Žandarska i militaristička monarhija Eshaes je država, koja se služi najogavnijim i najbrutalnim sredstvima, ako se radi o suzbijanju seljačkih zahteva i slobodi radničke klase. Ona je jedna monarhija u kojoj lopovi, spekulanti i kradljivci državne i narodne imovine, ljudi tipa Rade N. Pašića, uživaju najpunije pravo prevare, lopovluka i razbojništva. Karadjordjevićeva monarhija je monarhija u kojoj su lopovi i spekulanti na vladi.

U ovakvoj jednoj državi život jednoga radenika ili siromašnog seljaka poštuje se isto toliko, koliko i život uličnoga pseta. Radenik i seljak nemaju prava da se bune ako su gladni, oni nemaju prava na potporu ako su besposleni, niti prava da štrajkuju, ako su mizerno plaćeni. Svaki ulični žandarm, policajac ili profesionalni zlikovac i ubica — koji stupaju u službu Karadjordjevića i njegove vlade, kako bi se izvukao od kazne — ima pravo da kundači radnika ili seljaka, ako se usudi da brani najelementarnije interese svoga života, ako zahteva da mu se omogući zarada i pravo na izdržavanje svoje porodice.

Potpuno je shvatljivo da se u ovakvoj jednoj državi, vlada a i njezin monarh moraju da plaše ne samo živih ljudi, nego i svoje vlastite senke. Oni haluciniraju! Sada vide neke pripreme atentata na kralja ili Pašića, sad opet neke pripreme boljševičkog ustanka ili slično.

U takovoj jednoj tremi i strahu za svojim razbojničkim životom, dali su beogradski vlastodršci na 15 do 16 januara o. g. pozatvarati preko 300 mirnih i siromašnih radenika. Pobacani su u beogradske zatvore koji se ne mogu usporediti niti sa najzaostalijim zatvorima Afrike ili Azije.

Tako su n. pr. u čuvenu Glavnjaču (Gavnjača je jedna soba beogradskih podzemnih zatvora, koja obuhvata oko 150 kubičnih metara, a ima samo dva prozora, okrenuta prema mračnim hodnicima, tako da do uhapšenika u Glavnjači ne može nikada niti zračak čistoga vazduha da proдре. Ona je ukopana 3 metra duboko u zemlju), bili bačeni ništa manje nego 156 radenika, koji su bili tako zbijeni, da se nisu mogli krenuti sa svoga mesta. Vazduh u ovoj sobi tako je nezdrav i u tolikoj meri zaudara, da se mnogi od uhapšenika onesveste i tako onesvešteni na nogama stoje, jer im je nemoguće od velikog broja ljudi na zemlju da padnu. Mnoge od njih oblije krv, koja im udari na nos i na usta.

Dok se mnogi od uhapšenika tako onesvešteni i u vlastitoj krvi muče, dotle druge odvlače detektivi i žandarmi kroz mračne hodnike, jednom agentu „istražitelju“. Tada nastaju prava mučenja i torture onih, koji ne znaju ništa povoljnog za policiju da izjave, ili onih kojima revolucionarni njihov karakter ne dozvoljava, da se uopšte upuste u kakav razgovor sa plaćenicima lopova, korupcionasa i izdajnika narodne slobode.

Mučenja u tim kazamatima vrše se na sledeći način:

1. Jedan detektiv udara nemilosrdno po vrscama prikupljenih prstiju ruke tako dugo dok na njima ne poerne nokti. Ovi onda obično u roku od najdulje 48 sati otpadnu.

2. Uhapšenik se posadi na klupu ili stolcu, a na jednu drugu prslone mu se noge. Jedan detektiv ili žandarm udara ga po tabanima i po goljenicama tako dugo dok se nesretnik ne onesvesti. Takav jedan mučenik nije više u stanju hodati na vlastitim tabanima, nego se vuče na koljenima i rukama. Koža se sa tabana konačno odvoji od mesa i otpadne.

3. Onesvešteni uhapšenici odvuku se u jednu ćeliju, samicu, gde ih se kao pse baca na hladno i vodom natopljeno kamenito tlo i tako ih se pušta da dodju k sebi. (Pri tučnjavi i mučenju nije lekar nikada prisutan.)

4. Uhapšenika pričvršćuju u jednom odžaku i tamo ga na promaji drže po čitava 24 sata.

5. U svakoj uhapšeničkoj sobi smeštena je jedna posuda vode razne veličine od 5 do 10 litara. Tom vodom mora 156 uhapšenika utazi žedj za 24 sata, jer se voda samo jedamput dnevno donosi.

6. Uhapšenicima se daje samo po jedan kilogram suha, tvrda hleba, a i to često samo svaki treći dan.

7. U sobi stoji i jedan kotoa za obavljanje nužde, koji se jedamput dnevno ispraznjuje. (Taj je kotoa bez ikakvog poklopa.) Uhapšenici moraju gutati taj nečist zrak po čitava 24 sata.

Osim ovih gore navedenih mučenja i tortura uhapšenika ima i mnogo drugih: Samaranja, udaranje nogom i šakom itd. Ova se mučenja u Glavnjači i ostalim beogradskim zatvorima izvode na ličan nalog šefa beogradske policije *Ljubiše Lazarevića* i njegovog sekretara *Acimovića*, a kao najokrutniji i najbesniji mučitelj tih uhapšenika ističe se poznati policiski detektiv *Kosmajac*.

U drugim ćelijama koje su od Glavnjače odeljene samo jednim zidom nije ni malo bolje. Tako n. pr. soba br. 6 iznaša 30 četvornih metara sa jednim malim, prema mračnom hodniku okrenutim, prozorom. U toj je sobi bilo strpano 46 uhapšenika. Soba br. 7 iznaša oko 25 četvornih metara, a smešteno je nekih 37 radenika i tako sledi redom.

Iz ovo nekoliko podataka može se tačno videti kojim se sredstvima služe naši vlastodršci, kada se oni hoće da oslobode radenika i siromašnih seljaka. To su metode koje se u monarhiji Aleksandra Karadjordjevića i njegovih najbližih sluga i saradnika sprovadjuju.

Koje su posledice ovakvih mučenja i maltretiranja po ovim podzemnim zatvorima, kako izgleda u njima i kako je ugodno u njima stanovati i živeti, osvedočiće se mučitelji radničke klase i siromašnog seljaštva u državi Eshaes lično, kada im se bude vreme za to približiko. Ono nije ni tako daleko, kako se to našim vlastodršcima pričinja.

Jedan bivši uhapšenih Glavnjače

Boreći se protiv fašizma na Balkanu mi se borimo za našu rodjenu stvar

Nestrpljivo očekivana potvrda o novoj demisiji gospodina Bratianua nije nam još stigla, ali mi se čini, da je pad liberalnog kabineta samo pitanje dana.

Kako bi se mogao on u istini oporaviti od poraza koji mu je nanesen opštinskim izborima, koji su i pored apstiniranja partije caranističke u dobrom broju seoskih opština dali mogućnosti, da se izmeri nepopularnost vlade.

U isto vreme u velikim gradovima kao i u provincijama novoga kraljevstva opozicija je odnela pobjedu. Nema sumnje, da nije bez interesa primetiti ovom prilikom, da je kampanja vodjena u zapadnoj Evropi u korist etničkih manjina u Rumuniji, i agitacija oko velikog tatarbunarskog procesa, koji je simbolizirao zločine liberalnog režima u Besarabiji, doprinela u izvesnoj meri ubrzavanju poraza g. Bratianua.

Kontakt između prestavnika intelektualnog i radničkog mišljenja u Francuskoj i rumunjske opozicije doneo de već dobre rezultate.

Za dela informiranja i dokumentacije koga smo i jedni i drugi tamo provodili, i gde je Anri Barbis dao prestiž svog velikog imena, to bi bilo uzaludno kad ne bismo prisilili da se pokore našem mišljenju naše vlade, da odreknu pomoć koju su davali balkanskim režimima i koji su više ili manje otvoreno fasistički ili teroristički.

Ima više meseci kako smo opomenuli prestavnike Francuske da ne vežu našu zemlju sa sudbinom diktature gosp. Bratianua i kako smo izneli opasnosti, koje bi jedan takav solidaritet mogao prouzrokovati u oči sigurnog pada jedne vlade, koja se koalirala protiv svih živih snaga rumunjskog mišljenja.

Dali je još vreme za vladu da se oslobodi ove avanture u kojoj je sigurno kompromitovan naš renome? Nije li dovoljno jasan skandal mađjarskih krivotvoritelja novca, koji su juče bili oficijelno protežirani od naše diplomacije i predstavljali za nju na Balkanu čuvar reda i zapadne civilizacije protiv „moskovskog varvarstva“?

Zar nisu poznate one veze iznad konflikata nacionalizma, koje ujedinjuju admirala Hortija i grofa Betlena sa Janom Bratianu-om i da sve terorističke vlade igraju istu kartu? Nećemo li sutra u Rumuniji otkriti jedan isti takav skandal, koji će obistiniti ono što znamo o vezama između fašista u Ugarskoj, Bugarskoj i Rumuniji?

Pad Cankova koji je pao pod presijom internacionalnog mišljenja, nije doneo na žalost bugarskom narodu kraj patnji i režima nasilja i legalnih ubistava.

Dok naši prestavnici u Društvu Naroda i neki naši dnevници koji nose marku kartelističke ortodoksije, dižu šampijone bugarske demokratije, tamo se izriču nove smrtno osude, na desetine.

Treba zaustaviti ovu krvavu reku. Nikad neću prestati da ponavljam, da Francuska ima tamo takav uticaj, koji joj je dovoljan da bude poslušana, ako se bude govorilo.

Prisilimo naše vlade da učine svoju dužnost, koju izbegavaju!

Ispunjujući u pogledu potlačenih Besarabljana, Rumuna i Bugara, obaveze elementarne solidarnosti, mi u isto vreme branimo našu stvar protiv fašizma, koji je znao da učvrsti svoj solidaritet kroz celu Evropu.

Sve protiv Ljapčeva, protiv Bratianu-a ili Betlena, protiv Musolinija ili Prima de Rivera ima svoju vrednost za onaj boj, koga budemo vodili mi u našoj kući protiv njihovih eksponata, francuske avangarde internacionalne reakcije. Anri Torres

PARTIE GRECQUE

Η ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΚΑΙ Η ΕΥΡΩΠΑΙΚΗ ΓΝΩΜΗ

Παναγής Ίστράτη

Ένας πρώην εργάτης. Τέσσερα χρόνια δημοτικό σχολείο. Πρώην γραμματέας της Όμοσπονδίας των εργατών του λιμένος στη Βραίλα, και ένας από τους συντάχτες της σοσιαλιστικής εφημερίδας που διευθυνότανε από το Ραχόφσκη.

Από δυο χρόνια πολεμιά στις πιο προοδευτικές εφημερίδες της Ρουμανίας την τρομοκρατία του Βρατιάνου. Έδημοσίεψε την Κυρά Κυραλίνα, ο Θεός Άγγελος, οί Χαϊντούκ, το παρελθόν και το μέλλον κ. τ. λ.

Έγεννήθηκε στα 1884 στη Βραίλα, ταξιδεύει δώδεκα χρονώ όλη την Ανατολή. Ο Ρομέν Ρολάν λέγει για αυτόν: „τόν εδιάβασα και μία ταραχή μέπιασε, που τέτοια μόνο πνεύματα σου προξενούνε... ένας καινούργιος Γκόρκι της Βαλκανικής... Είναι ένας γεννημένος διηγηματογράφος, ένας διηγηματογράφος της Ανατολής — άμα άρχισει την ιστορία του, δε ξέρει κανένας, ούτε ο ίδιος, αν θα διαρκέσει μίαν ώρα, ή χίλιες και μία νύχτες. Έκαταπίαστηκε με ένα μεγάλο έργο — δυο τόμοι εγράφηκαν ήδη... το έργο, όπως και ή ζωή του, θα μπορούσε να αφιερωθεί στη φίλια.“

Θά συνδέσω τις πέντε ερωτήσεις σας σε μία μόνη: ποιό είναι, κατά τη γνώμημου, το μέσο που θα επιτρέψει στους βαλκανικούς λαούς να κάμουν ένα τέλος στις ιμπεριαλιστικές βλέψεις των κρατών που τους τυρανούν και να ζήσουν ειρηνικά;

Δεν πιστέβω να υπάρχουνε δυο λύσεις, παρά μόνο μία: ή εξολώθρευση ή βαθμιαία, μέσω της εκπαίδευσης, του σωβινισμού, που κατατρώγει τα έθνη της χερσονήσου, και ή συμπερίληψη των εθνών αυτών μέσα στον παγκόσμιο διεθνισμό.

Είναι εύνητο πως το πρώτο βήμα προς την κατεύθυνση αυτή, θα ήταν ή δημιουργία μιας Βαλκανικής Όμοσπονδίας, μα δεν πρέπει να λησμονούμε πως όσο θα υπάρχουνε καπιταλιστικά και ιμπεριαλιστικά τέρατα στη γή, καμιά γωνιά στον κόσμο δε θα μπορούσε να ζήσει ειρηνικά. Όποιος άγνοεί αυτή τη στοιχειώδη αλήθεια σήμερα βολοδέρνει μέσα στην άδυναμία. Έχω πεισθεί πως ένα μεγάλο μέρος της δυστυχίας που υποφέρουμε οί εθνικές μειονότητες παντού — όπως άλλωστε και τα ίδια τα όμογενή έθνη — προέρχεται από αυτή την ποταπότητα που χαρακτηρίζει κάθε σωβινιστικό λαό, που τον διατάζει να μισεί τους ανθρώπους που δε μιλούνε τη γλώσσα του και που παρακαλούνε το Θεό κατά κάποιον άλλο τρόπο. Αυτό το μίσος, που επιδέξια καλλιεργείται από τον καπιταλισμό, είναι το καλλίτερο έδαφος εκμετάλλευσης για τον διεθνή τραπεζίτισμό.

Οί βαλκανικοί δεν κάμουν εξαίρεση σ' αυτόν τον άθλιο κανόνα. Έχω συχνά ζήσει, εργασθεί και συζητήσει με μακεδόνας εργάτες και γνωρίζω τα αισθήματά τους. Η διανοητικότητα τους είναι έλευση. Κάποτε μάλιστα δεν είναι ούτε τίμιοι σωβινιστές, διότι, αναγκασμένοι να ζούνε εκεί όπου βρίσκουνε εργασία, είδα τον „τζιντζάρο“ να γίνεται άγριος Ρουμάνος μεταξύ των Ρουμάνων, Ρωμής μεταξύ των Ρωμής, Βούλγαρος μεταξύ των Βουλγάρων, και ούτω καθ' εξής — ως γνωστό ο Μακεδόνας εύκολα μαθαίνει και μιλά τις περισσότερες γλώσσες της Βαλκανικής.

Χρειάζεται εδώ μία μεγάλη εργασία εκπαιδευτική με διεθνιστική βάση.

Καμμιά ιδέα δεν μπορεί να έμποδισει έναν άνθρωπο να γαπεί τη χώρα όπου μιλιέται ή μητρική του γλώσσα, όπου είδε το φώς του ήλιου και όπου βρίσκονται οί τάφοι των προγόνων του. Ύπ' αυτήν την έννοια ένας Θεός ξέρει πάσο είμαι εθνικιστής και πατριώτης, εγώ ο ίδιος — μα το αίσθημα αυτό το αιώσιο και το ιερό δεν πρέπει να είναι μία αιτία μίσους, ούτε ένα εμπόδιο στην ιδέα της παγκόσμιας συναδέλφωσης, γιατί το ένα δεν αποκλείει το άλλο, απεναντίας τα δυο αισθήματα μπορούνε να συγχωνευθούνε και να ενισχυθούνε άμοιβαία.

Νά ή αντίληψή μου περί της απελευθέρωσης των καταπιεζομένων εθνικών μειονοτήτων: συγχωνεύεται με την αντίληψή μου περί της απελευθέρωσης των λαών από τον καπιταλιστικό ζυγό.

Παναγής Ίστράτη

Ό αντίδραστικός συνασπισμός των βαλκανικών κρατών.

Έπί πολύν καιρό, τα βαλκανικά βασίλεια όπου άπερίοριστες εργάζονταν οί δολοπλοκίες των μεγάλων δυνάμεων, αποτελούσαν έναν κίνδυνο για την ευρωπαϊκήν ειρήνη. Στα 1886 ή Βουλγαρία έπερνε τις έμπνεύσεις της από τη Ρωσία, όπως ή Σερβία από την Αυστροουγγαρία. Άργότερα ή κατάσταση εξέλιχθηκε. Ό τσαρισμός εξήτησε να στηριχθεί στο Βελιγράδι εκμεταλλευόμενος την σερβική irredenta, ενώ ή Αυστρία, και πίσω απ' αυτήν ή Γερμανία, έστηρίχθηκαν στην κυβέρνηση του Φερδινάνδου του Κοβούργου στη Σόφια. Η Ρουμανία ήταν δεμένη με μία συνθήκη με τις κυβερνήσεις του Βερολίνου και της Βιέννης, και άλλωστε ο Κάρολος ο Α΄ είχε μείνει γνήσιος Χοεντσόλλερν. Η γερμανική, γαλλική και άγγλική έπιρροή άλληλοσυγκρουότανε στην Αθήνα, όπως άλλωστε και στην Κωνσταντινούπολη, τον καιρό που ή Τουρκία έπαίξε κάποιον ρόλλο ακόμα στην Ευρώπη. Ό παγκόσμιος πόλεμος ξέσπασε από ένα ζήτημα βαλκανικό ή δουναβικό, μα έκόντεφε να ξεσπάσει από ένα ζήτημα της ίδιας φύσεως ήδη στα 1908, κατά την προσάρτηση της Βοσνίας από το Βαρώνο Έρενταλ, και στα 1909 με την προκλητική στάση της Αυστροουγγαρίας απέναντι της Σερβίας, και στα 1912—1913 κατά τους βαλκανικούς πολέμους.

Σήμερα υπάρχει μία χαλάρωση των αντιθέσεων μεταξύ των κρατών της Χερσονήσου. Πολύ λίγο σκέφτονται νάλληλοσπαρχθούν. Απ' εναντίας, οί κυβερνήσεις τους προσπαθούνε να συμπλησιάσουνε ή μία με την άλλη, σε τρόπο που να σχηματίσουνε ένα ενιαίο αντίδραστικό συνασπισμό.

Η Ρουμανία και ή Γιουγκοσλαβία άνήκουνε ήδη στη Μικρήν Ανταντ, και οί δυσκολίες που θα μπορούσαν να γεννηθούν άναμεταξύ τους πάνω στο ζήτημα του Βανάτου εδialiύθηκαν. Η Γιουγκοσλαβία διεξήγαγε παράμερα διαπραγματεύσεις με την Βουλγαρία, μολονότι οί δυο αυτές δυνάμεις έχουνε στο παρελθόν τους μια μακρυνά παράδοση έχθροτήτων και άντεκδικήσεων. Το ίδιο και με την Ελλάδα, προσπαθεί ή Γιουγκοσλαβία να επιτύχει έναν συμβιβασμό, με την Ελλάδα που με δυσκολία της συγχώρεσε τη στάση του Κωνσταντίνου στη διάρκεια της παγκόσμιας κρίσεως. Η Μακεδονία θα μπορούσε να χωρίσει τις Κυβερνήσεις του Βελιγραδίου, Σόφιας και Αθηνών που στο παρελθόν έμαλώνανε για το μοίρασμα της χώρας αυτής, από την όποια ή κάθε μία τώρα κατέχει ένα κομμάτι. Στην πραγματικότητα όμως, Μακεδονία τις ένώνει. Συνενώνονται εναντίο κάθε προσπάθειας χειραφετήσεως της Μακεδονίας, όπως άλλωστε ο φόβος πολωνικών εξέγέρσεων έχρηστίμευε για συνδετική ύλη στη συμμαχία μεταξύ Χοεντσόλλερν, Ρωμανών και Άψβούργων.

Όστε βαλκανικούς άλληλοσπαρχμούς έχουμε τώρα λιγότερο από άλλοτε να περιμένουμε: απ' εναντίας οί βαλκανικές Κυβερνήσεις έχουνε συνάψει άμοιβαίες συμφωνίες εναντίον της επανάστασεως. Η τρανότερη απόδειξη είναι το ότι, ο φατισμός, δηλαδή το καθεστώς εκείνο που υποτάσσει τις μάζες κάτω από μία όλιγαρχία, ισχυρά όπλισμένη, πρόθυμη για όλες τις βιαιότητες, που ελάχιστα λαβαίνει ύπ' όλη τόσο τους ίδιους της τους νόμους όσο και τις στοιχειώδεις έλευθερίες, είναι το κοινό καθεστώς από τα Καρπάθια ως την Πελοπόννησο.

Ό Πάγκαλος φέρεται σαν μικρός Μουσσολίνη. Τον Ίανουάριο εκήρυξε πως συγκέντρωνε όλη τη δύναμη στα χέρια του. Τον Φεβρουάριο εξώριζε στα νησιά τους πολιτικούς αντιπάλους του· το Μάρτιο, άνάγκαζε τον Κουντουριώτη να παραιτηθεί από την προεδρία της Δημοκρατίας.

Μα και ο Βρατιάνο δεν εφέρθηκεν αλλοιώτικα στη Ρουμανία, όπου οί μέθοδοι που εσυνειθίζονταν στην Ουγγαρία τον καιρό των Άψβούργων, και στην τσαρική Ρωσία, ξαναμπήκαν σε εφαρμογή.

Ό Διάπτεσφφ, που διαδέχθηκε τον άρχηγό του Τσαρκώφ στη Σόφια, εξακολουθεί να μεταφέρει στα στρατιωτικά δικαστήρια, όλους εκείνους που ή αντιπολίτευση τους θα μπορούσε να τον άνησυχήσει. Ό τύπος, οί οργανώσεις, οί συγκεντρώσεις, τα συνδικάτα, ξέρουν τι κοστίζει στην Βουλγαρία ή εκδήλωση κάποιας άνεξαρτησίας.

Ὁ Ἀλέξανδρος ὁ Α' καὶ ὁ Πάσις στὴ Γιουγκοσλαβία, δὲν διατάζουν πιά νὰ κάμουν κάθε αὐθαίρετη πράξη ἀπὸ τὸν καιρὸ πού ἐξασφάλισαν τὴ συνδρομὴ τοῦ Ράδις πιστέβοντας μ' αὐτὸ πὺς ἐνίκησαν καὶ τὶς ἄλλες ἀντιπολιτευσεῖς στὴ Σλοβενία, Κροατία, Βοσνία-Ερζεγοβίνη καὶ Μαυροβούνιο. Ρωτήσετε γι' αὐτὸ τοὺς ἐργάτες τῆς χώρας, πού τοὺς μεταχειρίζονται ὡς ἀκαλόγητους τοῦ κοινοῦ δικαίου μόλις τολμήσουν νὰ ἐκφράσουν μιὰν ἀπαίτησι. Νὰ, λοιπὸν τέσσερα κράτη μὲ ὀλικὸ πληθυσμὸ 40 ἑκατομμυρίων κατοίκων, πού ὑφίστανται τὶς ἴδιες κυβερνητικὲς μεθόδους — μεθόδους καθαρῆς βίας καὶ δικτατορίας ἀπροκάλυπτης. Ἄν διέκοιαν τὶς ἐξιδες τῶν συνόρων, εἶναι γιὰ τὸ ἀγροτικὲς, τραπεζικὲς καὶ στρατιωτικὲς ἀριστοκρατικὲς ἐνόμιμα καλὸ νὰ σχηματίσουν ἓνα συμπαγὲς μέτωπο, μιὰν ἀμυντικὴ γραμμὴ χωρὶς κανένα ρήγμα ἐναντίον τῶν ἐργατικῶν καὶ χωρικῶν μαζῶν. Ἔτσι ὁ Πάγκαλος δὲ θὰ ἔκαμε ἔκκληση εἰς μάτην πρὸς τὸν Ἀλέξανδρο τὸν Α' ἐναντίον μιᾶς ἐνδεχόμενης ἐξεγέρσεως τῶν ἐργατῶν οὔτε ὁ Βόρις πρὸς τὸν Φερδινάνδου τὸν Α'. Ἡ ἐξόντωσι τῶν χωρικῶν καὶ τῶν κομμουνιστῶν ἀπὸ τὸν Τσαγκώφ ἐπεδοκιμάσθη ἀπὸ τοὺς κυβερνῶντας στὴν Ἀθήνα, στὸ Βελιγράδι καὶ στὸ Βουκουρέστι.

Ὅπως πρὸς 110 γρόνων περίπου, ὁ βασιλεὺς τῆς Πρωσίας καὶ οἱ Ἀυτοκράτορες τῆς Αὐστρίας καὶ τῆς Ρωσίας ἴδρυσαν τὴν ἱερὰ Συμμαχία, πού δὲν ἦταν ἄλλο ἀπὸ μιὰ συμφωνία ἀμοιβαίας ἀμύνης ἔτσι καὶ οἱ βαλκανικὲς Κυβερνήσεις ἐσυμμάχησαν μὲ σκοπὸ νὰ καταπιέσουν. Καὶ ἡ συμμαχία αὕτη δὲν θὰ παραμελοῦσε νὰ κερδίσει τὴ βοήθεια τῆς φεουδαρχικῆς Οὐγγαρίας τοῦ Χόρτυ, μὲ ὄλο τὸ μίσος τῆς μαυράδικης ὀλιγαρχίας ἐναντίον τῶν διαδόχων κρατῶν.

Σ' αὕτη τὴν ὁμοσπονδία τῶν κυβερνήσεων οἱ προλετάριοι πρέπει νὰ ἀπαντήσουν. Γιατὶ ἄλλη εἶναι ἡ Βαλκανικὴ Ὅμοσπονδία πού πρέπει νὰ δουλέψουν γιὰ νὰ οἰκοδομήσουν μετὰ στὴν ἀνατροπὴ τῶν μοναρχικῶν καὶ τῶν δικτατορικῶν.

Πῶλ Λουί.

Γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ὅμοσπονδία

I

Τὰ λιμάνια καὶ οἱ οικονομικοὶ διεξόδοι

Μία ἀπὸ τὶς συχνότερες αἰτίες γιὰ ἀντιζηλιὰς καὶ διεθνεῖς προστριβὲς βρισκεται στὴν ἀναζήτησι καὶ κατοχὴ ναυτικῶν διεξόδων. Ἡ ἐξόδος πρὸς τὴ θάλασσα, πρὸς μιὰν ἐλεύθερη θάλασσα, εἶναι ἓνας ὄρος γιὰ τὴν ἀνεξαρτησία ἑνὸς κράτους.

Τὰ κράτη πού εἶναι ἀποκλεισμένα ἀπὸ τὴ θάλασσα, ἐξαρτῶνται πράγματι πολὺ συχνά, ἀπὸ οἰκονομικὴν ἀποψή, ἀπὸ τὰ συνορευόμενα κράτη, ἔκτος ἂν μὲ συμβάσεις καθορισθεῖ τὸ δικαίωμα τῆς ἐλευθερίας διόδου καὶ συγκοινωνίας.

Στὴν Βαλκανικὴν Χερσονήσο, βρισκόντανε αὐτὰ τὰ ζητήματα στὴ πρώτη σειρά. Ἦδη καὶ πρὶν ἀπὸ τὴν μεταμόρφωσι τοῦ πολιτικοῦ χάρτου ὕστερα ἀπὸ τὸν τελευταῖο πόλεμο, ἡ θέσις τῆς Σερβίας πού ἐσυμπίεζονταν μεταξὺ τῆς Τουρκίας, τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Αὐστροουγγαρίας, ἦταν μιὰ πηγὴ προστριβῶν. Ἡ Σερβία δὲν εἶχε τὴν ἐλευθερία τῆς γιὰ τὴν ἐξαγωγή τῆς ἄς θυμηθεῖ κανεὶς τὶς μανουβρὲς καὶ τὶς μεθόδους τῶν αὐτοκρατορικῶν αὐστροουγγρικῶν τελωνείων, καὶ τὴ σοφὴ καὶ ὑποκριτικὴ χρησιμοποίησι τῶν προφυλακτικῶν καὶ ὑγεινῶν μέτρων γιὰ νὰ σταματήσει ἡ ἐξαγωγὴ κτηνῶν ἀπὸ τὴ Σερβία.

Ἡ Σερβία ζήτουσε πολὺ φυσικὰ μιὰ διεξόδο πρὸς τὴν Ἀδριατικὴν, ἀλλὰ ἡ αὐστροουγγρικὴ διπλωματία ἀγρυπνοῦσε, καὶ ἡ προσάρτησι τῆς Βοσνίας-Ερζεγοβίνης ἐρρίξε τὴ Σερβία πρὸς τὸ Αἰγαῖο πέλαγος, καὶ ἀπὸ αὐτὸ προέκυψε ἡ σερβοβουλγαρικὴ σύγκρουσι πού ὑπεδαύλιζαν οἱ κεντρικὲς Ἀυτοκρατορικὲς. Ἡ Σερβία, ἀπογοητευμένη ὅσον ἀφορᾷ τὶς φιλοδοξίες τῆς γιὰ τὴν Ἀδριατικὴν, ἐστράφηκε πρὸς τὸν Βαρδάρη καὶ τὴ Μακεδονία.

Ἡ Βουλγαρία ἀφ' ἐτέρου, διεύθυνε τὴν πολιτικὴν τῆς πρὸς τὴν κατάληψιν τῶν τεσσάρων ναυτικῶν διεξόδων: Αἰγαῖο πέλαγος, Θάλασσα τοῦ Μαρμαρᾶ, Μαύρη Θάλασσα, Ἀδριατικὴ. Ἦταν τὸ πρόγραμμα τοῦ μεγάλου βουλγαρικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ πού τὸν ἐχαλινῶσε τὸ Κογκρέσσο τοῦ Παρισιῶ.

Ὁ παγκόσμιος πόλεμος ἤρθε νὰ μεγαλώσει τὶς δυσχέρειες. Ἡ Γιουγκοσλαβία φθάνοντας ὡς τὴν ἀδριατικὴν ἀκτὴν, προσέκρουσε πρὸς τὴν Ἰταλία· εἶναι τὸ ζήτημα τοῦ Φιοῦμε, τῆς Ζάρας, τοῦ Σπάλατο, τῆς Ραγούζας — εἶναι τὸ δαλματικὸ ζήτημα.

Ἡ Ἰταλία, δύσπιστη ἐπιβλέπει τὸ στόμιο τῆς Ἀδριατικῆς καὶ τὸ κανάλι τοῦ Ὀτράντο — εἶναι τὸ ζήτημα τῆς Αὐλώνας καὶ τὸ ἀλβανικὸ πρόβλημα.

Ἡ ἑλληνικὴ ἐπέκτασι μέχρι τῆς δυτικῆς Θράκης φέρνει τὴν Ἑλλάδα σὲ ἀντίθεσι πρὸς τὴ Γιουγκοσλαβία πού θέλει τὴν διεξόδο τῆς πρὸς τὸ Αἰγαῖο· εἶναι τὸ πρόβλημα τῆς Θεσσαλονίκης.

Τέλος ἡ Βουλγαρία, θυσιάσμενη, κομματιασμένη, χτυπημένη, ἀπαιτεῖ τὴν ἐμπορικὴν διεξόδο πρὸς τὸ Αἰγαῖο πέλαγος: Δεδέαγατς· διότι δὲν κατέχει παρὰ στὴ Μαύρη Θάλασσα, θάλασσα πού τὴν κλείνει ὁ Βόσπορος, τὴ Βάρνα καὶ τὸν Πύργο.

Αὐτὸ τὸ σκίτσο, πολὺ γενικὸ, δείχνει φανερά τὴν ἔκτασι καὶ τὸ πολὺπλοκο τῶν ζητημάτων αὐτῶν.

Ἄν θέλει κανεὶς νὰ ἐξακολουθήσει τῆς πατροπαράδοτες μεθόδους τῶν κυβερνήσεων, τότε αὐτὰ τὰ ζητήματα δὲν μπορεῖ νὰ λυθοῦν. Δὲν πρόκειται νὰρχίσει κανεὶς προσαρτήσεις ἐδαφῶν γιὰ νὰ προμηθευθεῖ διεξόδους ναυτικῆς. Τὸ πρόβλημα σήμερα εἶναι νὰ ἀναζητήσῃ κανεὶς κατὰ πόσον οἰκονομικὲς λύσεις μποροῦνε νὰ μαλακώσουν τὴν βιαιότητα τῶν πολιτικῶν ἐροθεσιῶν.

Τὰ καινούργια τεχνικὰ διεθνή μέσα εἶναι πού πρέπει ὁ σοσιαλισμὸς νὰ βάλλει σὲ ἐνέργεια ἂν θέλει νὰ κάμει νὰ θριαμβεύσει μιὰ ρεαλιστικὴ εἰρηρικὴ πολιτικὴ.

Ἡ Βαλκανικὴ Χερσονήσος εἶναι μιὰ χώρα ὅπου ἐπιβάλλεται ἡ ἀναζήτησι τέτοιων λύσεων: καταστατικῆς Χάρτης τῆς Θεσσαλονίκης πού νὰ ἐπιτρέπει νὰ χρησιμοποιεῖ ἡ Γιουγκοσλαβία τὸ λιμάνι αὐτὸ χωρὶς νὰ ἐγκαθιδρύσει μιὰ πολιτικὴ κυριαρχία, πού δὲ θὰ μπορούσε νὰ βρεῖ καμμιάν ἐξήγησι καταστατικῆς Χάρτης τοῦ Δεδέαγατς γιὰ τὴν ἐμπορικὴν διεξόδο τῆς Βουλγαρίας — νὰ δυὸ „ἀλγεῖνά“ σημεῖα πού πρέπει νὰ ἐξαλειφθοῦν.

Εἶναι ὅμως φανερὸ πὺς ἡ ἐξέτασι τέτοιων λύσεων θὰ διευκολύνετο κατὰ πολὺ μὲ τὴν συγκρότησι μιᾶς Βαλκανικῆς Ὅμοσπονδίας πού νὰ ἐνώνει ἀναμεταξὺ τους τοὺς λαοὺς τῆς Χερσονήσου. Αὐτὸ τὸ παλὴρ σοσιαλιστικὸ αἴτημα, μένει πάντα τόσο ἐπεῖγον, ἀλλὰ δὲν θὰ εἶναι οἱ σημερινὲς κυβερνήσεις πού θὰ μπορέσουν νὰ τὸ πραγματοποιήσουν.

Ἡ Ζωὴ καὶ ἡ ἀσφάλεια τῆς Βαλκανικῆς, ἡ ἀνεξαρτησία τῶν βαλκανικῶν λαῶν, ἐξαρτῶνται ἐν τούτοις ἀπ' αὐτὸ. Ζὰν Ζυρόμσκι.

SOMMAIRE

- Texte français (673—685)**
La Fédération Balkanique et l'opinion européenne
Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — VII
Victor Margueritte — Dr. František Soukup — Dr. Théodore Bartoček
J. Zyromski: Pour la Fédération Balkanique — II. Le Régime des
Minorités Nationales
I. Mateescu: Comment on prépare les élections en Roumanie
M. Vladimirov: Corruption, conflits et nouvelles crises en Yougoslavie
Spectator: Peter Tchaouloff — II
Y. Kalori: L'Albanie, ses beys et ses voisins
Ch. Martin: L'Independent Labour Party contre la Terreur Blanche
en Bulgarie
Les intellectuels tchécoslovaques contre la terreur en Roumanie
P. Istrati: La dictature bratraniste
B. F.: La situation économique et fiscale de la Turquie
Revue de la Presse
Texte allemand (685—686)
Transilvanicus: Die neue Wirtschaftspolitik in Rumänien
Texte albanais (686—687)
Nji ushtar: Quên i terbuem
Texte bulgare (687—690)
П. Калори: Ромънската олигархия и въпроса за емиграцията
в Добруджа
Spectator: Петр Чаулев (Край)

- Ж. Зыромски: За Балканската Федерация — I. Економическите*
пристанища и дебушета
Ch. Martin: Независимата Трудова Партия против белия терор
в България
В. Гр.: Югославянска или Балканска Федерация
Апри Барбос и Бесарабия
Texte serbe (690—692)
Балканска Федерација и европско јавно мишљење
Фердинанд Буисон — Апри Герни
М. Владимиров: Корупција, сукоби и нове кризе
М. Владимиров: Значај Вукашина Марковића
Texte roumain (692—693)
I. Mateescu: Se pregătesc alegerile
Texte croate (693—695)
Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje
Dr. Maks Ibelker — Anri Marks
Jedan bivši uhapšenih Glavnjace: U beogradskim zatvorima
Anri Tores: Boreći se protiv fašizma na Balkanu mi se borimo za
našu rodjenu stvar
Texte grec (695—696)
Ἡ Βαλκανικὴ Ὅμοσπονδία καὶ ἡ Εὐρωπαϊκὴ γνώμη
Παναγῆς Ιστορίτη
Πῶλ Λουί: Ὁ ἀντιρατσιστικὸς συνασπισμὸς τῶν Βαλκανικῶν κρατῶν
Ζὰν Ζυρόμσκι: Γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ὅμοσπονδία